

les dossiers de l'IFEA

série : la Turquie aujourd'hui no: 20

Les relations de la Turquie avec la Syrie

Uğur KAYA & Dilek YANKAYA



INSTITUT FRANÇAIS D'ÉTUDES ANATOLIENNES
GEORGES DUMÉZIL
USR 3131 CNRS
Istanbul, 2013

Ce « dossier de l'IFEA » est un document
de travail destiné à une diffusion restreinte.
Les auteurs y soumettent à la discussion des points de vue
et des informations dont ils sont seuls responsables.

Les lecteurs sont invités à dialoguer avec les auteurs
en leur écrivant à l'adresse suivante :

ifea@ifea-istanbul.net

Directeur de publication :
Jean-François Pérouse

ISBN 978-2-36245-011-2

INSTITUT FRANÇAIS D'ÉTUDES ANATOLIENNES
GEORGES DUMÉZIL
USR 3131 CNRS

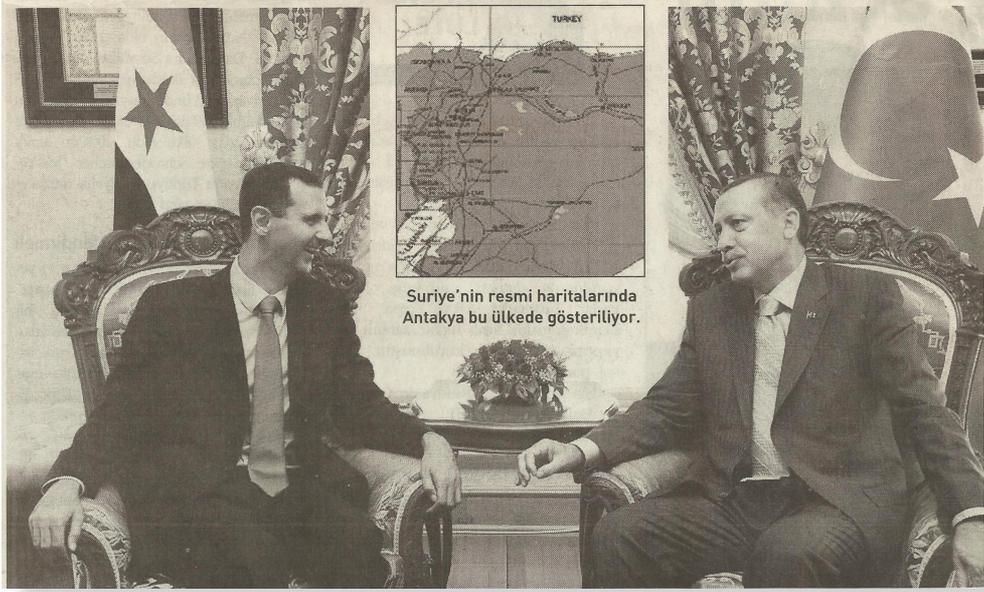
Nuru Ziya Sok. no 10 P.K. 54
34433 Beyoğlu/Istanbul - Turquie

Téléphone : 90 (212) 244 17 17 - 244 33 27
Télécopie : 90 (212) 252 80 91

Courrier électronique :
ifea@ifea-istanbul.net
Site internet : www.ifea-istanbul.net

Les relations de la Turquie avec la Syrie

Uğur KAYA & Dilek YANKAYA



Bachar al-Assad et Recep Tayyip Erdoğan (*Referans*, 16 avril 2010).

Table des matières*

INTRODUCTION	5
1) Les éléments fondateurs de la perception réciproque des deux pays	5
a) Le divorce de la Turquie et du monde arabo-moyen-oriental	6
b) « Les Arabes, les traîtres »	7
c) « Le Turc » dans la mémoire des provinces arabes	9
d) L'affaire du Sandjak d'Alexandrette	10
e) La politique moyen-orientale de la Turquie entre les deux guerres	12
f) Les échanges commerciaux turco-moyen-orientaux jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale	12
2) Les relations après la Deuxième Guerre mondiale	13
a) Les principaux éléments des conflits entre la Turquie et la Syrie	14
b) La Turquie et la Syrie face aux conflits régionaux : le cas de la crise de Suez	19
c) La crise turco-syrienne: une guerre manquée ou un jeu de tensions?	21
d) Une paix froide pendant la période de la Détente	23
e) Le Moyen-Orient dans la perception stratégique en Turquie	24
f) Les perplexités dans la politique moyen-orientale de la Turquie	26
3) Les années 1980 et 1990 : vers une guerre ?	27
a) La question du partage des eaux transfrontalières (Carte 2)	27
b) La question kurde dans les relations entre les deux pays	31
4) Après la crise, le rapprochement	36
a) L'arrivée de Bachar al-Assad au pouvoir et l'ouverture de la Syrie	37
b) La guerre en Irak et les inquiétudes communes	39
c) L'arrivée de l'AKP au pouvoir et l'intégration au Moyen-Orient	42
d) La reconfiguration des alliances politiques en Méditerranée orientale	45
5) La Syrie, nouvelle terre d'investissement	47
6) Années 2008-2011 : vers une parfaite intégration économique	49
a) Tourisme et culture, nouveaux domaines d'investissement	51
b) L'effacement des frontières : vers un espace Şamgen ?	52
c) Vers une stratégie sécuritaire régionale commune ?	52
d) Vers une intégration régionale	53

* Les chapitres 1-3 de ce rapport ont été rédigés par Uğur Kaya, chercheur au CIRPES et à l'OBTIC (Observatoire de Recherche Interdisciplinaire sur la Turquie Contemporaine) et les chapitres 4-7 par Dilek Yankaya, docteure associée au CERI-Sciences Po et chercheuse à l'OBTIC.

7) Aujourd'hui (fin 2012) : les révoltes populaires et le retour des temps de crise	53
a) La Turquie, l'allié des opposants syriens	54
b) La guerre et ses dommages collatéraux	58
c) Le retour de l'option d'intervention militaire	58
d) L'action humanitaire : entre volontarisme politique et nécessité humanitaire	59
e) Le chaos en Syrie : le champ fertile pour l'activisme du PKK ?	61
CONCLUSION	62
POST-SCRIPTUM (fin octobre 2013)	63
Cartes	67
Bibliographie	69
Liste des abréviations	72

Les relations de la Turquie avec la Syrie

Uğur KAYA & Dilek YANKAYA

INTRODUCTION

La République arabe syrienne et la République de Turquie partagent une frontière de 911 km, la plus longue pour chacun des deux pays. Cette frontière qui relie et que franchissent des rivières communes les a aussi longtemps séparées : depuis les années 1950 s'y étendaient des champs de mines. Cette frontière a vu passer des peuples, parfois des milices, beaucoup de commerçants entre 2000 et 2011 et enfin, massivement, des réfugiés depuis 2011. Divers sens lui ont été attribués – source de litige dans le cas du sandjak d'Alexandrette et des fleuves Tigre et Euphrate jusqu'en 2004, puis voie de commerce depuis 2000 –, en fonction de la perception réciproque des dirigeants des deux États et de leurs opinions publiques.

Cette étude reprend l'évolution tourmentée des relations entre la Turquie et la Syrie depuis les années 1950 jusqu'à la crise syrienne actuelle. Les mémoires divergentes de l'héritage ottoman semblent fortement influencer les représentations des deux peuples et de leurs dirigeants. La création d'Israël et des États arabes ainsi que la bipolarité pendant la Guerre Froide ont compliqué l'équation des relations et créé de nouvelles sources de tensions. Ce n'est qu'à partir de 1998 que les changements de gouvernement parviennent à transformer la dominante conflictuelle des relations en une dynamique de rapprochement turco-syrien. Puis le développement économique de la région a conduit à un début d'intégration socio-économique ... jusqu'à ce que la guerre reprenne le dessus depuis la fin 2011.

Cette histoire sera donc retracée sur la base d'une approche chronologique à partir des

événements ayant marqué les équilibres géopolitiques régionaux, à savoir la fondation des deux États concernés (1923 pour la Turquie ; 1946 pour la Syrie) et celle d'Israël (1948), l'adhésion de la Turquie à l'OTAN (1952) et la Guerre Froide, le séparatisme kurde (1984-1998) et l'arrestation d'Abdullah Öcalan (février 1999), l'arrivée de Bachar al-Assad (2000) et de l'AKP (2002) au pouvoir, la guerre en Irak (2003) et les révoltes arabes (2011...).

1) Les éléments fondateurs de la perception réciproque des deux pays

L'un des facteurs qui marquent le plus la perception respective de l'autre dans chacun des deux pays, Turquie et Syrie, est sans doute lié à la mémoire collective des années d'agonie de l'Empire ottoman. La perception de la séparation après des siècles de vie commune dans le même empire a été plus douloureuse que dans d'autres provinces arabes. En fait, contrairement à l'idée répandue d'une longue histoire commune des Turcs et des Arabes jusqu'à la fin de l'Empire ottoman, ce dernier avait déjà perdu une grande partie de ses provinces arabo-musulmanes au long du XIXe siècle. Cependant, la Syrie, faisant partie du Bilad el-Cham¹, représente l'un des pays arabes qui partagent le destin de l'Empire jusqu'aux derniers jours. Bilad el-Cham fut même la dernière région arabe à subir la restructuration de l'espace ottoman, si l'on considère la résolution

¹ C'est la région qui couvre les États actuels de Syrie, Jordanie, Liban, Israël et Palestine et une partie du sud-est de la Turquie.

de l'affaire du « Sandjak d'Alexandrette », ou Hatay selon l'appellation turque, comme l'ultime étape de la déconstruction territoriale de l'Empire ottoman. En tout cas, les souffrances endurées lors de la Première Guerre mondiale ont amèrement marqué la mémoire nationale des deux côtés, turc et syrien, qui ne repose pas sur les mêmes lectures du passé.

Mais, la perception réciproque ne repose pas seulement sur les vécus pendant la fin de l'Empire. Les régimes héritiers de l'espace ottoman adoptent une historiographie opérationnelle en fonction de leurs appartenances politiques, idéologiques, des jeux d'intérêts et rapports de forces. L'histoire des relations entre États est fortement régie par les considérations des élites dirigeantes des deux pays. L'étude de la construction et de la communication de l'image de la Turquie et de la Syrie, à la fin de l'Empire et à l'ère des États héritiers est donc un bon angle d'approche pour étudier l'évolution des relations entre les deux pays.

a) Le divorce de la Turquie et du monde arabo-moyen-oriental

Le désir des élites turques d'un destin distinct par rapport au monde arabe est affiché officiellement dès avant la fondation républicaine, par le manifeste appelé « Pacte national » (*Misak-ı Milli*). Ce dernier a été proclamé par le dernier Parlement ottoman le 28 janvier 1920, donc après la fin de la Première Guerre mondiale et avant le traité de Sèvres, à Istanbul alors sous domination des forces alliées. Acte de réalisme politique, il revendique aussi une série de principes en accord avec les décisions du congrès organisé par la résistance à Sivas en septembre 1919.

Le premier article définit un territoire couvrant des peuples d'une identité presque homogène et respectant les frontières reconnues lors de l'Armistice du 30 octobre 1918. Envisageant « une paix durable et juste », le Pacte affirme que « les territoires inclus dans les frontières à cette date et le peuple ottoman y vivant, uni par des liens ethniques, religieux et par le même objectif, forme un tout indivisible ». Il reconnaît le droit à l'autodétermination des peuples, notamment dans les régions majoritairement arabes ainsi que la Thrace occidentale. Le Pacte national, bien qu'ayant été établi par le Parlement impérial et au cours d'une séance

officielle, est adopté comme « le fondement légal et national du principe de l'indivisibilité de la nation et la patrie turque » dans la constitution de la République².

La proclamation de ce pacte provoque *de jure* l'occupation de la capitale par les forces alliées qui dissolvent le Parlement. En outre, la signature du traité de Sèvres au mois d'août 1920 est une sorte de réponse à cette déclaration. Le démantèlement territorial radical alors envisagé par les vainqueurs a alimenté à l'extrême les peurs des élites ottomanes. Le traité a signifié l'anéantissement de l'autorité politique d'Istanbul et a transféré le pouvoir d'initiative vers la résistance dirigée à Ankara. Le Pacte a ainsi initié la guerre d'indépendance et le processus de fondation du nouvel État dont le traité de Lausanne est l'aboutissement.

La période entre 1919 et 1923 est celle d'un bras de fer entre les puissances occidentales et le gouvernement d'Ankara qui atteint finalement une très grande partie de ses objectifs avec le Traité de Lausanne (juillet 1923). La satisfaction de ces objectifs tant sur le plan territorial que sur le plan politico-économique conduit le régime républicain à adopter une politique de *statu quo* dans son rapport avec les pays voisins. Cependant, si le traité de Lausanne a en grande partie résolu la question des tracés des frontières, il ne règle pas pour autant la situation de deux provinces : Mossoul et Alexandrette.

L'État turc accepte que la question de Mossoul soit laissée à l'arbitrage de la Société des Nations. Puisque la Turquie n'en est pas membre et que la Grande-Bretagne y a un grand poids, Ankara renonce implicitement à la province en acceptant cet arbitrage. En effet, la Société des Nations laisse en 1926 la région sous le mandat de la Grande-Bretagne. La Turquie, à contrecœur mais s'inclinant devant le résultat, signe dès lors un traité avec

² Texte en turc : « Bugünkü Türkiye Cumhuriyeti Anayasasında yer alan 'Türk vatani ve milletin bölünmezliği' ilkesinin millî ve hukukî dayanağı, hâlâ yaşayan 'Misak-ı Milli' ruhudur ». Disponible sur www.tbmm.gov.tr/tarihce/kb2.htm. Le fait que l'une des tours du mausolée d'Atatürk s'appelle « la tour de Misak-ı Milli » est aussi notable. Lieu protocolaire, chaque visiteur officiel doit s'y rendre au cours de sa visite et signer le livre d'honneur situé face au cénotaphe du père fondateur.

cette dernière et l'Irak³. Le cinquième article de ce traité, aussitôt approuvé par l'Assemblée Nationale turque, pose l'invariabilité des frontières. Dans le souci de consolider les souverainetés nationales réciproques, Ankara conclut à partir de 1928 plusieurs accords bilatéraux avec l'Irak.

La circonscription d'Alexandrette, question qui provoquera dans les années 1930 des tensions entre Ankara et Paris – qui contrôle la Syrie dans le cadre d'un mandat de la SDN –, fera l'objet de négociations entre ces capitales dans l'atmosphère tendue d'avant la Deuxième Guerre mondiale. Avec la résolution de son statut en 1939, du moins pour la Turquie et la France, cette circonscription constituera le dernier département ajouté au territoire de la République turque, sorte d'appendice méridional articulé au Levant.

b) « Les Arabes, les traîtres »

La rupture de la Turquie avec le Moyen-Orient après la Première Guerre ainsi que la perception du monde arabo-musulman par les élites républicaines constituent des facteurs ayant longtemps fortement influencé les relations entre les deux pays. En effet, la volonté d'éloignement de la région est souvent légitimée par les élites républicaines en convoquant les événements de la Première Guerre mondiale. La collaboration avec la Grande-Bretagne de certains dirigeants arabes comme Hussein ben Ali, Chérif de la Mecque et père d'Abdallah bin al-Husseïn, premier roi de Jordanie, pour créer le royaume arabe, a été perçue comme une trahison inexcusable du peuple arabe. La mémoire de cette rupture est toujours restée vive, et encore maintenant, dans les débats sur le monde arabe reste décrite comme « *un coup de poignard dans le dos par les Arabes* », sorte de confirmation de l'impossibilité de collaborer avec les États arabes.

Cependant, il est à noter que les populations arabes de l'Empire ne se sont pas projetés dans

un destin séparé jusqu'au moment, bien avant la Première Guerre mondiale, où les jeunes Turcs ont renoncé à la voie de leurs prédécesseurs qui plaidaient pour une vision multi-identitaire⁴. En fait, c'est le nationalisme turc, lui-même relativement tardif par rapport à celui des peuples chrétiens de l'Empire, qui suscite des échos semblables chez les autres peuples musulmans comme les Arabes et les Kurdes. De surcroît, les pratiques oppressives des officiers turcs dans le Levant vers la fin de l'Empire alimentent le nationalisme arabe, comme celui des minorités comme les Chrétiens, Druzes ou Alaouites.

Néanmoins, la supposée « trahison arabe » et la « collaboration avec les États occidentaux » ne sont pas l'image qui domine l'intégralité des rapports turco-arabes pendant et après la Première Guerre mondiale. La révolte du Chérif Hussein contre Istanbul ne mobilise pas toutes les masses dans les régions arabes⁵. Si Emir Fayçal, fils du Chérif Hussein, conduit ses troupes à Damas, abandonnée par les forces ottomanes aux derniers jours de la guerre, pour se proclamer plus tard roi de Syrie, il ne gagne pas non plus le soutien de toute la population. Il y a eu après la fin de la guerre des tentatives de coopération et même d'alliance entre des groupes arabes et turcs contre un ennemi commun, les « impérialistes occidentaux ». Déjà en 1919, juste après la guerre, les services britanniques qui dominaient alors le Levant, signalent des mouvements pro-turcs à Alep et à Damas ainsi que la montée de propagandes turques contre la puissance d'occupation⁶. Malgré cette disparité des rapports entre les mouvements arabes et les forces alliées, « l'Arabe » devient dans la vision officielle de la Turquie, celui qui a comploté avec les puissances occidentales contre les Turcs. La Syrie et le Liban, supposés être le théâtre principal de cette « trahison », renvoient à des souvenirs encore plus amers pour Ankara.

³ « Traité entre la Turquie, le Royaume Uni et l'Irak, sur l'établissement des frontières entre la Turquie et l'Irak », Ankara, 5 juin 1926. Selon ce traité, la Turquie devait percevoir 10 % des revenus pétroliers irakiens pendant 25 ans, ce qui a été vu comme une compensation au renoncement de la Turquie à ses droits sur Mossoul.

⁴ Barbir, Karl, « Arap dünyasında Osmanlı mirası », dans Brown, Carl (éd.), *İmparatorluk Mirası*, Istanbul, İletişim, 2000.

⁵ *Ibid.*

⁶ Tauber, Eliezer, « Syrian and Iraqi Nationalist Attitudes to the Kemalist and Bolshevik Movements », *Middle Eastern Studies*, Octobre 1994, Vol. 30, No. 4, p. 896-915.

Après l'évacuation de la Syrie par les forces britanniques en 1920, les démarches de Fayçal, éphémère roi de Syrie appuyé jusqu'alors par Londres pour conclure un accord avec la nouvelle puissance, la France, provoquent des protestations des groupes nationalistes et des mouvements islamiques de Syrie. Ces groupes, gardant une distance à l'égard de Fayçal, contactent les kémalistes pour conduire une politique commune contre la France. Dans l'objectif de soutenir la résistance turque en Cilicie (région d'Adana en Turquie actuelle), occupée également par les forces françaises, ils mènent des opérations pour empêcher le ravitaillement des forces françaises à partir de la Syrie. Ils ne forment pas pour autant un front commun à long terme et c'est Ankara qui met fin à cette coopération par la signature avec la France de l'accord prévoyant le retrait des forces de cette dernière de la région de Cilicie⁷.

En fait, depuis longtemps, le choix était clair pour les responsables turcs : ils avaient adopté un discours « anti-orientaliste » bien avant la Première Guerre mondiale. Dès le XIX^e siècle, certains intellectuels et bureaucrates ottomans, prédécesseurs des fondateurs de la République, ont tenu un nouveau discours occidentaliste renonçant à « la culture orientale » stigmatisée comme source de sous-développement contraire au bien du pays. Le fondement de l'intérêt national exigerait ainsi d'exclure toute adhésion à cette culture, comprise comme « culture arabe »⁸.

Avec la République, cette vision devient l'un des piliers de l'idéologie officielle. Détachée de l'Orient, la Turquie se rapprocherait ainsi davantage de l'Occident et des normes occidentales. C'est le projet de modernisation qui s'appuie sur deux principes fondateurs : nationalisme et occidentalisation. Ce projet nécessite de se débarrasser de « l'influence rétrograde des structures conservatrices religieuses et sociales » de la région dans laquelle

se trouve la Turquie, jugées incompatibles avec l'identité du nouvel État-nation et son objectif de modernisation, donc d'occidentalisation.

La politique de création de la nation qui privilégie les mythes d'avant la période islamique a en effet pour but de distancier la nouvelle Turquie républicaine de la culture moyen-orientale⁹. En rejetant la culture des Arabes, la culture islamique revendiquée a été « turquifiée »¹⁰ pour être un principe de consolidation de l'État-nation. Cette fracture culturelle avec le monde arabo-musulman cherche à rendre impossible la conception d'une identité commune, d'un État commun, avec les pays arabes voisins. En s'éloignant d'un « islam à vocation universelle », le régime républicain tente également d'empêcher d'éventuelles politiques expansionnistes. Le nouvel État devra reposer sur le modèle westphalien, abandonnant l'identité d'Empire à vocation universelle.

À partir des années 1930, cette politique s'est manifestée dans l'éducation au travers des manuels scolaires d'histoire par l'exclusion du corpus de l'histoire musulmane des pays arabes, contrastant avec une forte « nostalgie des Balkans »¹¹. La révolte de Hussein est amalgamée à un « monde arabe » supposé homogène. La véhémence anti-arabe s'est ancrée jusqu'aux années 1990, indépendamment de l'évolution du rapport de l'État turc avec le principe de laïcité et l'islam : les Arabes restent des étrangers et « les traîtres de 1916 »¹². Cette vision collective renforce le caractère insulaire de la Turquie dans son environnement régional et contrarie par là même toute volonté d'échange culturel et politique avec ces pays.

Ceci dit, les tensions entre la Turquie et l'Union Européenne, la défiance répandue envers la politique américaine et l'arrivée au pouvoir de l'AKP fin 2002, parti qualifié à l'extérieur de « musulman conservateur », modifient ces derniers temps la vision populaire du Moyen-Orient en Turquie, comme

⁷ Tachjian, Vahé, *La France en Cilicie et en Haute-Mésopotamie. Aux confins de la Turquie, de la Syrie et de l'Irak*, Karthala Editions, Paris, 2004.

⁸ Pour des intellectuels comme Hüseyin Cahid Yalçın, écrivain et homme politique, les Ottomans n'avaient pas besoin de la culture arabe (Mardin, Şerif, *Bediüzzaman Said Nursi Olayı, Modern Türkiye'de din ve toplumsal değişim*, Istanbul, İletişim, 1992, p. 223).

⁹ Zurcher, Eric, *Turkey: A Modern History*, London, I.B. Tauris & Co., 1993, p. 199.

¹⁰ Copeaux, Étienne, *Une vision turque du monde à travers les cartes de 1931 à nos jours*, Paris, CNRS Éditions, 2000, p. 131.

¹¹ *Ibid.*, p. 128.

¹² Copeaux, Étienne, « L'image des arabes et de l'Islam dans les manuels d'histoires turcs depuis 1931 », *CEMOTI*, 1991, No. 12, p. 195-213.

d'ailleurs celle des autres « Orient » comme la Russie ou l'Asie centrale. La croissance de la présence politico-économique turque dans ces régions contribue à la révision de l'image du « monde » arabo-musulman.

c) « Le Turc » dans la mémoire des provinces arabes

La construction de l'image de la Turquie suit également un processus compliqué pour le monde arabe, d'autant plus que ce dernier présente plus d'hétérogénéité sociopolitique et étatique que la Turquie. Le développement du nationalisme arabe au XX^e siècle a considérablement influencé le cadre de perception à l'égard de la nouvelle République de Turquie, non seulement du fait que cette dernière est la principale héritière du passé impérial, mais aussi en raison de son alliance avec « l'Occident impérialiste », lié à son choix d'un régime laïc.

Sur le plan historiographique, le sous-développement des provinces arabes est interprété par les milieux nationalistes arabes comme la conséquence de l'impérialisme séculaire turc¹³. Il était reproché à l'État impérial [ottoman] dans un premier temps sa « négligence envers les régions arabes » et son « détachement d'une politique pro-islamique ». L'occupation de la Tripolitaine par l'Italie (à partir de la fin 1911) fut d'ailleurs la « conséquence du désintérêt du gouvernement du parti Union et Progrès pour cette province. [...] Les Unionistes, avaient refusé d'en prendre acte [pour la défense de la province], et avaient même publié un article dans leur revue, *Tanîn*, où ils expliquaient que la Tripolitaine ne rapportait rien et qu'elle constituait un poids pour l'économie du pays et le budget de l'État »¹⁴.

Ensuite, les gouvernements ottomans sont critiqués pour avoir exclu les Arabes de la vie politique. Selon l'historiographie arabe dominante, les Arabes occupaient peu de postes politiques, même par rapport aux non-musulmans, alors que le discours tenu par les diri-

geants ottomans insistait sur la communauté de culture et de religion dans leurs relations avec le monde arabe. « Les Francs-maçons et les Sionistes » occupaient largement les rangs du parti Union et Progrès. La formation du gouvernement après la révolution des Unionistes en 1908 serait « la preuve de l'abandon par les dirigeants turcs du monde arabo-musulman ». Celui-ci ne comprenait aucun responsable arabe alors que les peuples arabes représentaient la majorité de la population impériale. Et d'autant plus que ce gouvernement était reconnu, selon cette veine historiographique, pour compter un certain nombre d'hommes hostiles aux intérêts arabes, voire à ceux de l'Islam. Sont visés notamment des ministres appartenant à l'Organisation Sioniste, cibles des journaux arabes les plus importants de l'époque comme *Al-Ahrâm*, *Al-Mu'ayyid*, *Al-Manâr* et *Al-Mokattam*¹⁵.

Avec quelques variations, le facteur « Sioniste et Franc-maçon » reste longtemps présent dans les analyses arabes sur la rupture entre la Turquie et le monde arabo-musulman. Sont pointés ainsi du doigt les « coupables » : « des ennemis [qui] cherchent à diviser les Arabes et les Turcs afin qu'il soit plus facile de les anéantir séparément. Le principal de ces ennemis est le Sionisme aux trois visages, le juif, le 'dönme' ['converti du judaïsme à l'islam par opportunisme'] et le franc-maçon, qui influencent fortement l'opinion publique turque, si l'on en juge par la propagande sioniste des médias et des journalistes, ainsi que par l'assujettissement au sionisme de maintes institutions économiques turques »¹⁶.

L'orientation occidentaliste des réformateurs turcs-ottomans a aussi été décrite par l'historiographie arabe comme la preuve de l'éloignement du Moyen-Orient et de l'Islam, étayant la méfiance des peuples et responsables arabes. D'ailleurs, l'appel au djihad du Calife

¹⁵ *Ibid.*, p. 222-239 ; Troudi, Mohamed, « la Turquie et les printemps arabes », *Politique actualité*, nd. Disponible sur www.politique-actu.com/dossier/turquie-printemps-arabes-mohamed-troudi/280792/.

¹⁶ Al-Daqûqi, Ibrahim, « Palestine & Zionism in the Turkish mass media », *The Third Arab-Turkish Relations Conference (abstracts of papers)*, Yarmouk University, 25-28 avril 1985, cité dans Duclos, Louis-Jean, « Arabes et Turquie : le cas Jordanien », *CEMOTI*, 1991, No. 11, p. 119-139.

¹³ Benli Altunışık, Meliha & Tür, Özlem, « From distant neighbors to partners? Changing Syrian-Turkish relations », *Security Dialogue*, 2006, Vol 37, p. 231.

¹⁴ Jewad, Kaïs, *Du califat aux coups d'État - Les cinq coups d'État militaires au sein de l'Empire ottoman de 1908 à 1913*, Paris, Alfabeta, 1995, p. 219-222.

en 1914 pendant la Première Guerre mondiale a été perçu comme hypocrite par beaucoup de musulmans du fait que l'État ottoman s'alliait avec des puissances occidentales¹⁷.

La République de Turquie fondée par les élites impériales hérite à son tour des critiques concernant l'époque impériale. Du reste, avec les réformes républicaines et laïcistes, un sentiment de trahison se manifeste dans une partie du monde arabo-musulman à l'égard des dirigeants turcs pour avoir mis fin, par décision unilatérale, au Califat. Surtout pour les milieux conservateurs, la République n'est que « l'héritière infidèle de l'Ottoman à fouet »¹⁸.

Ces reproches restent omniprésents dans la vision du monde arabo-musulman et notamment dans le regard syrien envers la Turquie jusqu'à la fin du XX^e siècle. Du reste, le souvenir des persécutions des figures du nationalisme arabe dans le Levant à la fin de l'Empire renforce l'aversion vis-à-vis des Turcs en Syrie et au Liban. Après l'indépendance de la Syrie, les produits de la culture populaire, comme les émissions télévisées, auraient présenté « des références à la guerre et aux tortures et mauvais traitements que les Arabes ont subis des Turcs »¹⁹. Ceci étant, on observe ces dernières années l'émergence de nouvelles approches historiques selon lesquelles, par exemple, on affirme le développement du monde arabe sur les plans économique, culturel et démographique sous l'influence ottomane « même si ce constat n'est pas toujours facilement admis par certains milieux politiques et intellectuels arabes »²⁰.

d) L'affaire du Sandjak d'Alexandrette

Dès 1919, les forces françaises occupent la Cilicie, la région d'Adana en Turquie actuelle et le littoral méditerranéen oriental jusqu'à Haïfa au sud, en vertu des accords Sykes-Picot de février 1916. En 1920, la France devient officiellement puissance mandataire en Syrie et au

Liban. Le pouvoir français organise alors le territoire et forme le sandjak autonome d'Alexandrette qui est donc une création française. Celui-ci comprend les *kaza's* d'Alexandrette, Antioche, Harim (Rehaniye) et Beylan. Seule la terminologie administrative est ottomane, l'État ottoman utilisant cette formule pour l'administration des régions présentant des problèmes particuliers²¹.

Toutefois, face à la résistance turque, les forces françaises ne peuvent se maintenir en Cilicie que dans quelques grandes villes²². De surcroît, le gouvernement d'Ankara fait distribuer en Irak et en Syrie des livrets appelant les peuples arabes à combattre contre l'ennemi commun, l'impérialisme occidental²³. Et une aggravation de la situation au sud de l'Anatolie peut déstabiliser la position de la France en Syrie. Or une grande guerre vient de se terminer et les divergences entre Paris et Ankara ne valent pas la peine de poursuivre un conflit armé tant qu'Ankara ne pose pas de problèmes stratégiques. D'ailleurs, le gouvernement de Clémenceau est alors plutôt concentré sur l'accord avec l'Allemagne. Une réconciliation entre Paris et Ankara peut également permettre de contrôler le rapprochement turco-soviétique ou au moins d'éviter de jeter Ankara dans les bras des Soviétiques. En outre, les divergences de la France avec la Grande-Bretagne sont de plus en plus visibles, ce qui pousse la première à avoir sa politique propre.

Finalement, la France décide de ne pas poursuivre la guerre en Turquie, n'y ayant pas grand intérêt, et devient le premier pays signataire de Sèvres à conclure un nouvel accord avec Ankara le 20 octobre 1921, rendant en conséquence caduc le traité de Sèvres. Cet accord définit les grandes lignes de la frontière turco-syrienne. Il laisse les zones où se trouvent les villes d'Alexandrette et d'Antioche sous mandat français, mais il reconnaît le turc comme langue officielle et des droits culturels aux Turcs.

¹⁷ Ochsenwald, William, « Modern Ortadoğu'da İslâm ve Osmanlı Mirası », dans Brown, Carl (éd.), *İmparatorluk Mirası*, Istanbul, İletişim, 2000.

¹⁸ Dikerdem, Mahmut, *Ortadoğu'da Devrim Yılları*, Istanbul, Cem Yay., 1990, p. 10.

¹⁹ Benli Altunışık, Meliha & Tür, Özlem, *op. cit.*, p. 231.

²⁰ Troudi, Mohamed, *op. cit.*

²¹ Yerasimos, Stéphane, « Le sandjak d'Alexandrette : formation et intégration d'un territoire », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, 1988, No. 48-49, p. 198-212.

²² Yerasimos, Stefanos, *Milliyetler ve Sınırlar*, Istanbul, İletişim, 1999, p. 170.

²³ Sander, Oral, *Türkiye'nin Dış Politikası*, Ankara, İmge, 1998, p. 217.

Néanmoins, le traité d'amitié et d'alliance signé en 1936 entre la France et la Syrie accorde à cette dernière l'indépendance dans un délai de trois ans. Il prévoit un transfert de souveraineté et de tous les droits de la France au gouvernement syrien sans faire référence au Sandjak. Ankara plaide l'incompatibilité de cet arrangement avec l'accord de 1921 qui prévoyait un régime spécifique pour cette province. À la même époque, la population de la province est composée de Turcs (39,7 %), d'Alaouites (28 %), d'Arméniens (11 %), d'Arabes sunnites (11 %), de Grecs orthodoxes (9 %), et de Tcherkesses, Kurdes, Albanais, Ismaïliens et Juifs (3 %)²⁴. Notons que cette catégorisation est critiquable, notamment du fait qu'elle se base sur deux critères différents, la langue et la religion.

La Turquie profitant de la conjoncture internationale avant la guerre et des accords précédents, essaie de peser plus que dans le cas de Mossoul. Après des pourparlers entre les gouvernements d'Ankara et de Paris, la France accepte de reporter l'affaire devant la Société des Nations qui reconnaît que la province est une « entité distincte »²⁵. Les tractations diplomatiques aboutissent à un accord sous la pression anglaise entre la France et la Turquie garantissant l'intégrité territoriale du Sandjak²⁶. Ainsi est née la « République de Hatay » en 1938.

L'année suivante, la nouvelle et petite République prend la décision de se rattacher à la Turquie et devient le nouveau département de Hatay. Les résultats des recensements et des élections locales légitiment cette réunification selon la vision turque. Avec le nom de Hatay, dont l'origine étymologique provient des Hittites, la région se relie ainsi à un passé

préislamique, conformément à l'inclination ethnique de l'idéologie républicaine²⁷. En fait, le régime républicain adopte une thèse historiographique selon laquelle les Hittites sont issus des premières immigrations turques de l'Asie centrale vers l'Anatolie soumis par la suite aux Grecs, Romains, etc. Pour la Turquie, l'affaire du Sandjak a ainsi été définitivement réglée.

Au moment de la séparation de la région, les Alaouites du Levant, environ 350 000, vivaient essentiellement dans les terres entre Antioche, au nord, le « Nahr al Kabir », fleuve qui suit aujourd'hui le tracé de la frontière libano-syrienne, au sud, la Méditerranée, à l'ouest et le fleuve Oronte à l'est. Avec le rattachement de Hatay à la Turquie, 80 000 à 90 000 Arabes dont une majorité d'Alaouites, passent sous administration turque²⁸. À sa création, la République de Hatay compte une population de 219 000 personnes.

Le département de Hatay s'étend aujourd'hui sur une superficie de 5827 km², supérieure à celle de la partie rattachée en 1939, légèrement plus petite (4805 km²)²⁹. Avec ce territoire, la Turquie gagne presque 90 km en prolongement de la façade orientale de la Méditerranée et devient le seul État souverain du golf d'İskenderun (d'Alexandrette) (Carte 1).

Selon la vision arabo-syrienne, l'affaire du Sandjak n'est que la preuve des ambitions expansionnistes de la Turquie vers le sud³⁰. Toutefois, cette hypothèse d'une Turquie expansionniste ne paraît pas vraisemblable et surtout pas vers le Moyen-Orient avec lequel l'idéologie officielle turque cherche à garder une certaine distance. L'annexion du Sandjak ne s'oppose pas au projet westphalien du régime républicain qui repose sur la

24 Statistiques françaises rapportées par Adnan Sofuoğlu, « Belgeler Işığında Bağımsız Hatay Devleti'nin Kuruluşu ve Türkiye », *Atatürk Araştırma Merkezi Dergisi*, Juillet 2005, Vol. 21, No 62.

25 Khadduri, Majid, « The Alexandretta Dispute », *The American Journal of International Law*, July 1945, Vol. 3, p. 406-425 ; Alantar, Ö. Zeynep, « Türk Dış Politikasında Milletler Cemiyeti Dönemi », dans Sönmezöğlü (Faruk) (éd.) *Türk Dış Politikası Analizi*, Istanbul, Der Yay., 1994.

26 Pérouse, Jean-François, « La Turquie : une construction territoriale récente », *Mappemonde*, 2008, No. 90, disponible à <http://mappemonde.mgm.fr/num18/index.html>

27 Mustafa Kemal qualifiait la région de « pays de Turcs depuis quarante siècles », (*Kırk asırlık Türk yurdu*), İsmail Habib Sevik, *Atatürk İçin*, Cumhuriyet Matbaası, 1939, s. 27. Cité dans le site Internet de la préfecture de Hatay.

28 Le Gac, Daniel, *La Syrie du Général Assad*, Paris, Editions Complexe, 1991, p. 59.

29 Sofuoğlu, Adnan, « Belgeler Işığında Bağımsız Hatay Devleti'nin Kuruluşu ve Türkiye », *Atatürk Araştırma Merkezi Dergisi*, juillet 2005, Vol. 21, No. 62.

30 Benli Altunışık, Meliha & Tür, Özlem, *op. cit.*, p. 231.

renonciation à l'esprit de conquête territoriale. Elle ne consiste qu'à résoudre un problème frontalier précis, non résolu par Lausanne. De surcroît, auparavant, la région ne faisait pas partie d'un autre État souverain ; il ne s'agit donc pas pour la Turquie d'un acte en contradiction avec le principe de reconnaissance mutuelle de voisins souverains.

e) La politique moyen-orientale de la Turquie entre les deux guerres

La politique moyen-orientale de la Turquie à cette époque se définit dans le souci de renforcer la stabilité régionale afin de préserver l'unité territoriale contre toutes les formes de menace pesant sur elle³¹. Elle repose sur la reconnaissance des frontières des pays limitrophes héritiers de l'Empire ottoman. Dans le but de consolider ses frontières et de renforcer sa reconnaissance internationale, la Turquie commence à établir des rapports westphaliens avec les États voisins. Après ses démarches pour consolider la reconnaissance multilatérale des frontières balkaniques, elle s'efforce de stabiliser ses frontières avec les États moyen-orientaux. Un premier accord est conclu avec l'Afghanistan en 1920 qui sera renouvelé en 1928. Ankara signe ensuite une série d'accords avec l'Irak en 1926 et en 1937 ainsi qu'avec l'Iran en 1926, y compris sur la coopération dans le domaine de la défense en 1933. En 1937, la Turquie, l'Afghanistan, l'Iran et l'Irak établissent le Pacte de Saadabat garantissant les frontières communes. Néanmoins, Ankara garde toujours une certaine distance avec la région, en raison de sa stratégie nationaliste et de sa politique occidentaliste. En dépit des accords d'amitié établis dans un objectif de reconnaissance réciproque, les relations de la Turquie avec les pays moyen-orientaux restent donc très restreintes.

Par ailleurs, la prédominance de la Grande-Bretagne et de la France dans la région avant la Deuxième Guerre mondiale met les relations de la Turquie avec la région en partie sous la tutelle de ces grandes puissances. Particulièrement, les relations entre la Turquie et la Syrie jusqu'à l'indépendance de cette dernière au début de la Guerre Froide, s'inscrivent

en fait dans les relations de la Turquie avec la puissance mandataire.

f) Les échanges commerciaux turco-moyen-orientaux jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale

Dans le domaine des relations économiques, les échanges commerciaux turcs avec le Moyen-Orient restent inexistant pendant ces premières décennies de la République. Même la Grèce, avec laquelle la Turquie avait des relations litigieuses, représente pour les exportations turques une destination plus importante que les pays moyen-orientaux pour la même période. Ceci étant, la position de la Turquie ne représente pas une exception dans la région ; les puissances économiques occidentales occupent une place dominante, pour ne pas dire un monopole, dans les échanges commerciaux des pays de la région.

La rupture économique de la Turquie avec les pays voisins résulte de plusieurs causes. Il est difficile de savoir comment a joué le désintérêt politique du régime turc envers cette région. En tout cas, même si le désintérêt politique n'avait pas existé, ni les structures économiques, ni les infrastructures de la Turquie et des autres pays moyen-orientaux ne sont alors aptes à créer de réels échanges commerciaux et encore moins une intégration économique. La Turquie qui ne dispose ni d'un réseau routier ni d'infrastructures maritimes adéquats au niveau national, est loin de disposer de routes appropriées vers les pays orientaux voisins³².

L'incompatibilité entre la structure économique de la Turquie et celle des pays du Moyen-Orient a aussi empêché le développement des échanges commerciaux et l'intégration économique. La Turquie ayant une économie agricole bien peu compétitive, comme la plupart des pays de sa région, est fortement dépendante de

³¹ Sadak, Necmettin, « Turkey Faces the Soviets », *Foreign Affairs*, Avril 1949, Vol. 27, No. 3.

³² Excepté Istanbul et Izmir, l'infrastructure pour le transport maritime demeure obsolète. Par exemple, en 1924, alors que le coût du transport d'une tonne de blé de l'Anatolie centrale à Istanbul s'élève à 8,8 \$, il n'est que de 5 \$ quand il vient de New York (Soulas, Jean, « L'essor économique de la Turquie contemporaine », *Annales de géographie*, Année 1939, Vol. 48, No. 274 ; Ahmad, Feroz, *Modern Türkiye'nin Oluşumu (The Making of Modern Turkey)*, Routledge), Istanbul, Kaynak Yay., 2002, p. 116.)

l'Europe sur le plan économique. L'industrie turque, dans un état embryonnaire, est loin de rivaliser avec les économies occidentales dans le marché régional. La région, avec une économie agricole et des revenus faibles, ne constitue pas un marché intéressant pour les produits agricoles turcs et vice-versa.

Echanges commerciaux de la Turquie avec les pays moyen-orientaux (valeur en %)

Année	Égypte		Syrie		Iran		Palestine		Total	
	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.
1925	2,5	3,1	3,8	6,1	0,6	0,1	-	-	6,9	9,3
1931	2,1	3,6	1	3,6	0,7	0,0	-	-	3,8	7,2
1938	0,7	0,9	0,4	0,8	0	0,0	0,4	0,2	1,5	1,9
1945	1,4	11,6	0,9	1,1	0	-	6,9	4,4	9,2	17,1

Source : *Statistical Indicators 1923-2007*, Turkish Statistical Institute, Ankara, 2008 ; pour les données sur la Palestine : M.W. Thornburg, G. Spry, G. Soule, *Turkey, An Economic Appraisal*, New York, The Twentieth Century Fund, 1949, p. 282-283.

La Syrie et l'Égypte occupent une place relativement importante par rapport aux autres pays de la région dans les échanges commerciaux de la Turquie entre 1923 et 1933, bien qu'à un taux très faible par rapport à celui des partenaires occidentaux de la Turquie. Si les exportations turques vers l'Égypte s'accroissent dans les années 1940, ceci est lié aux conditions exceptionnelles de la guerre. Quant à la part de la Syrie dans les échanges commerciaux, elle baisse à partir de la moitié des années 1930, pour ne jamais revenir à son niveau antérieur jusqu'aux années 2000. La fragmentation de la région par les frontières et l'affaire du Sandjak d'Alexandrette ont vraisemblablement joué sur les échanges entre les deux pays. Il faut aussi rappeler que les échanges de la Turquie avec cette province furent qualifiés par la Turquie de « commerce extérieur » jusqu'en 1939.

2) Les relations après la Deuxième Guerre mondiale

Avec la déclaration d'indépendance de la Syrie le 17 avril 1946, démarre une nouvelle période entre celle-ci et la Turquie, fortement caractérisée par des rapports antagoniques. Ankara, parallèlement à sa politique de *statu quo*, reconnaît immédiatement l'indépendance de

la Syrie ainsi que celle du Liban. Néanmoins, les deux pays disposent de positions politiques profondément opposées dès cette époque. En premier lieu, vient l'aversion mutuelle alimentée par une mémoire plus ou moins reconstruite ; le dégoût pour « le traître » en Turquie trouve son écho en Syrie pour « l'héritière des tyrans ». Ensuite, des divergences idéologiques déterminent les rapports bilatéraux. Enfin, les intérêts sécuritaires et économiques accentuent davantage le décalage politique entre Ankara et Damas.

La Turquie s'aligne après la Deuxième Guerre mondiale sur le camp occidental dans la logique des principes idéologiques de sa fondation. Cet alignement est accepté par presque toutes les composantes politiques et sociétales du pays dont, par ailleurs, les visions sur le Moyen-Orient sont assez consensuelles. Ainsi, s'il existe certaines différences au niveau national entre les deux grands partis politiques, le DP et le CHP, la politique étrangère représente largement un domaine de concorde, y compris en ce qui concerne Israël et le monde arabo-musulman. Le Moyen-Orient constitue ainsi pour tous les deux, un élément de l'équation de l'alliance avec l'Occident.

L'alliance avec les États-Unis pendant la Guerre Froide se manifeste par l'influence américaine sur la perception des menaces en Turquie, ce qui se traduit dans les années 1950 par un « maccarthisme à la turque » très prégnant dans la politique nationale et étrangère du gouvernement. Ceci est facilité par l'aversion séculaire contre la Russie omniprésente dans la culture politique en Turquie, qui assimile dans le même esprit une violente répulsion envers les mouvements de gauche. De même, les États ayant une inclination politique pour l'Union Soviétique paraissent maléfiques à Ankara.

Dans cette atmosphère, les troubles au Moyen-Orient sont souvent qualifiés soit d'essais d'intrusion de l'Union Soviétique soit de provocations des milieux pro-soviétiques ou communistes. Cependant, cette vision dominante du monde arabe en Turquie ne prend souvent pas en compte les spécificités de ces pays, marqués par exemple par la décolonisation, les inégalités économiques, les moyens que les rentes pétrolières offrent aux pouvoirs étatiques et l'impuissance de ces pays face à Israël.

Quant à la Syrie, elle fut l'un des sept pays fondateurs de la Ligue arabe en 1945. Elle participe à la guerre de 1948 qui oppose une coalition d'États arabes (Syrie, Égypte, Jordanie, Irak, et, partiellement, Liban) au nouvel État d'Israël. La défaite arabe marque la première grande crise du jeune État. D'ailleurs, la période de l'après-guerre fut celle d'une grande instabilité politique. Ceci étant, malgré cette versatilité politique, la Syrie connaît un multipartisme dans les années quarante et cinquante, ce qui représente, avec le Liban, une exception dans l'espace politique arabe.

Quatre partis principaux dominent alors l'espace politique du pays : le Parti Communiste de Syrie et du Liban, le Parti Social Nationaliste Syrien, le Parti Ba'th de la Renaissance arabe syrien et l'organisation politique du Mouvement des Frères Musulmans. Leurs programmes sont inspirés par un étatsisme corporatiste ou socialiste, un nationalisme ethnique, ou encore par l'islamisme³³. Dans cette atmosphère, aucun de ces mouvements n'éprouve la moindre sympathie pour la Turquie, et vice-versa. Après la prise de pouvoir du Parti Ba'th en 1963, ce dernier a assimilé une grande partie de ces tendances, à l'exception de celle des Frères musulmans, tout en assimilant les regards critiques de ces mouvements contre la Turquie. Les nécessités géopolitiques et les rapports de force, ainsi que l'ascension des partis de gauche ont amorcé la longue alliance avec l'URSS. Cet alignement n'a fait d'ailleurs qu'accentuer les différends avec la Turquie.

a) Les principaux éléments des conflits entre la Turquie et la Syrie

Dans ce contexte, trois éléments fondamentaux de conflit régissent pendant longtemps les rapports entre la Turquie et la Syrie : le litige territorial autour d'Antioche et la non reconnaissance syrienne de son annexion à la Turquie ; les répercussions de la confrontation bipolaire globale sur les rapports de force régionaux, et enfin les postures des deux pays à l'égard de la question israélo-palestinienne. À cela s'ajoutera à partir des années 1970, la question du partage des eaux des fleuves transfrontaliers.

³³ Picard, Elisabeth, « Fin de Partis en Syrie », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, 1996, Vol. 81, No. 81-82, p. 207-229.

i) Le litige territorial

La façon dont l'affaire du Sandjak d'Alexandrette a été résolue constitue l'un des plus importants différends entre la Turquie et la Syrie. En dehors du litige proprement territorial, la question touche au noyau dur de l'identité politique de chacun des deux pays. Pour la Turquie, dont la formation territoriale et la construction de l'État-nation sont synchroniques, la remise en question de ses frontières s'oppose à son intégrité, à son unité et aux fondements mêmes de sa création. Cette remise en cause alimente également les angoisses constitutives du « syndrome de Sèvres », toujours omniprésentes dans la conscience collective en Turquie. Du côté syrien, il s'agit de réparer les préjudices commis par les puissances extérieures qui ont brisé l'union territoriale et nationale. L'indignation quant à ces préjudices marque dès le début divers mouvements et les partis qui les incorporent, et elle devient l'un des leitmotivs politiques les plus importants.

Alors que la Turquie base sa politique régionale sur le principe d'inviolabilité des frontières et du *statu quo* régional, la Syrie, au lendemain de son indépendance, opte pour une politique révisionniste sur le plan territorial. Soulignons le rôle important des militants nationalistes originaires du Sandjak d'Alexandrette, principalement des Alaouites, dans la vie politique syrienne, d'autant plus que ceux-ci fournissent les premiers bataillons baathistes. Parmi eux, apparaissent des figures ayant marqué l'histoire de la Syrie comme Zakî al-Arsûzî. Celui-ci, après avoir mené pendant quelques temps la résistance contre les Turcs à Alexandrette, crée à Damas un mouvement appelé « al-Ba'th al-Arabi » (la résurrection Arabe)³⁴. Il devient l'un des idéologues du nationalisme arabo-syrien. De même, Wahib al-Ghanem qui a également fui Alexandrette en même temps qu'al-Arsûzî, jouera un rôle important dans l'initiation aux idées baathistes de personnages comme Hafez al-Assad et Salah Jadid³⁵.

³⁴ Même si le mouvement d'al-Arsûzî n'a pas de succès, il a une influence sur le mouvement politique analogue fondé par Michel Aflaq et Salaheddin Bitar. De nombreux disciples d'al-Arsûzî se rallient d'ailleurs à celui-ci.

³⁵ Chef du gouvernement syrien de 1966 jusqu'en 1970.

À travers la perte d'une partie de la patrie et de l'histoire des personnages emblématiques ayant quitté leur région natale à la suite du rattachement de la région du Sandjak à la Turquie, apparaît le ressentiment face à l'impuissance des Arabes, et aux « combines » des Turcs et des Occidentaux. Pour Damas, l'affaire du Sandjak est une preuve de l'expansionnisme turc en continuité avec « l'impérialisme ottoman » et en collaboration avec les impérialistes occidentaux, ce qui constitue une menace directe pour la Syrie³⁶. Ainsi, le rêve de reconquête de cette partie de la patrie séduit les milieux nationalistes arabes³⁷.

En 1947, le programme préparé au premier congrès du Parti Ba'th prévoit d'intégrer à la « Patrie arabe » Antioche et d'autres parties du territoire sud-est de la Turquie en direction des chaînes du Taurus et de l'Anti-Taurus³⁸. Même si la question palestinienne a plus d'importance qu'Antioche, al-Arsûzî lance dans ses écrits un appel à la formation d'une armée arabe pour récupérer cette ville³⁹. Le pouvoir syrien change de main à la suite d'élections et de coups d'État pendant les décennies 1950 et 1960 ; mais ceci ne modifie pas pour autant la position du pouvoir en place à l'égard des « provinces amputées de la Syrie », dont la Palestine, une partie de la Jordanie et le Sandjak d'Alexandrette – comprenant, selon certains, la zone s'étendant jusqu'au massif du Taurus. La question ne perd donc pas de son actualité et reste à régler.

Le problème du Sandjak devient une véritable hantise dans la presse nationale, surtout suite à la création de l'éphémère « République

Arabe Unie » (associant la Syrie à l'Égypte de 1958 à 1961)⁴⁰. L'arrivée au pouvoir du Parti Ba'th en 1963 et le poids de ses élites originaires du Sandjak d'Alexandrette ne font que renforcer la persistance du contentieux. La vision officielle se voit inscrite dans les manuels d'histoire édités par le ministère de l'Éducation nationale de la République arabe syrienne. Les cartes géographiques élaborées par les autorités syriennes incluent Hatay comme partie intégrante de la République syrienne, y compris dans les années 2000 où les relations bilatérales connaissent une amélioration inédite⁴¹. Des générations de Syriens ont été ainsi éduqués dans ce sentiment d'injustice géopolitique et dans l'attente de sa réparation.

Si la Syrie seule ne peut pas représenter une source de menace militaire sérieuse pendant ces années pour la Turquie, le problème pour Ankara est plus doctrinal. De plus, la capacité syrienne d'influencer le reste du monde arabe irrite Ankara. L'emprise culturelle de Damas dans le monde arabe dans les années 1950, ainsi que celle de Beyrouth et celle du Caire, permettent aux intellectuels nationalistes syriens de diffuser vers tout le monde arabe leur vision de la Turquie, marquée par les litiges entre les deux pays. Pour autant, cette mauvaise image dans la région a peu gêné la diplomatie turque. En effet, celle-ci n'a guère porté d'intérêt au monde arabo-musulman.

Le litige territorial détermine la perception stratégique réciproque des deux pays. Dans ce contexte, Ankara craint alors que la résolution du problème de la Palestine en faveur des nationalistes arabes ne les encourage dans leur politique révisionniste qui remettrait en question le statut d'Antioche par les Syriens. Elle perçoit donc la récupération de la Palestine par les forces arabes comme faisant partie de la première étape d'une politique révisionniste et craint que l'aide aux nationalistes arabes pour

³⁶ Benli Altunışık, Meliha & Tür, Özlem, *op. cit.*, p. 231.

³⁷ Le Gac, Daniel, *op. cit.*, p. 72-73.

³⁸ Armaoğlu, Fahir, *Filistin Meselesi ve Arap-İsrail Savaşları 1948-1988*, Ankara, İş Bankası Kültür Yay., 1990, p. 208, cité dans Yılmaz, Türel, *Türkiye'nin Ortadoğu'daki Sınır Komşuları ile İlişkileri 1970-1997*, Thèse soutenue à l'Université de Gazi, Ankara, 1997.

³⁹ Watenpugh, Keith D., « 'Creating Phantoms': Zaki al-Arsûzî, the Alexandretta Crisis, and the Formation of Modern Arab Nationalism in Syria », *International Journal of Middle East Studies*, Août 1996, Vol. 28, No. 3, p. 363-389 ; Muslih, Muhammad, « Syria and Turkey », dans (ed.) Barkey, Henri J., *Reluctant Neighbor*, Washington D.C., United States Institute of Peace Press, 2005.

⁴⁰ Richard, Yılmaz, « Le sandjak d'Alexandrette, baromètre des relations entre la Turquie et la Syrie », *Outre-Terre*, 2006, Vol. 1, No. 14, p. 112.

⁴¹ *Milliyet*, « Suriye'nin harita inadı bitmedi », 19 janvier 2005 ; *Hürriyet*, « Suriye'den harita krizi », 21 juin 2007 ; *Kanal Türk*, « Suriye'den harita skandalı », 22 mars 2010 ; *Haber8*, « Suriye yıllardır Hatay'ı kendisinin sanıyor », 29 février 2012 ; *Sabah*, « Suriye'ye göre Hatay kendi sınırları içinde », 21 juin 2012.

regagner la Palestine favorise les revendications syriennes sur Antioche⁴².

ii) Les répercussions de la Guerre Froide sur les rapports bilatéraux

Les rapports bilatéraux entre la Turquie et la Syrie pendant la Guerre Froide ne peuvent être compris sans prendre en compte la posture des deux pays face à la configuration bipolaire. Dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les deux pays commencent à subir les rapports de force et les rivalités des deux camps. Ceci étant, ils commencent à profiter d'une façon ou d'une autre de la politique des grandes puissances qui aspirent à protéger leurs intérêts dans la région, ce qui les conduit à développer une politique de rentes sécuritaires.

La politique turque dans ce sens apparaît avant la fin de la guerre face à la réactivation de la menace séculaire venue du nord. Ankara s'efforce d'entrer dans une coopération sécuritaire afin de contrecarrer les pressions russes. Après la guerre, les gouvernements turcs demandent à faire partie de l'alliance avec l'Occident. Si le voisinage turco-soviétique apparaît alors comme la raison fondamentale de l'alliance entre la Turquie et les États-Unis, ce n'est pas la seule motivation du côté américain. Par sa position géographique, la Turquie dispose en effet d'atouts certains pour le contrôle des richesses en hydrocarbures du Moyen-Orient.

Ankara, qui s'efforçait de garder une distance avec la région, se trouve obligé de réadapter radicalement sa politique régionale après son adhésion au camp occidental. Le ministre des Affaires étrangères turc, F. Köprülü, annonçant le consentement de son gouvernement sur le rôle de la Turquie au Moyen-Orient, dit au Parlement le 20 juillet 1951 que la Turquie, une fois entrée dans l'OTAN, sera prête à prendre avec ses alliés les précautions nécessaires pour la défense du Moyen-Orient qui constitue une région stratégique clé pour la défense de l'Europe⁴³. En contrepartie de son

adhésion à l'OTAN, Ankara adopte donc une politique moyen-orientale quasi-exclusivement influencée et conditionnée pendant une grande partie de la Guerre Froide, non par ses propres enjeux régionaux, mais par ses relations avec les États-Unis.

Ainsi, le Moyen-Orient, sans pouvoir offrir un enjeu économique direct pour la Turquie en terme d'échanges commerciaux par exemple, apparaît comme un élément géopolitique qui engendre pour Ankara dans un contexte particulier et au travers de l'alliance turco-occidentale, un revenu ou « rente stratégique », tant au sens propre financier qu'au sens métaphorique d'un bénéfice indirect sous forme de sécurité et de soutien politique. Dans cette configuration, les crises moyen-orientales favorisent la position de la Turquie au sein de l'OTAN et particulièrement auprès de l'administration américaine. En conséquence, les rapports litigieux de la Turquie avec la Syrie dérivant de la politique irrédentiste de cette dernière et de ses liens avec l'Union Soviétique, se présentent pour Ankara comme un effet secondaire acceptable, voire désiré selon la conjoncture, de ce mécanisme de rente stratégique.

En effet, malgré un activisme inédit des dirigeants turcs au Moyen-Orient, la politique d'Ankara est concentrée sur ses rapports avec l'alliance occidentale. Pour la Turquie, le contexte du voisinage est un outil lui permettant d'asseoir sa place stratégique parmi ses alliés et d'augmenter ainsi ses chances d'obtenir leur soutien politique, économique et militaire. Elle se positionne dans un contexte conflictuel de telle sorte qu'elle puisse garantir sa sécurité et en extraire une rente stratégique, sans que ce positionnement lui vaille des risques supérieurs au bénéfice retiré. Ce qui peut paraître paradoxal est le fait que, malgré son rapport avec la conflictualité, la politique étrangère turque repose sur le non engagement dans les conflits. Au contraire, elle se démarque de la logique de violence et repose sur une politique qui cherche à tirer des avantages d'un état de conflit international stable, structurel voire structurant. D'ailleurs, l'adhésion de la Turquie à l'OTAN ne la protège pas seulement des accrochages régionaux par un effet d'immunité sécuritaire, mais lui interdit également de s'immiscer dans un conflit armé avec un autre État de la région, ce qui risquerait d'amener une surenchère offensive entre les deux blocs.

⁴² Mango, Andrew, « Turkey in the Middle East », *Journal of Contemporary History*, Juillet 1968, Vol. 3, No. 3, p. 225-236.

⁴³ Gönlübol, Mehmet & Ülman, Halûk, « Blokların kuruluşu ve Türkiye », dans Gönlübol, Mehmet (éd.), *Olaylarla Türk Dış Politikası*, Ankara, Alkım Yayınları, 1989.

Quant à la Syrie, ayant été témoin du processus de décolonisation et faisant partie des pays arabes dits progressistes, elle se situe très souvent contre le front qu'Ankara défend. À l'instar de la Turquie, les positionnements de la Syrie dans un monde bipolaire se font pour des intérêts politico-économiques pragmatiques et/ou par des obligations de rapports de force. La Syrie est prise entre deux alliés de l'Occident, la Turquie au nord et Israël au sud, lesquels sont accusés par Damas d'envahir ses territoires, et par son frère ennemi, l'Irak à l'est. Elle dispose donc de peu de latitude en dehors d'un rapprochement avec l'Union Soviétique et d'une adoption des tactiques du faible : instrumentaliser les problèmes de ses adversaires. Damas profite également et copieusement des aides soviétiques et plus tard des pays arabes riches en hydrocarbures au travers des logiques de conflits régionaux.

Malgré les critiques d'Ankara concernant le rapprochement syrien vers l'Union Soviétique, la Syrie représente avec le Liban, l'un des systèmes politiques les plus libéraux dans le monde arabo-moyen-oriental dans les années 1950, avec une presse et des partis politiques libres⁴⁴. Le parti communiste a certes un certain poids dans ce système, mais est loin de le contrôler.

Sur le plan de la politique étrangère, la position syrienne se forme plutôt en réaction aux événements. Face aux sujets comme la création d'Israël ou l'établissement d'un pacte pro-occidental au Moyen-Orient, elle ne diverge pas vraiment de celle de la plupart des pays arabes, y compris ceux qui n'ont aucune inclination vers l'Union Soviétique comme l'Arabie Saoudite ou l'Égypte du roi Farouk. Ces projets, pour les pays arabes, constituent de la part des pays colonialistes une nouvelle tentative pour continuer d'occuper ces territoires. En novembre 1951, le secrétaire général de la Ligue Arabe annonce que tous les États arabes s'opposeraient à cette proposition des puissances occidentales⁴⁵. Le Pacte de Bagdad est fortement contesté par le monde arabe, notamment l'Égypte, la Syrie et l'Arabie Saoudite. L'Égypte, s'opposant à un tel projet

de pacte dès le début, soit bien avant le coup d'État de 1952, accuse la Turquie d'être un instrument du colonialisme et de l'impérialisme occidental⁴⁶. Quant aux échanges syro-soviétiques en armement, ils se développent surtout après l'affaire du lac de Tibériade en 1955 lorsque les forces israéliennes entrent en territoire syrien, et face au refus de la France concernant la vente d'armes⁴⁷. Parallèlement, les divergences entre la Syrie et le camp occidental s'accroissent après la crise de Suez⁴⁸.

iii) La question israélo-palestinienne et les relations turco-syriennes

Le baromètre des relations turco-israéliennes détermine largement le baromètre des rapports turco-syriens et apparaît comme un révélateur de la politique moyen-orientale de la Turquie depuis la création de ce pays. Le processus de reconnaissance d'Israël préfigure l'aspect ambivalent de la politique turque vis-à-vis de la région. Cette ambivalence sera d'ailleurs très manifeste à partir du milieu des années 1960 quand Ankara commencera à chercher des échanges avec les pays arabes pour ses propres objectifs tout en essayant de préserver ses relations avec Israël. La fluctuation des liens entre Israël et la Turquie peut conduire à croire que leur relation dépend de l'évolution du contexte israélo-palestinien. Cependant, les parfois spectaculaires fluctuations épidermiques ne doivent pas éclipser le fond d'une entente stratégique turco-israélienne dès la fondation de l'État israélien.

De ce fait, il serait erroné de considérer le rapprochement turco-israélien des années 1990 comme une alliance nouvelle notamment contre la Syrie. Dans la même idée, les changements de la position turque face à ce pays du

⁴⁴ Castleberry, H. Paul, « The Arabs' View of Postwar American Foreign Policy », *The Western Political Quarterly*, Mars 1959, Vol. 12, No. 1, Part 1, p. 9-36.

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ Peretz, Don, « Nonalignment in the Arab World », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, November 1965, Vol. 362, Nonalignment in Foreign Affairs, p. 36-43.

⁴⁷ Ramazani, R. K., « Soviet Military Assistance to the Uncommitted Countries », *Midwest Journal of Political Science*, November 1959, Vol. 3, No. 4, p. 356-373.

⁴⁸ Book review par O.M. Smolansky, *Syrian Politics and the Military, 1945-1958* (Gordon H. Torrey, Columbus, Ohio State University Press, 1964), *Political Science Quarterly*, March 1966, Vol. 81, No. 1, p. 162-164.

début des années 2000 ne peuvent être saisis correctement sans comprendre les enjeux fondamentaux régissant les liens entre les deux pays, et surtout pas simplement par l'arrivée d'un gouvernement souvent qualifié d'islamique.

En 1947, la Turquie, à l'instar de la Grèce, Cuba, l'Inde, le Pakistan, l'Afghanistan et l'Iran ainsi que les pays arabes, s'oppose au plan de partage de la Palestine⁴⁹. Pendant la guerre de l'année suivante, l'État turc apporte une aide humanitaire aux réfugiés palestiniens en Syrie⁵⁰. Ankara défend, avec les pays arabes, la création d'un État palestinien. Cette position pro-palestinienne lui vaut même une sympathie des peuples arabes. Or, c'est encore cette question qui a jeté peu après un froid entre l'État turc et les États arabes. En effet, la Turquie devient le premier pays du Moyen-Orient de population majoritairement musulmane à reconnaître Israël. Les zigzags, calculs et raisonnements de la Turquie à ce moment fondateur préfigurent ses positions ambiguës à l'égard des affaires régionales jusqu'à la fin du siècle.

Le vote de la Turquie à l'ONU contre le partage de la Palestine, est souvent d'abord expliqué par sa peur d'une possible intrusion de la Russie au Moyen-Orient par l'intermédiaire de ce nouvel État d'Israël⁵¹. Il est vrai que la diplomatie d'Ankara, ainsi que les médias turcs de l'époque, soupçonnent au début les leaders sionistes d'être proches de l'Union Soviétique⁵².

⁴⁹ La résolution 181 de l'ONU du 29 novembre 1947. Argentine, Chili, Chine, Colombie, El Salvador, Éthiopie, Honduras, Mexique, Angleterre, Yougoslavie se sont abstenus.

⁵⁰ Muslih, Muhammad, « Syria and Turkey », dans (ed.) Barkey, Henri J., *Reluctant Neighbor*, Washington D.C., United States Institute of Peace Press, 2005.

⁵¹ Kut, Şule, « Filistin Sorunu ve Türkiye », dans Ulman, Haluk (ed.), *Ortadoğu Sorunları ve Türkiye*, İstanbul, Türkiye Sosyal Ekonomik Araştırmalar Vakfı, 1991 ; Benli Altunışık, Meliha, « Soğuk savaş sonrası dönemde Türkiye - İsrail ilişkileri », dans Benli Altunışık, Meliha (éd.) *Türkiye ve Ortadoğu, Tarih, Kimlik, Güvenlik*, İstanbul, Boyut Kitapları, 1999.

⁵² Il y a même eu des critiques dans la presse contre Washington qui ne prenait pas au sérieux « la menace russe » dans cette affaire. Pour exemple : Selim Sabit, « Filistin taksimi ve Rus-Amerikan muamması... » (*Le partage de la Palestine et l'enigme*

Du moins, c'est l'un des arguments principaux d'Ankara, même si certaines des conduites politiques de la Turquie exigent de nuancer ce raisonnement. Toutefois, ce qui est significatif est le fait que le fondement de l'objection turque ne se fait pas sur la question palestinienne ou sur la « cause arabe ».

Par ailleurs, contrairement à l'idée selon laquelle la question israélo-palestinienne constitue un sujet fondamental pour Ankara à l'époque suivant la Seconde Guerre mondiale⁵³, celle-ci reste presque insignifiante pendant longtemps, surtout par rapport aux propres enjeux sécuritaires, politiques et économiques de la Turquie.

La politique étrangère d'Ankara repose depuis la fondation de la République sur le principe d'inaltérabilité des frontières. Chaque modification d'une frontière peut en provoquer une autre. Donc la création d'Israël est incompatible avec les principes de sa politique étrangère. La politique consistant à garder le *statu quo* et l'application du principe de l'inviolabilité des frontières, que la Turquie respecte depuis sa fondation, ont dû jouer sur les réserves d'Ankara vis-à-vis de la création d'Israël qui modifie les frontières régionales.

Néanmoins, malgré son opposition devant l'ONU, à la différence des pays arabes la Turquie n'est pas catégoriquement opposée à la création d'Israël, en tous cas pas très ardemment et surtout pas suffisamment pour s'opposer aux États-Unis. En novembre 1947, le ministre des Affaires étrangères, Necmettin Sadak, déclare que la Turquie ne pourrait se dissocier des décisions de l'ONU malgré son vote défavorable à la création d'Israël, ce qui prédit que l'attitude turque face à Israël ne sera pas rude. Ensuite, Ankara conclut malgré les protestations des pays arabes, un accord d'échanges postaux (30 juin 1948) juste après la création d'Israël, donc bien avant la

américano-russe), *Tasvir*, 10 février 1948. Autres articles dans les quotidiens de l'époque : Ferik, M. Faik, « Filistin'de çarpışan menfaatler » (*Les intérêts qui s'affrontent en Palestine*), *Vatan*, 1^{er} mai 1948 ; Doğrul, Ömer Rıza, « Gittikçe Büyüyen Tehlike » (*La menace qui grandit au fur et à mesure*), *Cumhuriyet*, 24 avril 1948.

⁵³ Bölükbaşı, Süha, « Behind the Turkish-Israeli Alliance: A Turkish View », *Journal of Palestine Studies*, Automne 1999, Vol. 29, No. 1, p. 21-35.

reconnaissance officielle par la Turquie. La même année, en participant avec les États-Unis et la France à la Commission de conciliation des Nations Unies, choix encore plus fortement contesté par les pays arabes, elle reconnaît *de facto* l'existence de l'État israélien⁵⁴. Peu après le vote de l'ONU, Ankara permet la migration de la population juive de Turquie vers la Palestine toujours malgré les protestations des pays arabes⁵⁵.

Un événement notable confirmant la profondeur des relations turco-israéliennes se produit en août 1958, donc peu après la crise de Suez, avec la réunion secrète des dirigeants des deux pays à l'aéroport d'Ankara, dont le Premier ministre turc Adnan Menderes et le ministre des Affaires étrangères Fatin R. Zorlu d'un côté, et le Premier ministre israélien, Ben Gourion, la ministre des Affaires étrangères, Golda Meir, et le Chef de l'état-major israélien, Zvi Zur, de l'autre. Cette rencontre marquera le début de la collaboration active entre les deux pays notamment en matière de renseignement⁵⁶. L'établissement de cette alliance non avouée dévoile également que les reproches ou les réactions d'Ankara à l'égard de Tel-Aviv, comme la baisse du niveau de la représentation diplomatique de la Turquie en Israël après la campagne de Suez, ne sont que des manœuvres diplomatiques⁵⁷. En outre, sous une dénomination discrète, Ankara envoie dès le début à Tel-Aviv des diplomates expérimentés et du rang d'ambassadeur. De fait, jusqu'au début des années 2000, les réactions de la Turquie

face aux problèmes arabo-israéliens, consistent surtout en des réponses diplomatiques sans vraiment changer la consistance et l'essence des relations stratégiques turco-israéliennes⁵⁸.

Quant à la position d'Israël envers la Turquie, elle est dès le début des années 1950, une dimension importante de la stratégie israélienne. Pour David Ben Gourion, les pays comme la Turquie, l'Iran et l'Éthiopie, entourant les voisins d'Israël, peuvent contribuer à diminuer la pression sur Israël. De bonnes relations avec des pays musulmans peuvent aussi amoindrir la dimension religieuse du problème arabo-israélien. L'un des signes manifestes de l'intérêt qu'Israël porte à la Turquie est le fait que cette dernière fait partie des quatre premiers pays auprès desquels Israël envoie un attaché militaire⁵⁹.

Les États-Unis ont certainement joué un rôle dans l'établissement des relations entre la Turquie et Israël. Mais les rapports entre ces deux pays, en dehors d'être dérivés de l'alliance turco-américaine, présentent un intérêt géopolitique pour Ankara notamment pour deux raisons. En premier lieu, la Turquie profite du litige entre Israël et la Syrie qui neutralise cette dernière et en conséquence l'empêche de se retourner vers la Turquie concernant la question de Hatay. Ensuite, l'état continu de guerre arabo-israélienne renforce la valeur géopolitique de la Turquie auprès de Washington. De ce fait, Israël constitue un pilier important de la stratégie régionale de la Turquie.

b) La Turquie et la Syrie face aux conflits régionaux : le cas de la crise de Suez

La crise de Suez modifie profondément les rapports de forces au Moyen-Orient. Si cette affaire n'implique pas particulièrement la Turquie et la Syrie, elle permet d'analyser le

⁵⁴ À la 186^e séance du 11 décembre 1948 de l'Assemblée Générale ; résolution 194 (III).

⁵⁵ Aktar, Ayhan & Özel, Soli, « Turkish Attitudes vis-à-vis the Zionist Project », dans *CEMOTI*, No. 28, 1999. Les auteurs rapportent aussi que la Turquie a participé à la foire de Tel-Aviv en 1936 et que « l'Agence juive » était le premier participant à la foire internationale d'Izmir en 1938. Par ailleurs, nous pensons que la décision d'Ankara sur l'immigration juive de Turquie vers Israël était aussi liée à la politique d'homogénéisation identitaire de la société turque. Voir Rifat Bali, *Bir Türkleştirme Serüveni (1923-1945) (Cumhuriyet Yıllarında Türkiye Yahudileri)*, İstanbul, İletişim, 2010.

⁵⁶ Tavlas, Nezih, « Türk - İsrail Güvenlik ve İstihbarat İlişkileri », *Avrasya Dosyası*, 1999, Vol. 5, No. 1 ; Özkök, Ertuğrul, « 40 Yıldır gizli kalan buluşma », *Hürriyet*, 14 février 1998.

⁵⁷ Bölükbaşı, Süha, *op. cit.*, p. 21-35.

⁵⁸ L'article de Jacob Tsur, ambassadeur d'Israël à Paris, donne un autre exemple montrant que les soi-disant réactions de la Turquie contre Israël en raison de la crise de Suez n'ont pas changé la perception des dirigeants israéliens sur la bonne entente de deux pays. Tsur, Jacob, « Les fondements de la politique étrangère d'Israël », *Politique étrangère*, 1957, No. 1, p. 27-38.

⁵⁹ Les autres étaient les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France. Efraim, Inbar, *Türk - İsrail Stratejik Ortaklığı*, Ankara, Avrasya Stratejik Araştırmalar Merkezi, 2001, p. 7.

positionnement politique de ces deux pays selon leurs camps respectifs. On peut également y observer le décalage entre le discours et la conduite de la Turquie en ce qui concerne Israël et le monde arabe.

L'introduction de la Turquie dans cette affaire se fait après la décision de la Grande Bretagne, la France et les États-Unis d'organiser en août 1956, une réunion à Londres pour trouver une solution à la question, réunion à laquelle ont été invités les pays signataires du Traité d'Istanbul de 1888. Plusieurs pays protestent contre cette réunion en prétendant que la conférence serait une atteinte à la souveraineté égyptienne. Alors que la Grèce, l'un des pays invités, pourtant membre elle aussi de l'OTAN et bénéficiaire d'aides occidentales, refuse d'y assister. La Turquie, en participant à cette réunion, s'attire une nouvelle fois la rançune du monde arabe.

L'intervention militaire de la Grande Bretagne, la France et Israël en octobre anéantit la crédibilité déjà presque inexistante aux yeux de l'opinion publique moyen-orientale du discours pro-occidental du Premier ministre turc, Adnan Menderes ; un discours qui insiste sur la stabilité apportée par la coopération avec l'Occident. Si le gouvernement turc critique l'opération franco-britannique, il ne la condamne pas vraiment pour autant, alors même qu'Ankara adopte une posture plus dure à l'égard d'Israël pour des raisons diplomatiques et tactiques. Ankara annonce également que le niveau de représentation diplomatique ne sera pas relevé avant la résolution de la question palestinienne. Le diplomate turc, Fenni İstinyeli, précise explicitement à l'État israélien avant de partir que cette attitude de la Turquie a pour but de préserver le Pacte de Bagdad et ne devrait pas être interprétée comme une hostilité à l'égard d'Israël⁶⁰.

Plus significatif est le reproche fait par le Président de la République turc, Celal Bayar, à Nasser d'être un aventurier⁶¹, semblable à celui

de F. Zorlu, lorsqu'il critique le dirigeant égyptien lors de ses explications au Parlement⁶². La position de divers milieux politiques à l'égard de la crise et de son traitement par le gouvernement est aussi notable. Les différents courants politiques s'alignent quand il s'agit de la politique internationale et notamment de l'alliance avec l'Occident ou du Moyen-Orient. Par exemple, le quotidien *Ulus*, porte-parole officieux du CHP, affirme que le problème égyptien n'est pas un simple litige mais qu'il s'agit d'une menace bolchevique. Il ajoute alors : « *devant cet événement, toute notre sympathie est avec le monde occidental* »⁶³.

Pendant la crise, la Syrie et la Turquie se trouvent dans des camps opposés. Alors que la Turquie profite du conflit pour renforcer son importance auprès de ses alliés et en conséquence accroître ses gains politiques et économiques, la Syrie s'allie avec l'Égypte. Comme preuve de solidarité, elle coupe le pipeline de l'*Irak Petroleum Company* qui traverse ses territoires⁶⁴ et stoppe alors l'essentiel de l'approvisionnement de l'Europe en pétrole pendant la fermeture du canal de Suez. Cette intervention met en évidence l'importance de la multiplication des débouchés des flux d'hydrocarbures et des produits entre les marchés internationaux et moyen-orientaux.

İsrail Savaşlarının Türk Kamuoyuna Yansımaları 1948-1967, Thèse d'Histoire soutenue à l'Université d'Izmir, 9 septembre 2006.

⁶⁰ Gönlübol, Mehmet & Ülman, Halûk, « Süveyş Bunalımı ve Türkiye », dans (éd.) Gönlübol, Mehmet, *Olaylarla Türk Dış Politikası*, Ankara, Alkım Yay., 1989 ; Bölükbaşı, Süha, *op.cit.*, p. 21-35.

⁶¹ Öztürk, Kazım, *Cumhurbaşkanlarının Türkiye Büyük Millet Meclisini Açış Nutukları*, İstanbul, Ak Yay., 1969, cité dans Pehlivan, Yavuz, *Arap*

⁶² Le ministre des Affaires étrangères F. R. Zorlu : « La sécurité des pays moyen-orientaux repose sur leur adhésion à des alliances comme l'OTAN ou le Pacte de Bagdad. S'ils l'avaient déjà fait, aujourd'hui, nous ne vivrions pas les événements actuels. Maintenant, les forces étrangères doivent quitter l'Égypte et la question doit être résolue par l'intermédiaire de l'ONU. Le président de l'Égypte, Nasser, a réagi unilatéralement dans l'affaire de la nationalisation du [canal] de Suez. Il aurait mieux fait, s'il avait invité les pays concernés à une conférence. », *Milliyet*, 13 novembre 1956.

⁶³ Yalçın, Hüseyin Cahit, « Batı medeniyeti tehlikeydedir » [*La civilisation occidentale est en péril*], *Ulus*, 19 septembre 1958, « Durum Vahimdir » [*La situation est grave*], *Ulus*, 04 août 1956 ; Coşar, Ömer Sami, « Türkiye ve Süveyş... » [*La Turquie et Suez*], *Cumhuriyet*, 19 août 1956.

⁶⁴ Kirk, George, *Contemporary Arab Politics - A Concise History*, N.Y., Frederick A. Praeger, 1961, p. 93.

c) La crise turco-syrienne: une guerre manquée ou un jeu de tensions?

En 1957, une série de crises ébranle de nouveau le Moyen-Orient. La polarisation régionale façonnée par la Guerre Froide s'aggrave en rendant davantage vulnérables certains régimes déjà fragiles. C'est dans cette conjoncture que la Turquie et la Syrie entrent dans une querelle à l'été 1957 qui s'est apaisée seulement au bout de quelques semaines. Ainsi, la Turquie qui n'avait pas été impliquée directement dans les crises précédentes, devient pour la première fois pendant cette période l'un des protagonistes principaux d'une crispation moyen-orientale. Pour certains, les deux pays ont alors frôlé une confrontation militaire. En tout cas, l'incident, loin d'être produit par un conflit d'intérêts direct entre les deux pays, intervient dans le cadre de la rivalité des blocs occidental et soviétique, ce qui impose une analyse globale des rapports de forces changeants de la région.

Au printemps 1957, la Jordanie entre dans un état de trouble à la suite de la dissidence des fractions de l'armée soutenues par Damas et Le Caire. Le pays sous pouvoir hachémite, pris en étau entre la Syrie, l'Égypte, les forces palestiniennes et Israël, devient un terrain d'exacerbation de toutes les aspirations des puissances régionales. Le Roi Hussein Ben Talal, perturbé par la révélation d'un plan d'assassinat sur sa personne, suspend la Constitution et déclare la loi martiale en raison de « la subversion procommuniste » téléguidée, selon lui, depuis la Syrie. Ceci étant, les forces syriennes qui s'étaient déjà introduites en Jordanie conformément aux accords précédents, prennent peu à peu le contrôle des moyens de communication au nord du pays. Même si les troupes syriennes se retirent en mai du territoire jordanien après des pourparlers, l'instabilité croissante dans la région accélère l'implication des États-Unis dont la sixième flotte fait une démonstration navale en Méditerranée orientale.

La situation préoccupe fortement les Américains dont les rapports avec la Syrie étaient déjà crispés. Damas avait commencé à recevoir des aides militaires de l'Union Soviétique et les deux pays avaient conclu des accords de coopération technique et économique. Ceux-ci sont suivis par d'autres comme celui conclu avec la Tchécoslovaquie sur la

vente d'armes et l'installation d'une raffinerie à Homs⁶⁵. Au début de l'été 1957, une nouvelle coalition du Parti National Libéral de Gauche et du Parti Ba'ath, prend le pouvoir en Syrie avec le soutien du Parti communiste. Le Colonel al-Bizri, de tendance communiste, devient également le nouveau commandant en chef de l'état-major. De surcroît, Damas adopte une politique résolument opposée au Pacte de Bagdad et à la doctrine Eisenhower.

L'atmosphère politique régionale devient plus critique avec l'expulsion de trois diplomates américains en raison de « leur implication dans un complot pour renverser le régime ». L'Ambassadeur américain à Damas alerte le département d'État américain concernant la situation en Jordanie et en Syrie⁶⁶. Ainsi l'évolution politique de Damas conduit Washington à lancer une campagne anti-syrienne⁶⁷. Reporter du *New York Times* au Proche-Orient, Kenneth Love écrit même ouvertement que la CIA dirige les opérations⁶⁸.

C'est dans ce contexte que la turbulence politique régionale change de centre de gravité en septembre avec le déploiement de forces turques près de la frontière syrienne. L'Union Soviétique réagit même avant la Syrie qui ne tarde pas non plus à envoyer une note diplomatique à Ankara. La tension augmente avec l'envoi des forces armées égyptiennes en Syrie, la visite des navires soviétiques à Latakiah et celle des bâtiments américains en Turquie.

Dans un entretien publié dans le *New York Times* du 7 octobre, Khrouchtchev avertit la Turquie : « ...la Turquie se prépare à une guerre avec la Syrie et ce sont certaines personnalités aux États-Unis qui poussent la Turquie vers ce dangereux chemin... Après tout, les États-Unis sont loin de cette région, tandis que nous sommes limitrophes. Si l'on sort les armes, il sera difficile de s'arrêter... et il y aura de graves conséquences ». En contrepartie, J. Dulles déclare que les États-Unis

⁶⁵ Baş, Arda, « 1957 Crisis in Syria and Turkey », *History Studies*, 2012, Vol. 4, No 1, p. 97.

⁶⁶ Kirk, George, *Contemporary Arab Politics - A Concise History*, New York, Frederick A. Praeger, 1961, p. 91-102.

⁶⁷ Picard, Elisabeth, *op. cit.*, p. 207-229.

⁶⁸ Le Gac, Daniel, *op. cit.*, p. 88-89.

défendraient la Turquie en cas d'agression⁶⁹. Les déclarations de soutien des États-Unis et de l'Union Soviétique à la Turquie et à la Syrie, respectivement, et les préparatifs militaires de ces deux pays aggravent l'atmosphère d'insécurité.

Alors que l'Arabie Saoudite prend l'initiative de jouer l'arbitre, l'affaire est portée devant l'ONU. Après quelques semaines de négociations, et bien avant la fin de l'année 1957, la tension s'est déjà relâchée. Par ailleurs, quelques mois plus tard, l'Égypte et la Syrie décident de former la « République Arabe Unie ». En contrepartie, l'Irak et la Jordanie forment une Fédération arabe d'Irak et de Jordanie.

Selon plusieurs sources, la Turquie et la Syrie sont passées très près d'une guerre. L'incident est aussi perçu comme une répercussion de la rivalité entre les deux blocs, contraignant la Turquie à agir pour des raisons de sécurité contre la Syrie qui se rapprochait de plus en plus de l'URSS⁷⁰. Même rétrospectivement, certains analystes turcs issus ou proches des milieux bureaucratiques ou militaires trouvent que la politique syrienne et celle de l'Union Soviétique sont à l'origine de la crise. Pour l'ambassadeur Kâmuran Gürün, le rapprochement de la Syrie avec l'Union Soviétique a suscité des inquiétudes à Ankara et le déploiement militaire de la Turquie près de la frontière n'était qu'une précaution⁷¹. Selon Mehmet Kocaoğlu, enseignant-chercheur au sein de l'institution militaire, cette crise n'est due qu'à la menace de l'Union Soviétique envers la Turquie⁷². Selon le professeur Oral Sander, le

rapprochement entre l'Union Soviétique et la Syrie, après le Caucase et la Bulgarie, préparait l'encerclement de la Turquie par le sud⁷³.

En revanche, il paraît invraisemblable que la réaction de la Turquie soit vraiment due à une menace directe ou immédiate de la part de la Syrie. Avant tout, la Syrie n'avait pas mené de préparatifs militaires à l'égard de la Turquie à la veille de la crise. Ensuite, l'argument de menace syrienne et d'encerclement soviétique par le sud n'apparaît pas convaincant. Le rapprochement de la Syrie avec l'URSS ne change pas radicalement la situation militaire régionale : le déséquilibre entre la Turquie et l'URSS et la logique nucléaire entre les deux blocs sont les éléments stables de la période, et la Turquie, s'étant assurée de l'aide américaine, dispose d'une force et d'un savoir-faire militaires considérables tandis que la Syrie manque à cette époque d'officiers et de soldats qualifiés capables d'exploiter les équipements soviétiques sophistiqués⁷⁴.

En fait, une lecture plus approfondie des médias de l'époque et des propos des dirigeants révèle que la Turquie n'avait pas l'intention de s'engager réellement dans un conflit armé avec la Syrie. Pendant ladite crise, la presse écrite ne reflète guère une atmosphère de guerre. On ne perçoit pas non plus de préparation de l'opinion publique à un conflit armé par le gouvernement. Par exemple, Şükrü Kaya, ancien ministre des Affaires étrangères, écrivait alors qu'en raison des rapports de forces et de la Guerre Froide, même si la Syrie devenait un satellite soviétique, ça ne changerait pas fondamentalement la situation pour la Turquie⁷⁵.

Mahmut Dikerdem, alors ambassadeur en Jordanie, confie dans ses mémoires qu'il avait été informé au ministère pendant son séjour à Ankara, que « la tension avec la Syrie n'était pas si grave qu'elle puisse provoquer un conflit

⁶⁹ *A select chronology and background documents relating to the Middle East*, Committee on foreign relations, United States Senate, U.S. Government printing office (Second revised edition), Washington, 1975.

⁷⁰ Uslu, Nasuh, *Türk - Amerikan İlişkileri*, Ankara, Yüzyıl, 2000, p. 126 ; Gönübol, Mehmet & Ülman, Halûk, « Ortadoğu bunalımları ve Türkiye » dans Gönübol, Mehmet (éd.), *Olaylarla Türk Dış Politikası*, Ankara, Alkım Yay., 1989, p. 290-294. Kocaoğlu, Mehmet & Anderson, Philip, « 'Summer Madness': The Crisis in Syria, August-October 1957 », *British Journal of Middle Eastern Studies*, 1995, Vol. 22, No. 1/2, p. 21-42.

⁷¹ Gürün, Kâmuran, *Dış İlişkiler ve Türk Politikası*, Ankara, Ankara Üniv. S.B.F. Yay., 1983, p. 358.

⁷² Kocaoğlu, Mehmet, *Ortadoğu - Parçalanmak iste-*

nen topraklar ve istismar edilen insanlar, Ankara, Genelkurmay Yayınevi, 1995, p. 115-117.

⁷³ Sander, Oral, *Türk - Amerikan İlişkileri 1947-1964*, Ankara, Ankara Üniv. S.B.F. Yay., 1979, p. 158-163.

⁷⁴ Kemp, Geoffrey, « Strategy and Arms Levels, 1945-1967 », *Proceedings of the Academy of Political Science*, Vol. 29, No. 3, Soviet-American Rivalry in the Middle East, Mars 1969, p. 21-36.

⁷⁵ Kaya, Şükrü, « Suriye hadiseleri ve Türkiye » [*Les événements de Syrie et la Turquie*], *Hürriyet*, 28 août 1957.

armé ». Avant son retour à Amman, le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères lui confirme encore une fois qu'il n'y a pas de risque d'un conflit militaire. Selon Dikerdem, il ne s'agit que d'une manœuvre politique⁷⁶.

Du côté de l'Union soviétique, la situation n'est pas vraiment alarmante non plus. Après un premier avertissement à la Turquie de Nikita Khrouchtchev, Moscou adoucit rapidement son discours. La même année, Nikita Khrouchtchev, Boulganine alors président du Conseil des ministres et A. I. Mikoïan, vice-président du Conseil des ministres, participent à la réception de l'Ambassade de Turquie à Moscou en l'honneur de l'anniversaire de la République le 29 octobre 1957. Pendant la réception, Khrouchtchev annonce aux journalistes qu'il n'y a pas de crise entre Ankara et Moscou et que la situation au Moyen-Orient s'apaise⁷⁷.

Il est impossible de savoir si Ankara est motivé par Washington pour diriger une opération de crise afin de réduire la pression sur la Jordanie ou pour rapprocher davantage la Syrie de l'Égypte. En tout cas, pour la Turquie, la conduite de cette politique de tension est intrinsèquement liée au paradigme stratégique de l'instrumentalisation des conflits en vue de stimuler l'alliance turco-américaine, de consolider le rôle stratégique de la Turquie et donc de renforcer les aides étrangères. Ces dernières sont d'autant plus importantes dans les années 1950 que le gouvernement du Parti Démocrate a des problèmes budgétaires.

Ceci étant, cette crise amplifie les différends entre les deux pays. La Syrie accentue sa revendication sur le sandjak d'Alexandrette. Le gouvernement syrien organise à la même époque de grandes manifestations concernant ce sujet⁷⁸. Les journaux syriens comme *Barada* ou *Al Baas* publient des articles revendiquant l'attachement de cette province à la Syrie⁷⁹.

d) Une paix froide pendant la période de la Détente

Après la crise de 1957, les relations turco-syriennes s'inscrivent dans une nouvelle phase qu'on peut qualifier de paix froide. Les litiges entre les deux pays se répercutent sur divers dossiers, comme le conflit arabo-israélien ou la question chypriote. Par ailleurs, une nouvelle source de litige apparaît avec la question du partage des eaux des cours d'eau qui irriguent les pays du croissant fertile. C'est dans ce contexte et face aux inégalités des rapports de force que la Syrie entame d'ailleurs sa politique de soutien logistique à des groupes dissidents, notamment les groupes armés de gauche et l'ASALA⁸⁰, soulevés contre l'État turc, ses représentants et ses forces de sécurité.

Les deux pays sont également le théâtre de secousses politiques pendant cette époque. 1957, année où les deux pays vivent leur première grande crise, est pour la Syrie la dernière année pendant laquelle le pays bénéficie d'une vie démocratique à peu près normale. C'est dans l'atmosphère de la crise avec la Turquie qu'une délégation égyptienne à Damas demande de conclure une « union fédérale », la République Arabe Unie (RAU), entre la Syrie et l'Égypte, qui est proclamée le 1er février 1958. Cette union cause la disparition des partis et leur soumission à un régime autoritaire. Elle s'est maintenue jusqu'au 13 octobre 1961, année où la Syrie a recouvré son statut d'État indépendant et repris son siège à l'Organisation des Nations Unies. À partir de cette date, le pays passe du pluripartisme à la dictature du Ba'ath.

De son côté, la Turquie est secouée par un coup d'État en 1960. Pour certains, le gouvernement d'Ankara a modifié sa politique étrangère après la première intervention militaire de l'ère républicaine⁸¹. On avance également que la crise des missiles en 1960 entraîne alors la Turquie à adopter une nouvelle dimension

⁷⁶ Dikerdem, Mahmut, *Ortadoğu'da Devrim Yılları*, Istanbul, Cem Yay., 1990, p. 176.

⁷⁷ *Milliyet*, 30 octobre 1957.

⁷⁸ Gürün, Kâmuran, *Dış İlişkiler ve Türk Politikası*, Ankara Üniv. S.B.F. Yay., 1983, p. 359.

⁷⁹ Gönülöbol, Mehmet, *Olaylarla Türk Dış Politikası*, Ankara, Alkım Yay., 1989, p. 299.

⁸⁰ *Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie*.

⁸¹ Fernau, Friedrich-Wilhelm, « Constantes de la politique extérieure turque », *Politique étrangère*, No. 2-3, 1968, p. 181-187 ; Bağcı, Hüseyin, « Demokrat Parti'nin Ortadoğu politikası » dans Sönmezoğlu, Faruk (éd.), *Türk Dış Politikasının Analizi*, Istanbul, Der Yay. p. 89-120.

dans ses relations avec le Moyen-Orient⁸². Pour d'autres, le vrai revirement politique n'arrive qu'après la crise de Chypre. C'est dans ces circonstances que la Turquie aurait initié une nouvelle stratégie envers le Moyen-Orient.

En effet, avec les années 1960 on observe une émancipation de la diplomatie de la Turquie par rapport à la ligne américaine. D'ailleurs, ce pays est loin d'être le seul pays à entamer de telles initiatives. La première motivation des efforts d'Ankara repose sur une mise à jour de sa politique étrangère selon la nouvelle conjoncture internationale marquée par la Détente. En effet, l'ancienne méthode consistant à traiter les sujets régionaux au travers des capitales occidentales n'est plus adaptée. C'est dans ce contexte qu'Ankara commence à développer une politique moyen-orientale propre. La seconde motivation de la diplomatie turque est de trouver des solutions à ses problèmes spécifiques, notamment à la question chypriote.

L'ouverture diplomatique est souvent illustrée par le soutien apporté par la Turquie à l'ONU concernant l'indépendance de l'Algérie. Effectivement, Selim Sarper, ministre des Affaires étrangères de la junte, annonce alors « la sympathie » de la Turquie pour les pays aspirant à l'indépendance, notamment en Afrique. Néanmoins, si Ankara entreprend une nouvelle approche sur le plan international, les perspectives et les méthodes restent très ambiguës, ce qui oblige à certains questionnements.

Néanmoins, concernant le Moyen-Orient en général et la Syrie en particulier, la continuation des rapports litigieux se confirme dans certains événements après l'intervention militaire du 27 mai 1960. Dès juillet 1960, une crise avec la RAU montre que l'équation politique entre la Turquie et la Syrie ne peut pas changer facilement. Le Parti de l'Union Nationale de la RAU adopte une résolution pendant sa réunion au Caire concernant le rattachement d'Antioche à la Syrie, ce qui provoque une vive réaction en

Turquie. Plusieurs déclarations blâment cette requête du « monde arabe »⁸³.

e) Le Moyen-Orient dans la perception stratégique en Turquie

Pendant la décennie 1960 et au début des années 1970, le Moyen-Orient reste toujours un sujet mineur dans la presse turque, notamment par rapport à l'Occident, aux problèmes particuliers avec la Grèce, à la question chypriote et aux relations avec l'Union Soviétique. La façon de donner des informations sur les affaires moyen-orientales présente une forte continuité avec les années précédentes. Les belligérences arabo-israéliennes sont rapportées avec un langage passablement neutre, même sur des sujets comme la guerre arabo-israélienne de 1973 durant laquelle un rapprochement de la Turquie avec les pays arabes est évoqué⁸⁴.

La rupture sociale, économique et culturelle entre la société turque et celle des pays moyen-orientaux persiste. Les acteurs non-étatiques et non-gouvernementaux n'apparaissent pratiquement pas dans les débats sur le Moyen-Orient qui constituent un sujet traité exclusivement par les cercles restreints de l'État. Les relations culturelles et touristiques sont restées très faibles⁸⁵. Sur le plan des représentations

⁸³ *Milliyet*, les 22, 23, 24 et 31 juillet 1960.

⁸⁴ Il est même intéressant de noter que le reporter turc envoyé spécial pour la guerre (Hüseyin Kırçalı) communique d'Israël, incorporé dans un groupe de journalistes guidé par l'armée israélienne (*Milliyet*, novembre 1973) alors qu'une telle initiative journalistique n'est pas entreprise du côté arabe.

⁸⁵ Andrew Mango affirme que les relations culturelles et touristiques ont faiblement fonctionné et seulement en sens unique : « Seulement quelques étudiants arabes qui ne pouvaient pas payer les universités occidentales allaient en Turquie ; de même, quelques arabes riches fuyant le 'socialisme arabe' visitaient ou déménageaient en Turquie. Mais il n'y avait pas d'étudiants turcs qui aillent dans des universités arabes ou de touristes turcs qui visitent les pays arabes. ». Mango, Andrew, *op. cit.*, p. 225-236. Ceci étant, Mahmut Dikerdem, diplomate dans des pays moyen-orientaux à cette époque, affirme à son tour que dans les années 1950, il y avait une centaine d'étudiants turcs à l'Université al-Azhar, financée par les Frères Musulmans. Dikerdem, Mahmut, *Ortadoğu'da Devrim Yılları*, Istanbul, Cem Yay., 1990, p. 36. Mais tous les deux confirment la quasi absence des échanges sociopolitiques.

⁸² L'incident des missiles entre la Turquie et les États-Unis se produit à la suite de la crise de Cuba. Washington retire des missiles Jupiter basés en Turquie par une décision unilatérale, sans qu'Ankara soit consultée. Ceci montre clairement que la Turquie pouvait être l'objet de négociations malgré son alliance 'stratégique' avec les États-Unis.

sociales, comme l'occidentalisation équivaut à la modernisation dans l'idéologie de la République, l'Orient ne suscite toujours pas d'intérêt particulier.

Les efforts diplomatiques de la Turquie se concentrent notamment autour de la question de Chypre et s'intensifient après la résolution de l'ONU de 1965 adoptée à la suite de la demande de 23 pays non-alignés dont la Syrie⁸⁶. Celle-ci fait expressément mention de la Déclaration de la Conférence des non-alignés du 10 octobre 1964, tenue au Caire⁸⁷. Ankara se voit isolée sur le plan international face à cette *défaite diplomatique majeure*, selon l'expression de l'ambassadeur américain en Turquie⁸⁸, malgré le vote contre des États-Unis, l'abstention de plusieurs pays membres de l'OTAN et celle de l'URSS. La Turquie ne peut ni compter sur ses alliés pour cette question ni nouer des relations avec des pays non-alignés en raison de sa politique quasi-unilatéralement pro-occidentale.

La diplomatie turque se rend compte que le monde n'est désormais plus le même que celui où les problèmes n'étaient traités qu'avec quelques capitales occidentales. Elle découvre ainsi l'enjeu du soutien des pays moyen-orientaux ou musulmans, avec lesquels elle n'a pas construit jusqu'alors de communication suffisante en raison du manque d'intérêt. C'est dans ce cadre que ces pays deviennent des cibles diplomatiques pour l'État turc. Ceci dit, Ankara est aussi consciente du fait que la résolution de l'ONU, tout en étant gênante, ne peut avoir d'effet concret sans le soutien des grandes puissances, notamment des États-Unis. De ce fait, en politique étrangère, une ouverture ne peut non plus se concevoir au détriment de ces derniers et seulement avec des objectifs limités.

Les dilemmes d'Ankara se manifestent plus concrètement dans les positions turques face à la question arabo-israélienne. Ce sujet constitue

une sorte d'antipode de la question chypriote. Face à l'accroissement des rapports diplomatiques et aux requêtes turques concernant la question chypriote, les pays arabes demandent à la Turquie en contrepartie une attitude plus claire en leur faveur, notamment concernant le problème arabo-israélien.

Par ailleurs, les enjeux qui brouillaient auparavant les relations de la Turquie avec le monde arabe persistent. Les relations avec le front égypto-syrien continuent d'être litigieuses dans les années 1960 et 1970. De surcroît, Le Caire, comme Damas, commence à octroyer un soutien diplomatique à Makarios qui menait une politique de non-alignement parallèle à celle de Nasser.

Enfin, contrairement aux enjeux qu'il venait de représenter, le Moyen-Orient continue de constituer pour les élites turques une source de danger identitaire pour le projet républicain et pour l'occidentalisation du pays. Ce danger s'aggrave avec la réapparition des préoccupations sécuritaires sur la question kurde. Cette dernière commence à prendre une nouvelle tournure dans la conjoncture régionale moyen-orientale avec la rébellion de Barzani en Irak en 1961, après une période de silence des mouvements kurdes depuis 1946⁸⁹. Dans le contexte régional qui facilite les interactions intra-régionales, Ankara craint une contagion du soulèvement chez les Kurdes de Turquie.

La région devient aussi pour Ankara un lieu où se forment et se font assister « les organisations terroristes de gauche ». L'État turc soupçonne alors des organisations et des pays moyen-orientaux notamment la Syrie et l'OLP de soutenir les « groupes armés turcs »⁹⁰. Selon le « Livre blanc - les réalités de la Turquie et le terrorisme » publié sur ordre du Premier ministre après le pronunciamiento de 1971, « *...l'aide étrangère la plus importante [aux groupes marxistes léninistes], en substance et en qualité, provient des organisations installées dans des États voisins au sud. Ces organisations sont fondées en fait sur leur [propre] cause nationale et régionale. En*

⁸⁶ Résolution concernant la question chypriote du 18 décembre 1965, 1402^e séance plénière, No. 2077, disponible sur <http://www.un.org/french/documents/ga/res/20/fres20.shtml>

⁸⁷ Calogeropoulos-Stratis, Spyros, « Le problème de Chypre », *Politique étrangère*, 1966, No. 4, p. 344-361.

⁸⁸ Kassianides, Yoann, *La politique étrangère américaine à Chypre (1960-67)*, Paris, Harmattan, 2005, p. 180.

⁸⁹ Les mouvements kurdes entrent dans la passivité après l'écrasement de la République de Mahabad en Iran en 1946.

⁹⁰ Plusieurs dirigeants des mouvements de gauche, comme Mihri Belli, Deniz Gezmiş, etc. trouvent un refuge dans les camps de l'OLP au Moyen-Orient.

revanche, depuis 1969 leur activité contre la Turquie est devenue évidente... Les militants et les dirigeants des organisations en Turquie sont formés dans des organisations [dont on peut deviner l'identité] »⁹¹.

f) Les perplexités dans la politique moyen-orientale de la Turquie

Si Ankara entreprend une ouverture diplomatique à l'égard du Moyen-Orient, c'est surtout après l'aggravation du problème arabo-israélien que cette politique trouve un écho auprès des pays arabes. En effet, le conflit israélo-arabe sert dans un double sens les intérêts de la Turquie. En premier lieu, il facilite les tentatives d'Ankara auprès des capitales arabes comme Le Caire et Damas, pour améliorer le plus possible les relations. Ces deux capitales adoptent un discours plus accommodant envers la Turquie après la guerre de 1967.

Ensuite, la dégradation du conflit arabo-israélien diminue la menace que pouvait représenter la Syrie en raison de la question d'Alexandrette à une époque où la Syrie et l'Égypte, comme le reste du Moyen-Orient, acquièrent une très grosse quantité d'armes⁹², sans pour autant pouvoir égaler la force israélienne. Durant cette période, il est aussi notable que la Syrie, qui jouissait de l'aide soviétique depuis 1955, commence à bénéficier du soutien diplomatique et financier de la part des monarchies riches en hydrocarbures pour son engagement militaire contre Israël. Ce soutien deviendra plus substantiel, notamment après la guerre d'octobre 1973⁹³. Cet apport a pour effet de renforcer le caractère rentier de l'État syrien, alimenté par les permanentes considérations de sécurité et les conflits.

Enfin, Ankara tire aussi profit de l'opposition arabo-israélienne en obtenant la « considération » des pays arabes, mais aussi de Washington, voire de Tel-Aviv, malgré son discours pro-arabe. En fait, la Turquie continue

son paradigme stratégique instrumentalisant les conflits même à travers sa politique plus multilatérale et équilibrée.

La guerre arabo-israélienne de 1967 donne à la Turquie l'occasion d'exposer sa nouvelle position diplomatique. Pendant les discussions à l'ONU fin juin 1967, le ministre des Affaires étrangères turc, İhsan Sabri Çağlayangil, affirme que la Turquie n'acceptera pas de gains territoriaux résultant de l'usage de la force et qu'Israël doit se retirer des territoires occupés. Les réactions de la Turquie ont été moins timides en 1973 qu'en 1967. Ankara a même laissé les avions soviétiques traverser son espace aérien pour ravitailler les pays arabes. Durant ces deux crises arabo-israéliennes, elle a envoyé par l'intermédiaire du Croissant Rouge des aides alimentaires, des médicaments et des vêtements aux pays arabes⁹⁴.

Les décisions d'Ankara pour la région résultent d'un calcul des enjeux, dont les négociations avec les États-Unis font partie. La baisse des aides économiques américaines, le développement de l'économie turque, la multiplication des sources d'aide financière et les enjeux politiques de la région changent la donne pour les dirigeants turcs face aux demandes de Washington.

En même temps, la multiplication des positionnements des pays occidentaux concernant les questions moyen-orientales élargit les marges de manœuvre de la diplomatie turque. Pendant la guerre d'octobre 73, du fait que des pays européens comme la Grèce, l'Italie, l'Espagne ont refusé l'utilisation des bases sur leurs territoires, la décision similaire de la Turquie est moins visible et moins offensante pour les États-Unis.

Face à la difficulté de maintenir un équilibre dans ses relations avec les États-Unis, les pays moyen-orientaux, Israël et l'Europe, Ankara est resté très prudent en agissant dans les limites de la démonstration et du discours politique envers les pays arabes. En fait, en dépit des divergences avec les États-Unis, l'essence de l'alliance est respectée par les deux parties. Par exemple, contrairement à son refus de l'utilisation des bases militaires pour l'envoi de matériels logistiques en 1967, le gouvernement

⁹¹ *Beyaz Kitap – Les Réalités de la Turquie et le Terrorisme*, préparé par un conseil interministériel sur l'ordre du Premier ministre, Ankara, Ajans-Türk Matbaacılık Sanayii, 1973, p. 117-118.

⁹² Paine, Chris, « The political economy of arms transfers to the Middle east », *MERIP Reports*, Août 1974, No. 30, p. 3-26.

⁹³ Picard, Elisabeth, *op.cit.*, p. 207-229.

⁹⁴ Ataöv, Türkkaya, « The Palestine Question and Turkey », *AÜSBF Dergisi*, 1979, Vol. 34, No. 1, p. 15-31.

turc n'empêche pas les États-Unis d'utiliser des bases de télécommunications en Turquie pendant les guerres arabo-israéliennes⁹⁵. Il prône également après la guerre de 1967 le retrait israélien tout en évitant de condamner Israël comme « agresseur ».

Les dilemmes de la diplomatie turque resurgissent pendant la première réunion de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI) en 1969 à Rabat. Une des caractéristiques de cette conférence résulte du fait que les organisateurs sont des pays arabes conservateurs et que la conférence est une manœuvre contre le front Nassérien et les courants « révolutionnaires ». Or, à cette époque, la Turquie reprochait à ces derniers d'assister les groupes insurgés et armés turcs. Dans cette logique, la Turquie préfère alors l'emprise du front conservateur dans le monde arabe, avec lequel elle est déjà liée en raison de ses liens forts avec les États-Unis.

À la fin de la Conférence, deux décisions principales sont annoncées : l'obligation du retrait d'Israël des territoires occupés et l'installation d'un secrétariat permanent pour l'organisation de réunions annuelles des pays musulmans ; ainsi est fondée l'Organisation de la Conférence Islamique. Par ailleurs, la motion concernant la rupture totale des relations avec Israël est refusée surtout suite aux réticences turques et iraniennes. Le ministre turc signale aussi que la Turquie soutiendrait les déclarations communes dans les limites et le cadre des résolutions de l'ONU. Alors que l'opposition en Turquie critique la participation du gouvernement à une telle réunion contraire au caractère laïc du pays⁹⁶, l'attitude à l'égard d'Israël attire les critiques des pays arabes. La Turquie est soupçonnée d'être le porte-parole de l'Occident. Ainsi pour Ankara les bénéfices de cette réunion furent mitigés sinon problématiques. La presse turque écrit que la Turquie a gagné à Rabat plus d'ennemis que

d'amis⁹⁷. Le correspondant de *Milliyet* au sommet de Rabat rapporte la remarque d'un des diplomates turcs selon lequel « se sortir de cette réunion avec peu de dégâts était une réussite »⁹⁸. Ses répercussions sont surtout préjudiciables aux relations de la Turquie avec les pays arabes qualifiés de « progressistes », comme l'Égypte, l'Algérie, l'Irak ou la Syrie⁹⁹.

3) Les années 1980 et 1990 : vers une guerre ?

À partir des années 1980, les deux pays entrent dans une période de crise continue. Les contentieux et les négociations se concentrent autour de deux sujets : la question de l'eau et la question kurde.

a) La question du partage des eaux transfrontalières (Carte 2)

Avec la croissance démographique et le lancement des travaux d'aménagements hydrauliques dans les années 1960, la question de l'eau commence à occuper une place primordiale dans les relations internationales au Moyen-Orient. Comme pour les autres fleuves, l'exploitation des eaux du Tigre et de l'Euphrate complique un peu plus les relations déjà fragiles et instables des trois riverains : la Turquie, la Syrie et l'Irak.

Les deux fleuves prennent naissance à l'est de la Turquie. Après avoir dessiné une grande courbe en Anatolie orientale, l'Euphrate s'écoule dans le plateau syrien désertique. Pendant ce parcours, il reçoit de la rive gauche deux affluents, le Balikh et le Khabour, qui prennent aussi naissance au sud de la Turquie. Puis il entre dans la plaine irakienne pour rejoindre le Tigre. Quant à celui-ci, après avoir frôlé la frontière turco-syrienne, il pénètre

⁹⁵ Kuniholm, Bruce R., « Turkey and the West Since World War II », dans Mastiny, Vojtech & Nation, Craig (éd.), *Turkey Between East and West*, Colorado, Westview Press, 1996, p. 45-70 ; Uslu, Nasuh, *Türk Amerikan İlişkileri*, Ankara, 21.Yüzyıl yayınları, 2000, p. 183-202.

⁹⁶ Par exemple, voir les critiques de l'ancien chef d'état-major, Cemal Turan, *Milliyet*, 18 septembre 1969.

⁹⁷ Yavuz, Hakan, « Türk-Arap İlişkileri ve Filistin Sorunu (1947-1994) », dans Sönmezoglu, Faruk (dir.), *Türk Dış Politikası Analizi*, Istanbul, Der yayınları, 1994.

⁹⁸ *Milliyet*, 1^{er} octobre 1969.

⁹⁹ Aykan, Mahmut Bali, « The Palestinian Question in Turkish Foreign Policy from the 1950s to the 1990s », *International Journal of Middle East Studies*, Février 1993, Vol. 25, No. 1, p. 91-110.

en Irak. Contrairement à l'Euphrate, il reçoit plusieurs affluents de la rive gauche issus des monts Zagros d'Iran. Les deux fleuves mêlent leurs eaux après Al Qurnah en Irak. À partir de ce point, le nouveau fleuve est rebaptisé Chatt el-Arab. La course de ce dernier se termine dans les eaux du Golfe arabo-persique.

Les premiers arrangements concernant les eaux de l'Euphrate entre la Turquie et la Syrie ont été signés pendant la période du mandat français. Ceci étant, les eaux de ce fleuve étant pratiquement inutilisées, la question de son partage n'a pas engendré de controverse entre les deux pays jusqu'aux années 1960. Avec l'apparition de projets d'aménagement, les pourparlers sur la gestion des eaux commencent entre Ankara et Damas en 1962. Les deux États décident alors de créer un comité technique et invitent l'Irak à s'y associer.

La première réunion tripartite a eu lieu en 1965. Pendant les pourparlers qui ont suivi, la Turquie propose à la Syrie de conclure un accord comprenant tous les cours d'eau transfrontaliers, ce qui incluait l'Oronte. Ce dernier, prenant sa source au Liban, traverse la Syrie occidentale et se jette dans la Méditerranée dans la région du Hatay en Turquie. L'État syrien refuse alors un tel accord pour ne pas reconnaître le rattachement de cette province à la Turquie. De son côté, l'Irak rejette les propositions d'accord qui considèrent le Tigre et l'Euphrate comme un seul et même bassin, point de vue défendu par Ankara et Damas. Ce faisant, Bagdad s'oppose au partage des eaux du Tigre avec la Syrie. Ces divergences sur le statut des fleuves et des bassins ont continué à représenter des obstacles fondamentaux empêchant un consensus entre les trois pays. À cela s'ajoutent bien sûr les revendications respectives de ces derniers en termes de volumes d'eau, qui dépassent largement au total le débit naturel des deux fleuves¹⁰⁰.

Parmi les riverains, l'Irak, pays le plus en aval, est le premier à avoir entrepris des aménagements, dès la première moitié du XX^e siècle. Barrages et dérivations ont été construits pour orienter les eaux vers des canaux d'irrigations dont l'origine remonte à

l'Antiquité. Les deux fleuves représentent les seules ressources hydrauliques du pays, dont le volume serait suffisant s'il restait constant, mais cette manne peut à tout moment être remise en question par les aménagements hydrauliques des pays en amont.

Quant à la Syrie, elle dépend fortement de l'Euphrate pour l'irrigation de son agriculture. Bien qu'elle dispose de terres fertiles bien arrosées le long de sa côte méditerranéenne, et de plusieurs autres rivières, ces apports hydrauliques ne peuvent être comparés à ceux de l'Euphrate. Ainsi, l'État syrien a construit en 1973 la pièce maîtresse d'un projet ambitieux d'aménagement dans la vallée de l'Euphrate, le barrage de Tabqa et son lac Assad, avec l'assistance soviétique. Le dispositif en place permettait de produire une partie importante de l'électricité du pays, mais l'intérêt principal du barrage fut d'augmenter les superficies irriguées.¹⁰¹

Par ailleurs, ces équipements hydrauliques sur la partie amont de l'Euphrate conduisent à des contestations de la part de l'Irak. Bagdad accuse Damas d'avoir retenu plus d'eau qu'il ne fallait pour le lac Assad, pour des raisons politiques, avec pour conséquence la destruction de 70 % des récoltes d'hiver. La réduction du débit a même entraîné la mobilisation réciproque des troupes des deux pays vers la frontière en 1975. L'affrontement armé fut évité de justesse grâce à une médiation de l'Arabie Saoudite et de l'URSS. Pendant certaines années de sécheresse au cours de la décennie 80, l'Irak a accusé à plusieurs reprises la Syrie de retenir les eaux de l'Euphrate et de menacer son agriculture¹⁰².

De son côté, la Turquie a aussi attendu les années 1970 pour mettre sérieusement en valeur son potentiel hydraulique et l'opération s'est intensifiée au cours de la décennie 1980. En 1977, tous les projets visés pour les

¹⁰⁰ Maden, Tuğba Evrim, « Transboundary Waters in Turkish Foreign Policy: Syrian Case », *Journal of Eurasian Strategic Application and Research Center*, 2012, No. 1.1, p. 89-98.

¹⁰¹ Bourgey, André « Le barrage de Tabqa et l'aménagement du bassin de l'Euphrate en Syrie », *Revue de géographie de Lyon*, 1974, Vol. 49, No. 4, p. 343-354.

¹⁰² Wolf, Aaron T., « Conflict and cooperation along international waterways », Presented at the ADC New Millennium Meeting on International Water Management in the 21st Century, Valencia, 18-20 December, 1997; Chesnot, Christian, *La Bataille de l'eau au Proche-Orient*, Paris, Harmattan, 1993, p. 95.

bassins de l'Euphrate et du Tigre sont unifiés et le « Projet de l'Anatolie du Sud-est » (GAP) prend naissance. Celui-ci est étendu dans les années suivantes aux autres domaines socio-économiques majeurs et devient un grand projet de développement régional. La zone concernée par le projet, globalement délimitée par le Tigre et l'Euphrate, avec la Syrie au sud et l'Irak au sud-est, compte 9 départements, la plupart majoritairement kurdes¹⁰³. Avec une superficie totale de 75 000 km², soit une surface équivalente à 2,5 fois celle de la Belgique, cette zone représente 9,5 % de la Turquie. Après un lent début, le GAP devient rapidement une priorité étatique et il est érigé en véritable mythe du développement national. Pour Ankara, le GAP s'inscrit comme une solution au sous-développement de cette partie du pays et devait entériner la fin du problème kurde¹⁰⁴.

Pris dans son ensemble, le GAP répond à plusieurs objectifs, tant économiques et politiques que militaires. L'enchaînement des barrages constitue une vraie muraille d'eau qui facilite le contrôle d'une région montagneuse. Le GAP s'inscrit aussi dans un schéma géopolitique externe. Avec ses 22 barrages et centrales hydroélectriques, il préoccupe au plus haut point les pays riverains. Malgré le déni turc, ces aménagements intègrent un caractère stratégique de premier ordre qui complique les relations turco-arabes. Les Turcs déclarent qu'ils n'ont pas l'intention de priver d'eau ces pays à des fins politiques, même s'ils sont conscients de leur pouvoir.

Le projet est perçu par ses voisins comme agressif et compromettant leurs ressources hydrauliques. Déjà, en 1974, l'achèvement de la construction du barrage de Keban avait déclenché les protestations officielles de la Syrie. Sans qu'il provoque une baisse effective du débit, mais parce que la fonction du barrage était de produire de l'électricité et de réguler le débit du fleuve, ce projet inquiétait les Syriens

car il donnait à la Turquie le moyen de contrôler les eaux de l'Euphrate.

Lorsqu'en 1990 la Turquie a interrompu partiellement pendant un mois l'écoulement de l'Euphrate pour accélérer le remplissage du barrage Atatürk, les protestations ont encore été plus fortes en aval. Le ministre syrien de l'Irrigation et de l'Agriculture qualifia cette opération de « dangereux précédent » et ajouta que l'opération avait eu « un impact psychologique sur les citoyens dont la vie quotidienne dépend des eaux de ces fleuves »¹⁰⁵. Du côté irakien, on estimait à 15 % les pertes de récoltes directement causées par l'interruption de l'écoulement des eaux. Selon Ankara, ces calculs étaient fortement exagérés du fait que le remplissage du barrage était intervenu pendant le mois de janvier, mois où les pluies sont abondantes et à une saison où les réserves en eau sont au plus haut.

La superposition géographique du problème des eaux et du problème kurde a mêlé les Kurdes au problème de l'eau entre riverains. Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), groupe armé kurde, est soutenu depuis le début des années 1980 par la Syrie où son chef, Abdullah Öcalan a trouvé refuge dès avant le coup d'État de septembre 1980. Cette complaisance de l'État syrien envers le PKK durera jusqu'en 1998. De fait, le conflit armé entre l'État turc et le PKK a gravement ralenti l'achèvement du projet GAP, ce qui ne pouvait que contenter Damas. C'est dans ce même contexte conflictuel et complexe que les deux pays ont continué leurs négociations.

En 1986, lors d'une visite en Turquie, le Premier ministre syrien affirma à ses interlocuteurs que son gouvernement était tout à fait prêt à signer un protocole de sécurité entre les deux États si la Turquie acceptait d'y intégrer la question des eaux de l'Euphrate. Damas, tout en niant officiellement ses relations avec le PKK, tenta de gagner en avantages hydrauliques, territoriaux et politiques. Un an plus tard, un protocole fut signé entre Ankara et Damas prévoyant de laisser passer vers l'aval un débit moyen de 500 m³ par seconde des eaux de l'Euphrate par la Turquie. Ceci a constitué le seul engagement accepté par la Turquie jusqu'à maintenant.

¹⁰³ Batman, Gaziantep, Adıyaman, Diyarbakır, Kilis, Mardin, Siirt, Şırnak, Şanlıurfa.

¹⁰⁴ Bağış, Ali İhsan, « Water in the Region: Potential and Prospects - An Overview », dans Bağış, Ali İhsan (éd.), *Water as an element of cooperation and development in the Middle-East*, Ankara, Hacettepe University & Friedrich-Naumann Foundation in Turkey, 1994, p. 15-27.

¹⁰⁵ Chesnot, Christian, *La bataille de l'eau au Proche Orient*, l'Harmattan, 1993, p. 92.

Les discussions ultérieures n'ont donné aucun résultat concret et le dialogue est resté flou. La Syrie et l'Irak souhaiteraient voir la Turquie garantir un débit de l'Euphrate à 700 m³/s, mais celle-ci s'y refusait. Ankara rejette le principe du « partage des ressources hydrauliques disponibles selon la notion de fleuve international ». Elle argue que ces deux fleuves sont transfrontaliers et affirme qu'elle est souveraine sur les eaux qui coulent sur son territoire¹⁰⁶. La Turquie accuse ses voisins du sud de conduire une politique d'irrigation irrationnelle. Elle propose alors, à la place d'un partage définitif, une « coopération sur l'utilisation et la gestion complémentaire des ressources hydrauliques des cours d'eau internationaux » entre ces trois pays. Autrement dit, la Turquie n'accepte pas une diminution de sa souveraineté sur ses eaux mais elle est favorable au principe de coopération dans le règlement des problèmes techniques, des aménagements hydrauliques et sur l'utilisation « raisonnable et équitable » des réserves d'eau.

Dans un Moyen-Orient où chaque litige trouve un écho dans l'équation du rapport de force régional, la question des eaux de l'Euphrate et du Tigre a pris un nouveau tournant au début des années 1990 lors des négociations de paix entre la Syrie et Israël. Certaines propositions prévoyaient l'utilisation des eaux de ces deux fleuves pour trouver une solution aux problèmes hydrauliques entre la Syrie et Israël, comme le transfert d'un volume d'eau du Tigre de la Turquie vers la Syrie en contrepartie d'une partie des eaux du Golan de la Syrie vers Israël¹⁰⁷. Mais Ankara et Bagdad s'opposent catégoriquement à de telles démarches remettant en question leur souveraineté sur l'eau. En fait, l'échec des négociations entre la Syrie et Israël a laissé dans l'oubli ce genre de solution.

¹⁰⁶ Les fleuves internationaux sont définis comme « des cours d'eau qui, dans leur cours naturellement navigable, séparent ou traversent des territoires dépendant de deux ou plusieurs États » (Ch. Rousseau, *Le droit international public*, Vol. IV, Paris, Sirey, 1980).

¹⁰⁷ Beaumont, Peter, « Transboundary Water Disputes in the Middle-East », *Internationale Conference on Transboundary Waters in the Middle-East : Prospects for Regional Cooperation*, Bilkent University, septembre 1991.

La période suivant les guerres en Irak de 1991 mais surtout après 2003 a vu l'affaiblissement du poids de Bagdad sur les négociations concernant le partage et l'utilisation des eaux des fleuves entre les trois riverains. L'exclusion de Bagdad a certainement renforcé la position de la Turquie. De surcroît, la Turquie pèse encore davantage sur les rapports de force depuis les événements de 1998 résultant de l'expulsion d'Abdullah Öcalan du territoire syrien sous la pression turque, Ankara et Damas en étant arrivés au bord du conflit ouvert.

L'amélioration inédite des relations entre la Turquie et la Syrie dans les années 2000 anime timidement les pourparlers sur les problèmes hydrauliques. En 2004, Damas reconnaît indirectement les frontières de la Turquie, donc le rattachement de Hatay à celle-ci. Cette évolution ouvre la voie des discussions bilatérales concernant l'Oronte. Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdoğan, propose la construction d'un barrage commun sur ce fleuve. En 2007, le comité technique commun des trois riverains se réunit pour la première fois depuis 1992. Ses réunions ont continué les années suivantes.

L'amélioration des relations entre Ankara et Damas amène les deux pays à signer en 2009 une série d'accords dont une partie concerne la question de l'eau. Ainsi, la Turquie et la Syrie se sont engagées à travailler ensemble sur des questions comme l'utilisation efficace des ressources hydrauliques ou les problèmes environnementaux. Le projet de construction du barrage commun d'Oronte fut aussi confirmé. Côté turc, la question est en voie de résolution. Pour la Syrie, le sujet paraît sorti de l'ordre du jour sans être vraiment résolu.

On peut légitimement se demander si le litige sur le partage des eaux ne sera pas de nouveau réanimé, quand l'Irak et la Syrie trouveront un jour leur stabilité. La Turquie jouit aujourd'hui d'un rapport de force en sa faveur. Sans prétendre prévoir le futur, il est possible d'évoquer certains paramètres politiques importants pour la question. Avant tout, Ankara semble pouvoir préserver l'équilibre actuel dans un futur proche et à moyen terme ; d'autant plus que la Turquie et le PKK ont entrepris un processus de négociation établissant une trêve. Ce temps suspendu sera sans doute important pour mettre un terme aux travaux d'aménagement dans le cadre du GAP (le gouvernement turc a annoncé qu'à la fin 2013

le projet sera parachevé !). Par ailleurs, une éventuelle division de l'Irak changerait également la donne. Le nord de ce pays, aujourd'hui sous le contrôle du gouvernement régional du Kurdistan, avec une population de moins de cinq millions, est relativement mieux fourni en ressources hydrauliques que le sud. De surcroît, le Kurdistan irakien, situé en amont du Tigre par rapport au reste du pays, est susceptible de conduire une politique non conflictuelle sinon parallèle à celle de la Turquie.

Sur le plan juridique, dans sa définition et dans son approche actuelle, il est difficile d'imaginer que le droit international puisse résoudre les problèmes de l'eau entre la Turquie, la Syrie et l'Irak. Les travaux organisés par l'ONU montrent bien la difficulté d'élaborer un nouveau droit international général déterminant les obligations particulières des États, qui se traduirait inévitablement par la limitation de leur souveraineté. Rien dans les textes actuels ne permet de condamner la Turquie si elle construit des barrages sur ces fleuves tant qu'elle ne prive pas d'eau ses voisins d'une façon dramatique. Selon les conventions existantes, un droit à l'utilisation de l'eau est reconnu aux États riverains d'un même bassin dans la mesure où cet usage reste « raisonnable et équitable », et qu'il se fait dans des conditions optimales garantissant les besoins socio-économiques des États en tenant compte de tous les facteurs pertinents liés à la préservation et à la mise en valeur de leurs ressources. Ces conventions stipulent également que les pays riverains sont tenus de ne pas causer de dommages « importants » aux pays en aval¹⁰⁸. La notion de l'utilisation « raisonnable et équitable », comme celle du dommage « important », reste à définir.

b) La question kurde dans les relations entre les deux pays

La configuration territoriale établie arbitrairement au Moyen-Orient à l'issue de la Première Guerre mondiale change le destin du peuple kurde. À cheval sur quatre pays (Turquie, Irak,

Syrie, Iran), les Kurdes forment la plus grosse minorité régionale sans État propre. Il n'existe pas d'étude statistique exacte concernant la population kurde et les données à ce sujet sont plus que variables. Ceci étant, les proportions de la population kurde oscillent pour la Turquie, où vivent le plus grand nombre de Kurdes, de 15 à 20 %, pour l'Iran de 10 à 15 %, pour l'Irak de 15 à 25 % et pour la Syrie de 4 à 10 %. En outre, une importante diaspora kurde s'est enracinée dans les pays proches comme l'Arménie ou le Liban, ainsi qu'en Europe et au-delà.

Les régions habitées majoritairement par les Kurdes se répartissent principalement à l'est et au sud-est de la Turquie, au nord-ouest de l'Iran, au nord-est de la Syrie et au nord de l'Irak, dans une région riche en pétrole, au nord des bassins de l'Euphrate et du Tigre. Les montagnes et les plaines de l'Anatolie orientale et le Zagros iranien sont le berceau des pluies qui verdissent la Mésopotamie. C'est aussi là où la Syrie, l'Irak et la Turquie, ont commencé de grands aménagements hydrauliques.

Les Kurdes sont considérés comme une menace constante pour l'intégrité territoriale des pays dans lesquels ils vivent. La situation politique interne pour les Kurdes varie selon les périodes mais leurs révoltes pour obtenir une autonomie politique sont cependant réprimées sévèrement. Sur le plan de la politique étrangère, la question kurde rend encore plus complexe les relations entre ces quatre pays. Si les pouvoirs centraux se sont souvent entraînés contre les mouvements centrifuges kurdes, ils ont aussi recouru à l'instrumentalisation de la carte kurde pour déstabiliser un voisin rival. Ainsi, le mouvement nationaliste kurde est devenu un phénomène transnational. L'Iran et l'Irak, tout en réprimant leurs propres Kurdes, les ont soutenus chez les autres. C'est aussi dans une logique de rapport de force régional que le régime syrien a utilisé la carte kurde contre l'Irak et a soutenu quasi ouvertement le PKK qui dirigeait une lutte farouche contre Ankara.

Coopérer avec ces États était-il un jeu de dupes ou une stratégie de survie pour les Kurdes ? En effet, alors que ces pays recouraient à la carte kurde, les rivalités des États voisins élargissaient le champ de manœuvres des mouvements nationalistes kurdes, même si, simultanément, ce mécanisme installait souvent des

¹⁰⁸ Caffisch, Lucius, « La convention du 21 mai 1997 sur l'utilisation des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation », *Annuaire français de droit international*, 1997, Vol. 43, p. 751-798.

dépendances et des liens clientélistes entre les « États patrons » et « les groupes dissidents kurdes ». C'est dans ce mécanisme que Damas a pu sembler gêner l'aspiration du PKK de passer de la résistance armée à la négociation politique¹⁰⁹. Ceci dit, il faut ajouter que le PKK a diversifié ses soutiens étrangers. En dehors de ses connexions en Europe et avec la Russie, Chypre, l'Arménie, l'organisation dispose de camps dans le nord de l'Irak et dans le nord-ouest de l'Iran.

La question kurde en Turquie ne peut être résumée au PKK¹¹⁰. Ce dernier ne représentait d'ailleurs pas la première rébellion kurde contre la République. Mais, contrairement aux soulèvements précédents, ceux des années 1920 et 30 qui ont été violemment écrasés par l'armée turque, le soulèvement du PKK continue à troubler l'État turc après plus de trois décennies. La ténacité du groupe face aux importants déploiements de forces d'Ankara résulte de plusieurs facteurs internes et externes dont le soutien politique, économique voire logistique des autres pays, notamment de la Syrie. Ainsi, cette dernière dont les rapports avec la Turquie avaient certes toujours été antagoniques mais pas agressifs, a pu représenter à travers la question kurde une source de menace directe pour Ankara.

Le PKK, d'obédience marxiste-léniniste à l'origine, est fondé en 1978 par Abdullah Öcalan, pour obtenir la création d'un État kurde indépendant. En 1979, son leader et ses membres s'exilent vers la Syrie et le Liban pour mieux s'organiser et se développer. Après une période de préparation, Öcalan décide en août 1984 de passer à la lutte armée sur les territoires turcs, recourant à l'action terroriste et lançant régulièrement des attaques contre les autorités turques. Le sud-est de l'Anatolie est plongé dans un état de quasi-guerre civile, paralysant toute la vie économique et sociale, y compris la mise en œuvre des projets d'aménagement hydraulique. Derrière les frontières

turco-syriennes, Öcalan installe son quartier général à Damas, surveillé et protégé par les agents d'*El Muhaberat* (l'agence de renseignement de la Syrie) alors que les militants s'entraînent dans des camps sur la plaine libanaise de la Bekaa sous contrôle syrien.

Le conflit entre l'État turc et le PKK déstabilise le pays. Alors que le coût financier direct s'élève pour l'État à plus de 100 milliards de dollars, côté humain, cette guerre dite de basse intensité cause des dizaines de milliers de victimes. La dégradation de la situation réactive les angoisses ancestrales des Turcs concernant une éventuelle division. Rappelons que la scène politique internationale connaît à la même époque la dissolution de l'Union Soviétique ainsi que la modification de maintes frontières dans les Balkans et au Caucase. Ankara se trouve obligé de modifier son paradigme sécuritaire pour influencer sur la nouvelle configuration régionale et internationale marquée par la recomposition des axes politiques. Dans ce contexte, la question kurde devient une dimension majeure de la politique étrangère de la Turquie à partir des années 1980.

L'accueil et le soutien de la Syrie au PKK s'expliquent par divers éléments stratégiques et idéologiques. En premier lieu, le mouvement de guérilla kurde représente pour Damas un instrument pour régler ses vieux litiges avec la Turquie comme le partage des eaux de l'Euphrate et l'affaire de Hatay. L'insurrection kurde pourrait freiner voire empêcher la réalisation du fameux projet régional du GAP par l'État turc. D'ailleurs, les chantiers de barrages ont été des cibles fréquentes des assauts du PKK au plus fort de la guerre civile au Kurdistan turc (dans les années 1990).

En outre, au début des années 1980, financer les groupes marxistes au Moyen-Orient est pour l'Union Soviétique une tactique pour affaiblir la position des États-Unis dans la région. Damas ouvre ses portes aux groupes de gauche de Turquie ainsi qu'au PKK, dans le cadre de son alliance avec l'URSS et en raison de l'affinité entre le régime bassiste et l'identité gauchiste-anti-impérialiste de ces organisations.

En vérité, le Kurde n'est pas étranger au Levant. Même à l'époque du mandat français (1920-1939), la Syrie et le Liban jouent le rôle de centre politique et culturel pour les Kurdes de Turquie, provoquant des tensions entre

¹⁰⁹ Bruinessen, Martin van, « Öcalan capturé : et après ? Une question kurde plus épineuse que jamais », *Critique Internationale*, Été 1999, No. 4, p. 39-47.

¹¹⁰ Voir Bozarlan, Hamit, *La question kurde : États et minorités au Moyen-Orient*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1997, 384 p.

Ankara et les autorités françaises¹¹¹. Les revues culturelles comme *Hawar* ou *Roji Nu*, éditées à Damas, à Beyrouth ou à Bagdad dans ces années-là traversent les frontières clandestinement pour être lues en Turquie¹¹². Puis, les dynamiques après l'indépendance de la Syrie permettent à la communauté kurde, à l'instar des autres minorités, de s'intégrer au système politique du pays.

Ceci étant, les choses changent dans les années 1960 et les Kurdes commencent à subir la politique identitaire arabe du régime. Par exemple, un nombre important de Kurdes ont été déchus de leur nationalité syrienne en 1963. Si l'on observe un relâchement relatif de cet ostracisme avec l'arrivée au pouvoir de Hafez El-Assad en 1970, les Kurdes ne sont pas vraiment reconnus par le pouvoir syrien comme une composante à part entière de la société syrienne¹¹³. Au début des années 2000, ces Kurdes syriens « apatrides » représentaient encore un nombre de 300 000 personnes¹¹⁴.

Le pouvoir syrien sous Hafez El-Assad, sans mettre fin aux politiques favorisant la prédominance des Arabes, particulièrement alaouites, utilise des Kurdes : les brigades kurdes participent à la répression de l'insurrection des Frères musulmans à Hama en 1982. Pendant la guerre du Liban (1975-1990), les groupes kurdes libanais s'engagent également dans les combats aux côtés de l'OLP et du Mouvement National Libanais¹¹⁵. Une fois sur place au Liban, des membres du PKK, formés au début par des groupes palestiniens comme l'organisation d'Abu Nidal¹¹⁶ et le Front démocratique

pour la libération de la Palestine (à références marxistes-léninistes), s'engagent également.

Le régime de Hafez El-Assad reste cependant précautionneux pour éviter l'effet boomerang de la carte kurde. Il essaye de canaliser le problème vers ses voisins en autorisant l'engagement des Kurdes de Syrie dans les mouvements kurdes en Irak et en Turquie. Selon la presse turque, à la fin des années 1990 et au début 2000, le nombre de Kurdes de Syrie dans le PKK est compris entre 1000 et 2000, sur un total d'environ 5000 combattants¹¹⁷. Les autorités syriennes encourageraient leurs Kurdes à faire le « service militaire » au sein du PKK en accordant des indemnités aux familles des « soldats » enrôlés dans l'organisation¹¹⁸.

Par ailleurs, face au risque d'une montée des revendications politiques des Kurdes en Syrie, Damas peut tableer sur les données démographiques et sur la distribution géographique de la population kurde. D'abord, la Syrie compte moins de Kurdes que ses voisins, pas seulement en nombre mais aussi en proportion de la population totale. Plus important encore, il est difficile de parler d'un « Kurdistan syrien ». Les communautés kurdes se sont accumulées dans des poches séparées les unes des autres, principalement parallèles à la frontière turque dans le nord du pays. Elles sont administrées au sein de quatre « gouvernorats » (*mohafazat*) différents, sans que les Kurdes y soient majoritaires¹¹⁹. Finalement, même s'il y a eu des problèmes politiques entre Damas et les Kurdes, les revendications d'indépendance et d'autonomie y restent beaucoup moins fortes que dans les autres pays de la région.

Face à l'aggravation de la situation au Kurdistan turc à partir de la fin des années 1970, la Turquie essaye de persuader la Syrie par divers moyens de cesser de soutenir le PKK. Ankara a recours à la fois aux politiques de la carotte et du bâton : utiliser la carte

¹¹¹ Bozarslan, Hamit, « Quelques remarques sur l'évolution du problème Kurde entre les deux guerres », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1994, No. 25, p. 3-8. Voir aussi : Mizrahi, Jean-David, « La France et sa politique de Mandat en Syrie », dans Méouchy, Nadine, *Franc, Syrie et Liban 1918-1946*, Damas, IFEAD, 2002, p. 35-65.

¹¹² Bozarslan, Hamit, *Question kurde*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, p. 86-87.

¹¹³ *Ibid.*, p.158-159.

¹¹⁴ Lowe, Robert, « The Syrian Kurds: A People Discovered », *Chatham House Briefing Paper*, Middle East Program, Janvier 2006.

¹¹⁵ Bozarslan, Hamit, *op. cit.*, p. 139.

¹¹⁶ L'Organisation d'Abu Nidal avait également effectué le 6 septembre 1986 un attentat contre la synagogue Neve Shalom à Istanbul causant 23 morts.

¹¹⁷ *Yeni Yüzyıl*, 5 octobre 1998 ; *Sabah*, 31 mars 2012 ; *Internethaber & Milliyet*, 2 août 2012.

¹¹⁸ Vaner, Semih, « Turquie : la démocratie ou la mort », *Politique étrangère*, 1998, No. 4, p. 763-778.

¹¹⁹ Pérouse, Jean-François, « Les Kurdes de Syrie et d'Irak : dénégaration, déplacements et éclatement », *Espace, populations, sociétés*, 1997, Vol.1, Les populations du monde arabe - People of the Arab Middle East, p. 73-84.

hydraulique, les pressions diplomatiques sur le plan bilatéral et international, et les voies économiques. Même si les questions sécuritaires et celle de l'eau ont été traitées séparément dans les discours officiels, on peut remarquer que les deux dimensions sont intégrées aux mêmes processus de négociation.

Dès 1984, parallèlement aux travaux du comité technique trilatéral (avec l'Irak) concernant les problèmes hydrauliques, le Président turc, Kenan Evren, propose à son interlocuteur syrien, Hafez al-Assad, d'agir ensemble contre le terrorisme. Les deux pays signent un protocole quant à la sécurité frontalière. Toutefois, ni les activités du PKK en Syrie ni le passage de ses membres par la frontière turco-syrienne pour effectuer des offensives contre des cibles en Turquie ne sont interrompues.

Vers la fin des années 1980, le Premier ministre Turgut Özal, partisan des politiques sociale et économique libérales, essaye de développer une nouvelle vision politique au Moyen-Orient, reposant sur l'interdépendance économique et en infrastructures, pour établir la paix régionale. Il se rend à Damas le 16 juillet 1987 pour signer deux protocoles, le premier sur une coopération économique et le second pour l'équivalent dans le domaine de la sécurité¹²⁰. Selon le premier protocole, la Turquie s'engagerait également à laisser au minimum 500 m³/seconde à la Syrie « jusqu'à un accord définitif » sur l'Euphrate. En contrepartie, les deux pays consentiraient à combattre les activités des groupes terroristes sur leur territoire. Notons que Damas n'a jamais admis la présence du PKK sur son sol.

Cependant, les démarches d'Özal échouent. Öcalan et ses militants continuent de jouir du soutien logistique et politique syrien. De surcroît, divers incidents frontaliers crispent les rapports bilatéraux, comme par exemple la frappe de l'aviation syrienne en octobre 1989 sur un avion civil turc survolant l'espace turc¹²¹. Malgré l'apparition d'une

nouvelle conjoncture après la Guerre du Golfe en 1990¹²², qui semble plus apte à produire de nouvelles ouvertures entre les deux pays, les relations se détériorent après 1992.

L'escalade de violence entre les forces de l'ordre turques et le PKK entraîne la Turquie à opter pour une politique de coercition plus forte. Süleyman Demirel, de nouveau Premier ministre (entre novembre 1991 et mai 1993), accuse publiquement la Syrie, lui reprochant d'appuyer le PKK et de lui donner accès aux bases d'entraînement de la Plaine de la Bekaa. Ceci est suivi par la visite du ministre de l'Intérieur turc, İsmet Sezgin à Damas en avril 1992 pendant laquelle il transmet à ses interlocuteurs des documents sur les liens entre le PKK et les institutions syriennes.

Sous la pression d'Ankara, Damas signe un nouveau protocole pour renforcer la coopération contre les groupes terroristes. Les pressions américaines commencent également à peser sur le régime syrien. Les responsables syriens, tout en niant la présence d'Öcalan et des membres du PKK sur le sol syrien, affirment que ces derniers pourraient être dans la plaine de la Bekaa ; ils ajoutent que la fonction de l'État syrien dans cette région libanaise se limite à la préservation de la paix entre les diverses fractions présentes. Il n'est pas question pour la Syrie d'intervenir dans les affaires intérieures d'un État indépendant. Damas souligne aussi qu'il lui est impossible d'empêcher complètement les passages illégaux à la frontière turco-syrienne, longue de 900 km.

Les démarches turques semblent, au début, efficaces. L'État syrien accepte de qualifier le PKK d'« organisation hors la loi ». Certains camps d'entraînement et de formation du PKK, notamment celui d'Helwe (nommé « l'Académie militaire de Mahsun Korkmaz »¹²³),

preuves, Damas affirme que les pilotes syriens ont agi de leur propre initiative, sans qu'il y ait eu d'ordre de leur supérieur (*Milliyet*, 23 octobre 1989).

¹²⁰ Le massacre de Pınarcık attribué à des membres du PKK (30 personnes tuées dans un village de miliciens pro-étatiques à Ömerli/Mardin, non loin de la frontière turco-syrienne), survenu le 20 juin 1987, a sans doute été un accélérateur. Les auteurs de ce massacre seraient en effet venus de Syrie.

¹²¹ Après l'incident, les autorités syriennes déclarent que l'avion a pu être frappé par le PKK. Face aux

¹²² Par exemple, la Turquie, la Syrie et l'Iran font une déclaration commune exprimant leurs inquiétudes et leur intolérance face à un éventuel démantèlement du territoire irakien et à la création d'un État kurde autonome.

¹²³ Du nom du premier responsable militaire du PKK, figure mythique de l'organisation tuée au combat en mars 1986.

ainsi que les établissements du groupe Dev-Sol (Gauche révolutionnaire) sont fermés, même si quelques camps plus petits restent ouverts. En outre, Damas demande à Öcalan d'adopter un profil bas et de réduire la visibilité de l'organisation en Syrie¹²⁴.

La même année 1992, en août, le ministre des Affaires étrangères turc rend une autre visite à la Syrie pendant laquelle il affirme que la Turquie respecterait le protocole de 1987 quant aux eaux de l'Euphrate tant que la Syrie ferait la même chose pour le protocole sur la coopération en matière de sécurité. Ainsi, Ankara utilise quasi explicitement la carte de l'eau.

La dernière démarche diplomatique consiste en la visite du Premier ministre Demirel à Damas en 1993, accompagné par une importante délégation d'hommes d'affaires et de journalistes de la presse turque. Certains des journalistes, comme Yalçın Doğan, avaient réalisé auparavant des entretiens avec Öcalan à Damas, ce qui démentait les négations des responsables syriens concernant la présence du leader du PKK dans le pays. D'ailleurs, les journalistes turcs n'étaient pas les seules personnes à avoir eu de tels entretiens. Plusieurs journaux dans divers pays ont publié des entretiens avec le chef de la guérilla. Encore plus frappant, face au Président syrien Assad qui niait la présence d'Öcalan et des membres du PKK en Syrie, Demirel lui donne les documents incluant l'adresse et le numéro de téléphone d'Öcalan. Mais fin 1993, malgré les pressions diplomatiques de la Turquie et celles des États-Unis, les services de renseignement turcs relatent toujours la présence continue d'Öcalan en territoire syrien.

Cependant, profitant d'une nouvelle phase dans le dossier israélo-arabe, Ankara commence à conduire une politique commune avec Israël contre la Syrie. Les deux États – turc et israélien – avaient depuis très longtemps des intérêts communs, mais développaient des rapports discrets pour des raisons politiques. Or, la conjoncture internationale résultant de la dissolution de l'Union Soviétique, de la guerre du Golfe et des négociations israélo-palestiniennes, change la donne et les rapports de force régionaux. Les relations bilatérales turco-israéliennes se renforcent au début des

années quatre-vingt-dix, par le biais de visites réciproques de hauts responsables des deux pays. Immédiatement après la signature des accords d'Oslo qui vont fortement accélérer le processus de rapprochement des deux États, en novembre 1993, le ministre des Affaires étrangères turc fait une visite à Tel Aviv, ce qui représente une première dans l'histoire des relations entre les deux pays. L'année suivante, le Premier ministre Tansu Çiller effectue également une visite pendant laquelle elle évoque la « Terre Promise » en parlant d'Israël¹²⁵. Cette visite est suivie par une autre première, celle du Président israélien, Ezer Weizmann, en Turquie en janvier 1994, en outre son premier voyage officiel. De surcroît, le Président israélien consacre une partie de son séjour au sud-est du pays, pour inspecter le projet du GAP. Ce geste est un message fort envers la Syrie. Selon Mesut Yılmaz, plusieurs fois Premier ministre et ministre, les relations turco-israéliennes s'étaient alors enfin « libérées de l'hypothèque arabe »¹²⁶. À la fin de la visite, les présidents des deux pays annoncent qu'ils ont pris la décision de développer des relations mutuelles sur tous les plans, de l'économie à la sécurité. En mars 1996, c'est le Président de la République turc, Süleyman Demirel qui se rend en Israël ; il s'agit du premier voyage en Israël d'un Président turc en exercice, à l'occasion duquel de nombreux accords économiques sont signés.

Ainsi, la Turquie et Israël entreprennent une coopération qui prendra plusieurs dimensions dans les années suivantes. Le rapprochement se concrétise d'ailleurs par la conclusion de plusieurs accords militaires, politiques et économiques. En commentant les accords, le quotidien turc *Milliyet* affirme que « la Syrie, qui utilise à la fois le PKK contre la Turquie et le Hezbollah contre Israël, se trouve maintenant coincée entre les deux pays... »¹²⁷.

Face à cette alliance, la Syrie, d'un côté, intensifie son soutien au PKK, de l'autre, essaye de former un front arabe contre l'axe

¹²⁵ Bulut, Mehmet Telli, *Soğuk savaş sonrası dönemde Türkiye-Suriye ilişkileri ve su sorunu*, mémoire de master soutenu à l'Institut des sciences sociales de l'Université de Bahkesir, 2008, p. 29-30.

¹²⁶ *Milliyet*, 26 janvier 1994.

¹²⁷ Gresh, Alain & Vidal, Dominique, *Les 100 portes du Proche-Orient*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 1996, p. 332.

¹²⁴ Bruinessen, Martin van, *op. cit.*, p. 39-47.

Ankara-Tel Aviv¹²⁸. Avec le soutien de huit pays arabes, dont l'Arabie Saoudite et l'Égypte, elle envoie en 1995 une note diplomatique à la Turquie, en mettant en cause sa politique hydraulique. Damas conclut également un accord de coopération en matière de sécurité avec Athènes.

À partir de 1996, Ankara diminue ses échanges diplomatiques avec Damas. Parallèlement, la pression américaine sur la Syrie à propos du dossier PKK ne cesse de croître. En 1998, Ankara durcit son discours vis-à-vis de la Syrie évoquant la menace d'une intervention militaire. L'appui des États-Unis encourage ainsi la Turquie à être plus ferme dans sa politique syrienne. D'ailleurs, la Turquie, Israël et les États-Unis effectuent conjointement des manœuvres navales (*'Reliant Mermaid'*) au large d'Israël.

En septembre de la même année 1998, le Chef d'état-major de l'armée de terre, le général Atilla Ateş prononce une allocution devant la presse, au poste-frontière avec la Syrie de Reyhanlı (département du Hatay), affirmant que « la Turquie n'avait plus de patience ». Le Président Demirel confirme la menace du général et souligne le droit à l'auto-défense selon l'article 51 de la Charte de l'ONU. En même temps, la presse turque rapporte une intensification des forces militaires sur la frontière syrienne. Le rapport de force militaire en faveur de la Turquie crédibilise les menaces d'Ankara.

Face aux ultimatums turcs, le Président égyptien, Hosni Moubarak, s'engage, avec le roi saoudien Fahd, à assurer l'intermédiation entre la Turquie et la Syrie. Les responsables des pays arabes commencent à inviter les deux pays, mais surtout la Turquie, à régler le conflit par des moyens pacifiques. Le ministre des Affaires étrangères syrien, Faruq Al-Shara, déclare souhaiter régler le conflit par le dialogue plutôt que par la menace militaire. Le Premier ministre libanais Rafik Hariri en soutenant les démarches diplomatiques des pays arabes et de la Syrie, dénonce les menaces militaires turques comme résultant de l'alliance

stratégique entre la Turquie et Israël. Cet argument a trouvé écho dans la région, notamment en Iran. Le Président yéménite, Ali Abdallah Saleh, rejoint l'alliance pro-syrienne en faveur d'une résolution diplomatique. Puis l'Irak à son tour condamne l'avance de troupes militaires turques qui, selon lui, auraient aussi violé la frontière irakienne. Le Président libyen, Mouammar Kadhafi, menace alors de fermer les entreprises turques exerçant sur le sol libyen et de leur substituer des entreprises grecques en cas d'attaque contre la Syrie. L'Emir du Koweït est également intervenu en appelant Süleyman Demirel et Hafez al-Assad à résoudre le conflit par le dialogue alors que la Turquie continuait à menacer d'utiliser les forces armées.

Malgré tout, le front des pays arabes, présent au moins dans le discours, ne change pas la détermination d'Ankara. Les responsables turcs informent les intermédiaires comme Hosni Moubarak que la sortie de la crise dépendait seulement de Damas. Finalement, Öcalan est expulsé par le régime syrien qui évite ainsi le conflit avec la Turquie. Dans ce contexte, l'État syrien déclare qu'il est prêt sans condition à entamer le dialogue avec Ankara pour sortir définitivement de la crise. Pendant les pourparlers, Ankara reste prudent pour ne pas imposer des demandes insurmontables au régime syrien, c'est pourquoi les négociations se concentrent sur la question du PKK, et les anciens litiges ne sont pas évoqués. Ainsi, les deux pays concluent l'« Accord d'Adana » (20 octobre 1998) par lequel ils sortent enfin de cet état de crise permanente. C'est dans cette nouvelle atmosphère que les relations bilatérales entrent dans une phase inédite à partir de 2000.

4) Après la crise, le rapprochement

L'accord d'Adana a marqué le début d'une nouvelle ère de coopération intense et d'alliance entre la Turquie et la Syrie. En signant l'accord d'Adana le 20 octobre 1998, cette dernière a officiellement déclaré retirer son soutien au PKK et ne plus ouvrir son territoire à la formation de militants du PKK. Öcalan a été expulsé du sol syrien la même année. La sécurité étant la première préoccupation pour la Turquie, la coopération dans ce domaine a aussitôt commencé : une ligne téléphonique directe a été installée entre les deux pays, des représentants

¹²⁸ Olson, Robert, « The Kurdish Question and Geopolitic and Geostrategic Changes in the Middle East After the Gulf War », *Journal of South Asian and Middle Eastern Studies*, Summer 1994, Vol. 17, No. 4, p. 45-46.

spéciaux ont été désignés en missions diplomatiques nationales, la mise en marche d'un système de « surveillance des mesures de consolidation de la sécurité et de leur efficacité » a été décidée¹²⁹.

La période de 1998 à 2000 est celle de l'établissement de la confiance réciproque grâce à des visites diplomatiques régulières et des réunions du Comité de Sécurité. En novembre 2000, le Vice-Président de la République de Syrie, Abdel Halim Haddam et le Secrétaire général des armées Hassan Turkmeni se sont rendus en Turquie. En retour, le Commandant général de la gendarmerie, Aytaç Yalman et le ministre d'État Mustafa Yılmaz se sont rendus à Damas. Ces visites portèrent sur la coopération contre le terrorisme et l'extraction des mines sur la frontière. La coopération militaire prévoyait également la formation d'officiers syriens au sein des diverses institutions des Forces Armées Turques. La présence du Président de la République de Turquie, Ahmet Necdet Sezer, à la cérémonie d'enterrement de Hafez el-Assad en juin 2000 fut le couronnement de ce rapprochement politique.

Alors qu'un consensus existait dès le départ chez les élites syriennes en faveur de ce rapprochement, les élites turques l'appréciaient de manières différentes. Le Ministère des Affaires étrangères favorisait la résolution des problèmes de l'eau et des frontières alors que le Conseil de sécurité nationale (CSN) privilégiait la coopération sécuritaire. Afin de rassurer le CSN, le Ministère des Affaires étrangères a demandé au côté syrien de signer une déclaration de principe sur le respect de l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale des deux pays comme condition préalable au développement des relations. Réticentes à signer une telle déclaration, les autorités syriennes ont néanmoins assuré la Turquie de leur volonté de résoudre le conflit territorial et demandé du temps pour faire accepter à l'opinion publique syrienne ce changement de politique territoriale¹³⁰.

Avec la nouvelle décennie, l'arrivée de Bachar al-Assad au pouvoir en Syrie en 2000, l'arrivée du Parti de la Justice et du

Développement au pouvoir en Turquie en 2002 et la guerre en Irak en 2003 ont conduit à l'approfondissement des rapports d'alliance. L'alliance turco-syrienne se consolidait au fur et à mesure que la Syrie se trouvait être la cible de critiques de l'UE et des États-Unis, les principaux alliés de la Turquie.

a) L'arrivée de Bachar al-Assad au pouvoir et l'ouverture de la Syrie

L'année 2000 a été marquée par des mutations dans la politique intérieure de la Syrie ainsi que dans les dynamiques régionales. En 1999-2000, le processus de paix israélo-syrien a été interrompu. Les attaques du 11 septembre 2001 ont déstabilisé le Moyen-Orient, le régime d'Assad est devenu la cible de la réprobation du gouvernement de George W. Bush en raison de son soutien au Hezbollah et aux groupes palestiniens. Après le décès de son père le 10 juin 2000, Bachar al-Assad, arrivé au pouvoir, a entamé en Syrie une période de réformes économiques et politiques.

Lors de la cérémonie de serment, il a promis « la clarté et la transparence ». Des prisonniers politiques ont été relâchés, la première revue de caricatures syrienne a vu le jour, des réunions politiques ont été organisées pour réclamer plus de libertés politiques, des réformes économiques ont été entreprises. Cette période d'ouverture a été qualifiée de « Printemps de Damas ». Les rapports avec la Turquie ont été revisités.

À l'international, Assad, dans l'objectif de consolider sa place face au camp israélo-américain, s'est engagé à renforcer ses relations régionales, notamment son alliance avec l'Égypte, l'Arabie Saoudite et l'Iran aussi bien qu'avec la Jordanie et le régime de Saddam Hussein en Irak. Damas a également opté pour une ouverture vers l'Europe. Depuis 1995, la Syrie était déjà intégrée dans le processus de Barcelone, le cadre de coopération Euro-méditerranéenne. Étant le seul pays de la région à ne pas avoir conclu un accord d'association avec l'UE, cette intégration était importante et valait comme indicateur de sa volonté d'engager un rapprochement avec l'UE.

Cet engagement s'inscrivait dans une politique plus large d'ouverture et d'intégration dans le système économique international car la Syrie a également, en 2001, posé sa

¹²⁹ Benli Altunışık, Meliha & Tür, Özlem, *op.cit.*, p. 238.

¹³⁰ *Ibid.*, p. 239.

candidature pour adhérer à l'Organisation Mondiale du Commerce, candidature suspendue par le veto américain jusqu'en 2010. Dans le cadre de la libéralisation économique, la loi interdisant aux citoyens syriens de disposer de dollars américains a été abolie, les taux de change des devises ont été harmonisés, l'impôt rétroactif sur les retraits des comptes bancaires a été supprimé¹³¹.

En 2000, la Syrie a autorisé l'entrée des banques étrangères dans son secteur bancaire nationalisé depuis 1960. La nationalisation du secteur bancaire avait mis fin aux prêts internationaux. Cela pesait lourdement sur les perspectives de développement économique. Depuis l'initiative de libéralisation du secteur bancaire, British Arab Commercial Bank, Bank of Beyrouth and the Arab Countries, Banque Crédit Libanais et British Bank of the Middle East ont candidaté pour émettre les licences bancaires. Les relations avec la Banque Mondiale ont repris depuis 1998 lorsque la Syrie a décidé de payer les 500 millions de dollars de prêt qu'elle avait reçus dans les années 1960.

Fin 2000, la Syrie a signé un accord avec l'Allemagne pour reconduire le remboursement de ses dettes et la Banque Européenne d'Investissement a débloqué trois prêts de l'ordre de 210 millions d'euros pour la mise en place des projets en matière d'électricité. En 2002, elle lui a accordé un prêt de 165 millions d'euros pour l'approvisionnement en équipements médicaux. D'autres prêts de l'ordre de 45 millions d'euros pour l'aménagement du port de Tartous et de 20-25 millions d'euros pour le développement des PME commerciales ont été également accordés¹³².

L'ouverture de l'économie syrienne portait surtout sur les secteurs des infrastructures, de la finance et du tourisme. Les opportunités dans l'infrastructure concernaient les projets de grande envergure tels que la modernisation des transports, des routes, des systèmes ferroviaires et des ports. Avec le secteur bancaire, le marché des assurances, qui était sous le monopole d'État, a été ouvert aux investisseurs étrangers en juin 2005. Des investissements étaient

nécessaires dans les réseaux de télécommunication, surtout pour Internet. Le secteur du tourisme attirait les investissements en matière de construction d'hôtels, de centres de loisir et surtout de modernisation des dispositifs d'hôtellerie qui s'adressaient aux classes moyennes. L'agriculture qui constituait 35 % de l'économie syrienne, surtout les systèmes d'irrigation, était également à moderniser¹³³. En 2007, une nouvelle loi d'investissement est entrée en vigueur pour permettre la création d'entreprise sans partenaire syrien et de rapatrier ses dividendes ou les capitaux investis en cas de vente. Une Agence nationale d'investissement (SIA) a été créée sous l'autorité du Premier ministre. L'attribution de concessions et l'ouverture au privé de nombreux secteurs non stratégiques, le développement de zones franches et de cités industrielles étaient destinés à attirer les entreprises étrangères¹³⁴.

Afin de mener à bien ce train de réformes économiques, Assad a incité Gassan El Refai, ministre de l'Économie et du commerce étranger syrien, à quitter ses fonctions à la Banque Mondiale (BM) et à revenir dans son pays, à l'instar de Kemal Derviş à qui le Premier ministre de l'époque, Bülent Ecevit, avait demandé de quitter ses fonctions à la BM après la plus grande crise économique de l'histoire de la Turquie en 2001 afin de conduire des réformes économiques. El Refai a défini ses objectifs comme la libéralisation de l'économie syrienne et son ouverture à la concurrence mondiale. Il attribuait à la Turquie un rôle essentiel dans l'évolution de l'économie syrienne : « *La Turquie est pour nous la clé de la porte de l'Europe. Les relations turco-syriennes vont consolider le potentiel d'une région qui lie l'Europe, en passant par la Turquie, au Liban et à la Jordanie* »¹³⁵.

¹³¹ Charles, Olivier, « Coming from the cold », *Euromoney*, London, nd., No. 378, p. 22.

¹³² *Middle East Intelligence Bulletin*, Février 2002.

¹³³ *Syria Business opportunities & territorial marketing*, Avril 2004.

¹³⁴ En revanche, cette libéralisation était loin de rassurer les investisseurs occidentaux en raison de l'absence d'une politique de libéralisation cohérente et clairement définie. Elle se heurtait à une culture d'État assez bureaucratique et centralisée et à l'absence d'un environnement adapté aux besoins des entreprises modernes, comme par exemple l'accès à l'Internet rapide. *La Carte des investissements en Méditerranée*, Invest in Med, Etude n°7, Octobre 2009, disponible sur www.invest-in-med.eu.

¹³⁵ Ferai Tınç, *Hürriyet*, 17 mai 2002.

Le rapprochement entre la Turquie et la Syrie prend donc son sens dans la perspective de Bachar al-Assad d'intégrer le système international. C'est dans ce contexte de libéralisation économique et d'ouverture au monde que les élites syriennes ont décidé de changer de perspective vis-à-vis de la Turquie en faveur d'une réconciliation. Les élites militaires et politiques turques ont bien reçu cette initiative parce qu'elles y voyaient surtout une opportunité de coopération en matière de sécurité, qui était encore la priorité de l'État turc au Moyen-Orient en 2000. Le développement des relations avec la Syrie correspondait à la politique régionale du gouvernement de Bülent Ecevit (1999-2002). Le ministre des Affaires étrangères du gouvernement de coalition DSP-MHP-ANAP¹³⁶, İsmail Cem, prônait le développement des relations avec les pays voisins en revalorisant l'identité eurasiennne de la Turquie. Le rapprochement avec la Syrie a également été envisagé comme une étape propice pour renouer les liens avec les pays arabes et pour accentuer le rôle de la Turquie au Moyen-Orient¹³⁷.

b) La guerre en Irak et les inquiétudes communes

Après les attaques du 11 septembre 2001, la Syrie a été désignée par les États-Unis comme un des pays soutenant le terrorisme sur la liste des « pays du mal », mais ceux-là n'en ont pas moins continué à collaborer en coulisses avec le régime d'Assad. La Syrie était soupçonnée, selon les sources israéliennes, de donner son appui au Hamas, au Hezbollah et au Jihad islamique. La participation de Bachar al-Assad au sommet de la Paix à Charm-El-Cheikh en 2002¹³⁸ témoignait pour l'administration de

Bush de ce soutien. Le Parlement américain avait voté des sanctions contre la Syrie en raison de son soutien aux groupes terroristes et avait interdit les exportations vers la Syrie, à l'exception de celles de médicaments et de nourriture, ainsi que toute importation en provenance de Syrie. Les activités des entreprises américaines en Syrie étaient interdites et les avions syriens n'étaient plus autorisés à traverser la zone aérienne américaine. Les États-Unis demandaient comme condition pour annuler les sanctions, le retrait des 20 000 soldats syriens du Liban, l'interdiction du passage illégal d'hommes et d'armes vers l'Irak et la fin des efforts de développement d'armes de destruction massive¹³⁹.

La politique américaine au Moyen-Orient a porté atteinte à la politique d'ouverture syrienne de la Turquie. Le début de la guerre en Irak en 2003 et la seconde *intifada*, qui a éclaté en 2004, ont eu pour effet d'interrompre le processus de libéralisation en Syrie. Des restrictions ont été imposées sur la presse et les libertés civiles. La loi sur les banques privées, promise comme une priorité, n'a pas été mise en vigueur : Assad a radicalement changé de discours et a jugé les banques privées comme nuisibles à l'économie nationale. Il a adopté une position anti-israélienne plus intransigeante et radicale que celle de son père.

À la veille de la guerre en Irak, la Syrie, alors membre temporaire du Conseil de Sécurité, a voté pour la résolution 1441 de l'ONU (du 8 novembre 2002) qui exigeait le désarmement de l'Irak. Toutefois, elle ne voulait pas des États-Unis comme voisin après l'invasion de l'Irak et se méfiait du gouvernement de Bush désireux de changer les régimes au Moyen-Orient. Le démantèlement territorial de l'Irak qui ouvrait la porte à la création d'un État kurde autonome inquiétait le pouvoir syrien peu réconcilié avec sa propre population kurde (environ 9 % de la population syrienne). L'hypothèse de démantèlement de l'Irak n'enchantait pas non plus le pouvoir turc, non pacifié avec une partie de sa population kurde. La guerre en Irak donc a fait

¹³⁶ Parti Démocrate de Gauche (DSP), Parti d'Action Nationaliste (MHP), Parti de la Mère Patrie (ANAP).

¹³⁷ Benli Altunışık, Meliha & Tür, Özlem, *op. cit.*, p. 240.

¹³⁸ C'est une réunion de pourparlers égypto-syriens afin de définir une position commune du monde arabe sur le conflit israélo-palestinien. Le prince héritier saoudien, Abdullah ben Abdel Aziz a rejoint par la suite le Président Hosni Moubarak et le Président Bachar al-Assad qui ont demandé le retrait des forces israéliennes des territoires pales-

—
tiniens et des hauteurs du Golan Syrien et du secteur libanais des Fermes de Sheba. Ils ont appelé G. W. Bush à « arrêter la volonté des Israéliens de lancer des actions militaires dans la bande de Gaza ».

¹³⁹ *Hürriyet*, 17 octobre 2003.

émerger des intérêts communs turco-syriens pour l'unité territoriale de l'Irak et la stabilité territoriale de la région. D'ailleurs ces inquiétudes ont été confirmées en mars 2004 lorsque des violences intercommunautaires kurdo-arabes – qui ont fait au moins 14 morts, tous Kurdes, et des dizaines de blessés – sont survenues dans la province de Kameshli, en Syrie, à l'occasion d'un match de football. La situation en Irak a été considérée comme le détonateur de ce conflit qui a créé une vive tension dans plusieurs villes du nord-est du pays¹⁴⁰. Le risque de débordement des événements sur le sol turc a aussitôt été anticipé par Ankara, et des précautions en matière de sécurité ont été renforcées dans les postes de sécurité de la zone frontalière.

La Syrie soupçonnait Israël de vouloir encourager la fondation d'un État kurde au nord de l'Irak et redoutait qu'il y achète des terres pour conduire des activités de renseignement sur Damas et Téhéran¹⁴¹. Du côté de la Turquie, à partir de 2004 R.T. Erdoğan a formulé des critiques vis-à-vis de l'État israélien, suite à l'assassinat du Cheikh Yasin, leader du Hamas, par Israël le 21 décembre 2004 et à l'incendie des maisons de 200 Palestiniens en Cisjordanie et à Raffa. R.T. Erdoğan a même qualifié ces événements de « terrorisme d'État ». De plus, en février 2006 la Turquie a accueilli le président du Hamas, Khaled Mechaal. Ce dernier était recherché par Israël comme « terroriste », car il ne reconnaissait plus les accords passés avec Israël et lui refusait tout droit d'exister comme État. Malgré les tentatives de la Turquie de justifier cette visite comme une occasion de « transmettre les exigences de la communauté internationale » au Hamas, parti victorieux aux élections pour le Conseil législatif palestinien du 26 janvier 2006, cette visite a placé la Turquie au centre des critiques émanant non seulement d'Israël mais aussi des pays occidentaux. Cet événement qui a refroidi les relations turco-israéliennes a renforcé le rapprochement de la Turquie avec les pays arabes et notamment avec la Syrie.

¹⁴⁰ *Le Monde*, 15 mars 2004.

¹⁴¹ Orhan, Oytun, « Kuruyunca Sula, Uzayınca Buda: Suriye'nin Kuzey Irak ve Kürt Politikası », *Stratejik Analiz Dergisi*, 2007, No 86, p. 58.

La politique ferme des États-Unis devenus le voisin irakien de la Syrie à partir de 2003 a créé un sentiment d'encerclement par l'alliance américano-israélienne. Le rapprochement avec Ankara s'est donc présenté comme une stratégie opportune pour sortir de cet isolement. Du 6 au 8 janvier 2004, Bachar al-Assad a été le premier Président syrien à se rendre en visite officielle en Turquie. Cette visite, mal perçue par l'administration Bush, manifestait l'opposition des politiques turque et américaine vis-à-vis de la Syrie après les attaques du 11 septembre : alors que la Turquie, ayant résolu son problème principal avec la Syrie – le PKK –, promouvait un rapprochement politique avec le régime d'Assad et l'approfondissement des rapports économiques, l'administration Bush suivait une politique rigide et cherchait un changement de régime en Syrie.

L'assassinat de Rafik Hariri et l'isolement de la Syrie

L'assassinat de Rafik Hariri le 14 février 2005 a accentué l'isolement de la Syrie par rapport à la communauté internationale. Cet événement a entraîné une vague de contestation inédite contre l'influence de Damas au Liban, héritage de la guerre civile (1975-1990). En effet, 17 000 soldats syriens étaient stationnés au Liban depuis la fin de cette guerre civile. Saad Hariri, qui a repris l'héritage politique de son père au lendemain de sa mort, a ainsi publiquement mis en cause, avec l'appui par les États-Unis et la France, l'implication de la Syrie dans l'attentat du 14 février. Les États-Unis et l'UE critiquaient les efforts de Damas pour faire reconduire le Président Emile Lahoud pour trois ans à la tête du pays, au prix d'une modification de la Constitution libanaise, qui ne permettait pas un nouveau mandat.

Dès le lendemain de cet assassinat, le Conseil de Sécurité de l'ONU a demandé au Secrétaire Général Kofi Annan un rapport sur les circonstances de la mort de Hariri et a voté pour le retrait des troupes syriennes du Liban. La résolution du Conseil s'inscrivait dans le cadre d'un bras de fer qui opposait Washington et l'Union européenne à la Syrie au sujet du maintien au pouvoir du président libanais, Lahoud.

Le rapport d'investigation Mehlis commandé par l'ONU et publié en décembre 2005 a confirmé l'implication de la Syrie dans

l'assassinat de Hariri pour des motifs politiques. L'assassinat de Rafik Hariri, un protégé de l'Arabie saoudite où il avait fait fortune, a également produit une crise dans les relations saoudo-syriennes. La Syrie s'est donc trouvée être la cible des critiques à la fois de l'Occident et des pays arabes qui avaient des liens avec la famille Hariri et favorisaient les Sunnites au Liban. Elle a alors adopté une politique d'apaisement en direction de l'Occident et une politique de rapprochement avec les pays de sa région. À partir de début 2006, Damas a engagé une politique de retrait systématique de son armée du territoire libanais, de ses soldats laissés à Beyrouth et dans la vallée de la Bekaa. Le retrait de son armée du Liban, le blocage des insurgés aux frontières syro-irakiennes et la reconsidération des pourparlers avec Israël faisaient partie de cette tentative pour réacquiescer la confiance des pays occidentaux.

D'autre part, la Syrie a cherché à développer ses alliances régionales. Pour Assad, perturbé par son encombrant voisin en Irak, et pour l'Europe, le rapprochement avec la Turquie présentait un choix rationnel¹⁴² pour deux raisons. La Turquie proposait un appui précieux pour entamer un dialogue avec les États-Unis et l'Europe. Ce rapprochement apportait également des avantages économiques à la Syrie qui avait perdu son marché irakien après la guerre, une partie de ses revenus après la fermeture du pipeline de Kerkouk-Banyas ainsi que ses revenus en provenance de l'Occident suite à l'embargo américain en vigueur depuis 2003. Enfin, l'assassinat de Hariri avait coupé le flux de capital provenant des pays du Golfe¹⁴³. La survie économique de la Syrie était donc très fortement dépendante du capital iranien. Le pays s'est trouvé confronté à une forte croissance démographique, au déclin des ressources pétrolières et donc à la nécessité de trouver de nouveaux produits d'exportation remplaçant le pétrole. La balance commerciale est même devenue négative à partir de 2007¹⁴⁴. Aussi, la coopération économique avec la Turquie

signifiait-elle donc une issue de secours pour la Syrie.

En revanche, la candidature de la Turquie à l'UE, son affiliation à l'OTAN et son alliance privilégiée de longue date avec les États-Unis étaient des sources d'inquiétude pour la Syrie qui savait que la Turquie s'allierait sûrement avec l'Occident en cas de confrontation entre la Syrie et les États-Unis.

Par contre, le refus par l'Assemblée Nationale de Turquie de la motion du 1^{er} mars 2003 autorisant le passage des troupes américaines sur le sol turc en vue d'une éventuelle attaque en Irak, les orientations religieuses du gouvernement de l'AKP, la volonté de se rapprocher des pays du Moyen-Orient et les critiques vis-à-vis d'Israël avaient contribué à rassurer les autorités syriennes et à améliorer l'image de la Turquie dans l'opinion publique syrienne.

Les opinions publiques turque et syrienne étaient fortement opposées à l'invasion de l'Irak par les troupes américaines et ce sentiment anti-américain rapprochait la Turquie de la Syrie. Après la chute de Saddam, cette dernière a soutenu le mouvement de résistance irakien et a donc davantage attiré les foudres américaines. En décembre 2003, le Congrès américain a promulgué une loi anti-syrienne (*Syria accountability act*) en raison de son soutien au terrorisme, de son occupation au Liban, de son programme de développement d'armes de destruction massive et de son importation illégale de pétrole irakien. La politique anti-syrienne des États-Unis se manifestait également en rapport avec la démocratisation du Moyen-Orient. La ministre des Affaires étrangères américaine, Condoleezza Rice, a défini la Syrie, le 15 février 2005, comme « une des dernières forteresses de la tyrannie au monde ». Face à cette pression sur la Syrie, certains intellectuels turcs se sont mobilisés pour organiser « l'initiative de Conférence de l'Orient », le 1^{er} mars 2005, jour anniversaire du vote du Parlement turc contre la politique américaine au Moyen-Orient, « en vue d'affirmer, dit Nuray Mert, journaliste et intellectuelle turque, notre solidarité avec le peuple syrien et pour refuser toute tentative d'occupation »¹⁴⁵. Ce soutien a été confirmé au plus haut niveau grâce à la visite du Président de la République, Ahmet Necdet Sezer à Damas

¹⁴² Benli Altunışık, Meliha & Tür, Özlem, *op. cit.*, p. 244.

¹⁴³ Oytun, Orhan, « Cumhurbaşkanı Abdullah Gül'ün Şam ziyareti ışığında Türkiye-Suriye İlişkileri », *Ortadoğu Analiz*, Juin 2009, Vol. 1, No. 6, p. 44.

¹⁴⁴ *La carte des investissements en Méditerranée*, *op. cit.*, p. 134.

¹⁴⁵ *Hürriyet*, 25 février 2005.

en avril 2005. Assad y a vu une preuve de solidarité vis-à-vis des États-Unis et ses doutes concernant le rapprochement avec la Turquie se sont estompés.

c) L'arrivée de l'AKP au pouvoir et l'intégration au Moyen-Orient

Le processus de rapprochement inauguré par la participation du Président de la République turc, Ahmet Necdet Sezer, à la cérémonie d'enterrement d'Hafez al-Assad le 13 juin 2000 s'est confirmé grâce à une intensité de visites des délégations économiques et politiques et à la signature de multiples accords.

Les premières visites ont indiqué les domaines de coopération prioritaires : la sécurité et le commerce. Lors de la visite à Ankara du Secrétaire Général des forces armées syriennes, Hasan Turkmani, un accord sur la coopération technique et scientifique et en matière de formation militaire a été signé le 19 juin 2002¹⁴⁶. La volonté de coopération en matière de défense a été un tournant dans les relations entre les deux pays. Elle témoignait du changement d'approche et de perspective entre deux États : les relations turco-syriennes n'étaient plus perçues en termes de conflit et de menace mais en tant que ressources stratégiques et opportunités de coopération. Cette perspective a trouvé l'appui de l'opinion publique des deux pays. « La Turquie permettra à la Syrie de se rapprocher des États-Unis et la Syrie permettra à la Turquie de nouer davantage des relations avec les pays arabes », disait le journaliste Mohammad Elamavut dans un article publié le 30 mai 2002 dans le quotidien londonien pro-saoudien *Al-Hayat*. Le pragmatisme et la prise en compte prioritaire des intérêts politiques et économiques semblaient dès lors devoir réguler les relations.

Le développement du commerce a été dès le départ une priorité. Pour relancer les échanges entre les deux économies, un « salon des produits d'exportation turcs » a été organisé en juin 2002 à Alep. Une délégation importante y était présente : des membres du conseil d'administration de l'Union des Chambres et des Bourses de Turquie (TOBB), des présidents de 50 chambres de commerce et d'industrie et

de bourses, 170 hommes d'affaires, des députés de Gaziantep, des maires, des scientifiques et des bureaucrates. Pour le Président de TOBB, Rifat Hisarcıklioğlu, ce salon était « le symbole de la paix entre la Turquie et ses voisins car le commerce est l'instrument principal de la paix durable. »

En conformité avec l'accord d'Adana de 1998, la Turquie a entamé en 2002 un lourd programme (formation du personnel, déblocage de fonds de l'ordre de 17 000 milliards de livres turques) en vue de déminer le territoire à la frontière syrienne. Cette décision marque la fin de relations conflictuelles très anciennes. En 1952, la Turquie avait nationalisé, vidé les terres agricoles et miné un territoire de 3,5 millions d'hectares à des fins sécuritaires et pour empêcher le passage de la contrebande provenant de la Syrie. Les responsables ont été convaincus de l'inutilité de ces mines, désormais perçues comme un obstacle au rapprochement comme le gouverneur de Kilis, Tefvik Başakar, l'affirmait : « *Je ne vois pas d'intérêt à exclure ce territoire de l'économie* ». L'apaisement relatif du côté de la guérilla kurde du PKK a par ailleurs joué dans la reconsidération du dossier des mines anti-personnelles.

En effet, ces propos résument le changement de perspective de la conduite turque des relations avec la Syrie : les intérêts économiques étaient désormais le leitmotiv de la collaboration. Il s'agissait alors d'une « désécurisation » des relations avec la Syrie, les questions qui étaient auparavant perçues dans une optique sécuritaire étaient désormais transférées dans l'espace politique « normal » et assujetties au débat public¹⁴⁷. Cette transition s'est clairement manifestée dans les discours des responsables politiques : alors que jusqu'à l'Accord d'Adana, les propos concernant les relations avec la Syrie soulignaient les menaces pour la sécurité nationale comme les revendications territoriales sur le Hatay ou le soutien du régime syrien au PKK, les discours d'après 2000 ont systématiquement renvoyé aux affinités culturelles entre les deux États, à l'amitié et aux liens de famille entre les deux peuples,

¹⁴⁶ *Turkish daily news*, 20 juin 2002.

¹⁴⁷ Aras, Bülent & Karakaya Polat, Rabia, « From Conflict to Cooperation: Desecuritization of Turkey's Relations with Syria and Iran », *Security Dialogue*, 2008, Vol. 39, p. 498.

tout autant qu'à l'importance stratégique de cette alliance pour la paix dans la région.

La *désécurisation* de la diplomatie turque s'explique également par la perspective d'adhésion à l'Union Européenne.

i) L'effet Union Européenne

La transformation de l'approche d'Ankara vis-à-vis de la Syrie – d'une logique sécuritaire vers une logique commerciale – est fortement influencée par le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne. L'adoption des critères de démocratisation de 1999 à 2004 pour l'ouverture des négociations d'adhésion a considérablement changé le rôle de l'armée dans la prise de décision politique et l'importance des considérations sécuritaires a été reconsidérée dans la formulation de la diplomatie turque. La perspective turque d'adhésion a fortement contribué à l'amélioration des relations également du point de vue syrien. Engagée dans un processus de rapprochement institutionnel avec l'UE, la Turquie, semblait pouvoir promettre à la Syrie des pistes de coopération économique avec l'UE et des voies de rapprochement politique avec les pays européens. La Turquie, appuyée par l'UE, devenait un acteur vis-à-vis duquel aucun pays de la région ne pouvait rester indifférent. Désormais, les élites turques comme les élites syriennes soulignaient la prééminence de la collaboration économique et exaltaient les affinités socio-culturelles entre les deux peuples.

ii) L'influence de la nouvelle diplomatie turque

La politique turque de réintégration au Moyen-Orient s'institutionnalise après l'arrivée au pouvoir du Parti de la Justice et du Développement le 3 novembre 2002, sous forme d'une diplomatie de « zéro problème avec les voisins », théorisée par le conseiller au gouvernement d'Erdoğan et ministre des Affaires étrangères depuis 2009, Ahmet Davutoğlu. Cette approche diplomatique s'inscrit dans une nouvelle vision de la politique étrangère fondée sur le concept de « profondeur stratégique »¹⁴⁸. Celui-ci repose sur l'élargissement des paramètres du positionnement de la Turquie et

l'approfondissement des diverses possibilités d'engagement dans un monde globalisé¹⁴⁹.

À partir de son arrivée au pouvoir et surtout après la deuxième victoire législative en 2007, la Turquie de l'AKP s'est lancée dans un activisme diplomatique au Moyen-Orient, dans les Balkans et en Afrique, au niveau des gouvernements aussi bien que de la « société civile ». Ainsi, sur le dossier du conflit israélo-palestinien, elle s'est proposée de jouer l'intermédiaire entre la Syrie et Israël ; elle s'est aussi proposée comme médiatrice entre l'Iran et l'Europe ou les États-Unis ; elle a envoyé des troupes en mission pour l'OTAN en Afghanistan ; elle a contribué aux forces de l'ONU au Liban et elle a resserré les liens diplomatiques et économiques avec les pays arabo-musulmans et particulièrement l'Iran, l'Irak et la Syrie¹⁵⁰.

Par-là, elle s'est donc créée un « bassin géopolitique », au sein duquel elle a développé cet activisme très volontariste. Celui-ci a été interprété, étant donné la tendance islamique du gouvernement de l'AKP, comme une volonté de revivalisme de l'hégémonie ottomane, en vue de consolider la place de la Turquie en tant que puissance régionale ; l'influence recherchée sur les anciens territoires de l'Empire ottoman ne s'exerçant pas en dépit de ses alliances occidentales.

Or cette politique extérieure se présente en parfaite continuité avec l'ambition kémaliste de consolider la place internationale de la Turquie comme un « pont entre l'Orient et l'Occident », en valorisant sa place géostratégique¹⁵¹. L'activisme régional du gouvernement de R.T. Erdoğan apparaît en outre comme le prolongement de la diplomatie de l'ancien Président de la République Turgut Özal au

¹⁴⁹ Pour une analyse de cette politique étrangère voir Groc, Gérard, « Une nouvelle diplomatie turque. Présentation critique de la doctrine Davutoğlu à partir de son livre, *Profondeur stratégique*, et de quelques autres textes », *Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique*, IRIS, 8 décembre 2011.

¹⁵⁰ Parlar Dal, Emel, « Entre précaution et ambition : le « *néo-ottomanisme* » de la nouvelle politique extérieure de l'AKP en question », dans Kaya, Uğur (dir.), *Dynamiques contemporaines en Turquie - Ruptures, Continuités, Eurorient* hors série, Paris, l'Harmattan, 2010, p. 43.

¹⁵¹ *Ibid.*, p. 37.

¹⁴⁸ Davutoğlu, Ahmet, *Stratejik Derinlik*, Istanbul, Küre Yay. 2001.

Moyen-Orient. Ce dernier en effet avait su tenir compte des rapports de force régionaux bouleversés après la Guerre de Golfe en 1990 pour réintroduire la Turquie dans le jeu régional, une diplomatie qui avait déjà alors été catégorisée comme « néo-ottomane »¹⁵². En revanche, force est de constater la différence entre cette diplomatie et l'activisme régional de l'administration Erdoğan : alors que l'activisme régional d'Özal était en réalité orienté essentiellement vers la consolidation des relations d'Ankara avec les États-Unis, l'administration Erdoğan a mis en œuvre une politique moyen-orientale à part entière qui a ses propres objectifs et dynamiques¹⁵³.

Cette diplomatie, souvent qualifiée de néo-ottomanisme, consiste à revaloriser les éléments historiques, culturels et religieux que la Turquie pense avoir en commun avec les pays de sa région. Les progrès économiques et l'affirmation du complexe militaro-industriel turc tout au long des années 1990, le déclin économique et militaire observé chez ses voisins, tels que la Syrie, l'Iran, l'Irak et la Russie¹⁵⁴, l'établissement de la Région autonome du Kurdistan au nord de l'Irak en 2005 ont stimulé et donc expliquent l'implication plus active de la Turquie dans son bassin géopolitique.

L'administration Erdoğan a privilégié le développement des relations avec les pays arabo-musulmans et dans cette perspective les affinités islamiques ont été revalorisées dans les engagements, dans les discours et dans le sens attribué aux actions, ce qui alimente l'hypothèse d'une islamisation de la politique étrangère turque. Or, les faits témoignent de l'influence du pragmatisme politique au service d'intérêts socio-économiques.

iii) La coopération économique d'abord

Selon l'approche de la « profondeur stratégique », l'amélioration des relations avec la Syrie signifie la normalisation des relations de voisinage. Ce changement de paradigme

s'est produit lorsque la Turquie a commencé à se conduire en « État commerçant » (*trading state*), c'est-à-dire quand elle a commencé à construire sa politique étrangère en fonction de considérations économiques¹⁵⁵. En 1975, le commerce extérieur constituait 9 % du PIB turc, soit 6,1 milliards de dollars en valeur absolue, alors qu'en 2011 ce taux s'élevait à 49 %, soit 376 milliards de dollars. L'économie turque fait dès lors figure d'économie stable et développée dans l'ensemble afro-eurasien. Le PIB turc est plus important que la totalité des PIB des autres pays du Moyen-Orient¹⁵⁶ et les produits turcs disposent d'une forte compétitivité dans les pays voisins, surtout dans ceux avec lesquels elle a conclu des accords de libre-échange.

Les investissements turcs dans des pays voisins comme la Russie, la Géorgie, l'Irak et la Syrie se sont considérablement développés : ils sont passés de 900 millions de dollars en 2001 à 6,258 milliards de dollars en 2011¹⁵⁷. Les entreprises turques participent activement à des appels d'offres pour la modernisation des infrastructures – aéroports, autoroutes, ponts, tunnels, hôtels, centres commerciaux, logements – dans les pays voisins. La Turquie a relancé, avant l'éclatement des « printemps arabes », ses relations économiques avec les pays du sud et de l'est de la Méditerranée, en vue de diversifier ses partenaires commerciaux et ses produits d'exportation¹⁵⁸. Ainsi, avant la fin des années 1990, la Syrie importait de Turquie surtout des biens intermédiaires, notamment des huiles végétales, des fils synthétiques, du fer, de l'acier et du ciment. Après le réchauffement des années 2000, l'importation des produits chimiques et des machines a progressé en valeur.

¹⁵² *Ibid.*, p. 44.

¹⁵³ *Ibid.*

¹⁵⁴ Hale, William, « Turkey and the Middle East in the "New Era" », *Insight Turkey*, 2009, Vol.11, No. 3, p. 145.

¹⁵⁵ Kirişçi, Kemal, « The EU, Turkey, and the Arab Spring: Challenges and Opportunities for Regional Integration », *Global Turkey in Europe*, Working Paper 1, nd., p. 3.

¹⁵⁶ Renda, K. Kaan, « Turkey's Neighbourhood Policy: Developing a World Complex Interdependence », *Insight Turkey*, 2011, Vol.13, No. 1, p. 106.

¹⁵⁷ *Central Bank of the Republic of Turkey Statistics*, disponible sur : <http://evds.tcmb.gov.tr/yeni/cbtuk.html>

¹⁵⁸ Kirişçi, Kemal, *op. cit.*, p. 6.

Lors de sa première visite en Turquie les 7-8 janvier 2004, Bachar al-Assad a mis en avant le développement de la collaboration économique entre les deux pays. Le conflit historique sur la province de Hatay semblait même avoir été résolu dans le cadre des accords économiques. Assad en signant les accords économiques avait comme implicitement reconnu l'appartenance du Hatay à la Turquie. Ainsi le département, qui a été depuis les années 1930 une terre de conflit, s'est transformé en une zone de commerce. Les deux parties ont décidé d'établir une zone de libre-échange près des postes-frontières. Les accords ont prévu l'abolition de la double imposition et l'encouragement réciproque des investissements. Cette visite a été présentée dans les médias syriens et turcs comme une « visite historique ». Assad étant accompagné par sa femme et ses enfants, cette visite officielle a été également interprétée comme une rencontre amicale entre les gouvernants des deux pays. Lors de cette visite Assad a rencontré les acteurs de l'économie turque, le ministre d'État chargé de l'Économie, Kürşat Tüzmen, les responsables du DEİK, du TOBB, du MÜSİAD et une quarantaine d'hommes d'affaires. Ces rencontres ont donné naissance au « Forum des Affaires du Levant » avec la participation des représentants libanais, jordaniens et syriens dans l'objectif de consolider l'intégration économique régionale. Assad a déclaré les portes de la Syrie grandes ouvertes aux investisseurs et hommes d'affaires turcs en autorisant la délivrance de visas d'un an aux postes frontières. Ceci a été mis en pratique le 13 janvier 2004 sur présentation de l'attestation de la Chambre de commerce et d'industrie à laquelle ils sont affiliés. La coopération économique dans la région s'est accompagnée d'une politique d'assouplissement des frontières. Cette ouverture des frontières a considérablement intensifié la circulation des personnes, des services et des biens. La circulation a même été entièrement libéralisée avec la Syrie en 2009.

iv) La promotion de la démocratie

La diplomatie de « zéro problème avec les voisins » appuyée par la politique d'investissement économique s'accompagne d'un troisième élément : la promotion de la démocratie et du développement dans la région

moyen-orientale. À partir des attaques du 11 septembre, la Turquie a été proposée par les États-Unis aux régimes autoritaires arabes comme un modèle de démocratisation et de développement économique en concordance avec la religion islamique. L'administration Erdoğan, en tant que porteuse de la formule islam-développement économique-modernisation a pleinement orchestré ce rôle de « grand frère » dans le Moyen-Orient et s'y est donc engagée au niveau gouvernemental et par les organisations d'aide et de solidarité. L'Agence Turque pour la Coopération et la Coordination (TİKA) qui existe depuis 1992 – organisme officiel destiné à créer et conduire des projets de développement dans les domaines de l'économie, de la santé et de l'éducation, de l'habitat et des infrastructures – a été réactivée. La large communication publique de ces aides a permis d'améliorer fortement l'image de la Turquie comme pays ami et pourvoyeur d'aide.

d) La reconfiguration des alliances politiques en Méditerranée orientale

La politique d'ouverture d'Assad et la politique de « zéro problème avec les voisins » d'Erdoğan se rejoignent sur l'objectif de consolider leurs alliances régionales. Le rapprochement économique régional a offert à la Turquie de nouvelles opportunités pour prendre place dans la gouvernance des conflits régionaux. Ainsi, les pourparlers entre la Syrie et Israël, qui étaient suspendus en janvier 2000, ont fait objet de débats lors de la visite d'Assad en 2004. Le réchauffement turco-syrien a permis à Assad de reprendre ces négociations et à la Turquie de se proposer de jouer un rôle d'intermédiation avec Israël. Assad ainsi que le ministre des Affaires étrangères israélien, Silvan Shalom ont reçu positivement cette proposition. Le ministre de la Défense israélien, Saul Mofaz a été néanmoins plus réticent à un tel rapprochement en raison de l'appui de la Syrie au Hezbollah libanais et aux militants palestiniens¹⁵⁹. Les États-Unis ont pourtant positivement accueilli l'intermédiation de la Turquie, avec toutefois des réserves en rappelant à la Syrie ses obligations de respecter les résolutions des Nations unies n°1559 (adoptée en 2004, sur le retrait

¹⁵⁹ NTV, 14 février 2004.

de toutes les forces étrangères du Liban) et 1701 (en 2006, sur le conflit libano-israélien), de reconnaître le tracé de sa frontière avec le Liban, de nommer un ambassadeur à Beyrouth et de ne pas interférer dans les affaires libanaises¹⁶⁰. Toutefois, l'évolution des relations turco-israéliennes vers une tension visible à travers les critiques d'Erdoğan adressées à l'État juif en la personne de Shimon Peres au sommet de Davos en février 2009 et l'assaut d'Israël sur le navire turc, *Mavi Marmara*, qui transportait de l'aide humanitaire à Gaza, ont interrompu le projet de rapprochement triangulaire turco-syrio-israélien.

En parallèle, la Syrie s'est alliée à la Turquie sur la question chypriote. En octobre 2007, la Syrie a contribué à rompre l'isolement de la République Turque du Chypre du Nord (KKTC). Cette dernière s'est ouverte aux lignes maritimes syriennes : comme preuve de bonne volonté, un ferry est parti du port de Magosa en KKTC pour arriver au port de Lazkiye en Syrie. Selon l'accord signé entre deux États, la Syrie a reconnu le passeport de KKTC en tant que titre de voyage valide et s'est engagée à ne pas demander de visa aux citoyens chypriotes du Nord. Cette voie maritime a ouvert une brèche dans l'isolement de la KKTC qui envisageait d'attirer les touristes arabes dans ses casinos. Le comité syro-chypriote du transport maritime fondé à l'occasion a appelé à la poursuite d'une étroite coopération entre les deux parties dans le domaine du transport maritime. Ce comité a été à l'initiative de la signature de l'accord de coopération bilatérale dans les domaines de la lutte contre la pollution maritime, de la formation, de la recherche et du sauvetage. La possibilité de jumelage entre des ports syriens et chypriotes et la coordination des positions des deux parties au sein de l'Organisation maritime internationale ont été débattues¹⁶¹. Cette initiative de coopération s'est concrétisée sous forme de coopération scientifique sur l'environnement maritime, la pollution et le stock piscicole entre la Turquie, la Syrie, le Liban et le KKTC à partir de 2008. Les navires turcs ont mené une série de recherches le long des littoraux syriens. L'équipe était constituée de chercheurs et techniciens turcs et syriens. La Turquie, en

tant que tuteur économique, a assumé le coût du voyage maritime scientifique, de l'ordre de 250 000 dollars¹⁶².

L'Iran, qui considérait les relations entre Téhéran, Damas et Ankara comme un jeu à somme nulle, a suivi de près le rapprochement entre Ankara et Damas depuis 2000. Pour Téhéran, l'alliance avec Damas était stratégique pour équilibrer le camp turco-israélien. Le rapprochement turco-syrien l'inquiétait car il ne voulait pas se trouver seul face à l'alliance turco-israélienne. En parallèle, la Syrie poursuivait sa stratégie de rapprochement avec ses voisins. Pour assurer sa place dans l'équilibre régional, elle a signé en 2006 un Accord de sécurité commune avec l'Iran. En 2008, la société syrienne du gaz et la société nationale iranienne d'exportation du gaz ont signé à Damas un accord comportant les principes essentiels de l'élaboration d'un contrat pour l'achat par la Syrie de gaz à l'Iran en transitant par la Turquie. L'accord signé par le directeur de la société syrienne du gaz, Ali Abbas, et le vice-ministre iranien du Pétrole, Hussein Chirazi, a fixé à la fin 2009 le début de l'exportation du gaz iranien à la Syrie. À cette date furent achevées la mise en place du tronçon du gazoduc Alep-Cilicie et la connexion avec le réseau turc. En mai 2009, un mémorandum d'entente a été signé pour développer des projets communs dans le secteur de l'énergie, qui précisait que le gaz serait employé pour l'alimentation des usines et autres installations productives. Les quantités de gaz qui parviendraient à la Syrie contribueraient à soutenir les ressources énergétiques du pays. Ces projets étaient la concrétisation, selon les sources syriennes, de la volonté des deux pays de renforcer leurs liens économiques considérés comme « beaucoup moins développés que les relations politiques »¹⁶³. L'alliance stratégique

¹⁶² *Sana*, 15 février 2009.

¹⁶³ *www.syrie.net*, 9 mai 2009. La Syrie se positionne aux côtés de l'Iran depuis la guerre Iran-Irak éclatée de 1980. L'anti-occidentalisme, l'adversité avec l'Irak, la politique anti-israélienne, l'intérêt pour les chiites du Liban ont assuré la pérennité de cette alliance stratégique. Cette alliance se manifeste dans leur appui aux groupes comme le Hezbollah, le Hamas et le Jihad islamique. Ataman, Muhittin, « Suriye'de iktidar mücadelesi: Baas rejimi, Toplumsal talepler ve Uluslararası Toplum », *SETA Rapor*, Nisan 2012, p. 19-20.

¹⁶⁰ *Le Monde*, 13 juin 2008.

¹⁶¹ *Sana*, 12 janvier 2008.

perso-syrienne s'est renforcée depuis l'invasion de l'Irak en 2003 et surtout depuis la guerre entre Israël et le Hezbollah en raison d'une alliance chiite dans la région et a mis à mal les relations de la Syrie avec les pays sunnites¹⁶⁴.

En juillet 2011, afin de consolider sa place dans cet espace énergétique et politique, la Syrie a signé divers accords avec l'Iran, notamment un mémorandum d'entente pour la construction d'un gazoduc qui devrait relier, en 2016, le gisement iranien South Pars, le plus grand du monde, à la Syrie et à la Méditerranée¹⁶⁵. La Syrie est ainsi devenue le principal centre de stockage et de production en lien avec les réserves du Liban¹⁶⁶.

5) La Syrie, nouvelle terre d'investissement

Le développement des relations économiques est donc la clé du rapprochement entre la Syrie et la Turquie. Ce rapprochement économique s'explique par l'ouverture économique de la Syrie mais également par le redressement économique survenu en Turquie après la crise économique de 2001.

En février 2001, la Turquie a vécu la plus profonde crise de toute son histoire économique¹⁶⁷. Surgie en novembre 2000 suite aux déboires de la neuvième banque du pays, elle s'est approfondie en une crise économique générale à partir du février 2001. Elle a causé l'évasion fiscale, une crise des liquidités, une flambée des taux d'intérêt, une augmentation de l'inflation, une chute brutale de la bourse et une dépréciation de la livre turque. Après la crise, les entreprises profitant des subventions étatiques et engagées dans des activités rentières ont laissé leur place à des entreprises dynamiques, notamment des PME dans les

hinterlands des grandes métropoles comme Istanbul et Izmir aussi bien qu'en Anatolie. Ces entreprises industrielles et commerçantes qui bénéficiaient d'une forte compétitivité au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie centrale ont été agressives dans l'acquisition de ces nouveaux marchés¹⁶⁸. Les intérêts économiques ont fortement influencé la transformation de la perception sécuritaire de l'État turc pour sa région en faveur de celle d'un splendide marché à conquérir par les entreprises turques. L'arrivée d'Assad au pouvoir a commencé à satisfaire cette attente : la valeur des échanges commerciaux, de 750 millions de dollars en 2000 a dépassé un milliard de dollars en 2001¹⁶⁹.

Les gestes politiques et les alliances en matière de sécurité se poursuivirent après le « changement » de souverain de Syrie en vue d'éliminer tous les obstacles politiques ou juridiques au développement des relations commerciales dans la région. Lors de sa visite en Turquie en 2004, les premiers gestes d'Assad ont été une demande d'excuse pour « avoir fait des erreurs pendant la Guerre Froide » et la livraison par la Syrie de 59 militants du PKK. En 2004, la porte douanière de Nusaybin que la Syrie avait unilatéralement fermée pour des raisons de sécurité a été rouverte afin de faciliter la circulation des commerçants. En mars, le ministre turc en charge du commerce extérieur, Kürşat Tüzmen s'est rendu pour la première fois en Syrie avec 250 hommes d'affaires pour exploiter les premières possibilités de collaboration et d'investissement. En mai, il y est retourné, accompagné d'une délégation de plus de 400 personnes, dont 33 députés, 6 préfets et plus de 300 hommes d'affaires, de présidents de chambre de commerce et d'industrie¹⁷⁰. En juillet 2004, le Premier ministre syrien, Mohammed Naji al-Otari, s'est rendu à Ankara avec des ministres, des responsables de l'administration syrienne, le président de l'Union des Chambres de Syrie, les Présidents des

¹⁶⁴ *Ibid.*, p. 20.

¹⁶⁵ « Syrie : l'Iran vient au secours pour lutter contre une pénurie de pain », *Leblogfinance*, 30 décembre 2012.

¹⁶⁶ « La Syrie, centre de la guerre du gaz au Proche-Orient », *Égalité et réconciliation*, 17 mai 2012.

¹⁶⁷ Öniş, Ziya, « Beyond the 2001 Financial Crisis: The Political Economy of The New Phase of Neo-liberal Restructuring in Turkey », *Review of International Political Economy*, 2006, Vol. 16, No. 3, p. 409-432.

¹⁶⁸ Mustafa Kutlay, « Economy as the 'Practical Hand' of 'New Turkish Foreign Policy': a Political Economy Explanation », *Insight Turkey*, 2011, Vo. 13, No. 1, p. 67-88.

¹⁶⁹ *Suriye-Türkiye İlişkileri*, İHH İnsani Yardım Vakfı, disponible sur <http://suriye.ihh.org.tr/turkiye/turkiye.html>

¹⁷⁰ *Hürriyet*, 30 mai 2004.

Chambres de commerce de Damas et d'Alep. Les deux parties ont signé un accord sur le transport aérien dans et au-delà de leurs frontières et ont conclu un traité de coopération pour les autoroutes et les points de contrôle en Turquie et en Syrie¹⁷¹. Lors des visites officielles, l'objectif du développement des liens commerciaux encourageait les responsables économiques et politiques à redécouvrir les liens culturels, historiques, religieux et géographiques entre les deux pays. Les paroles de fraternité et l'évocation des « liens de sang » unissant les deux nations ont alors alimenté les discours des responsables d'État.

Le rapprochement économique entre la Turquie et la Syrie s'est doublé de la collaboration des sociétés civiles et des universités. Özel Çukurova Göz Hastanesi, un hôpital ophtalmologique privé à Adana, a entrepris une collaboration avec la Syrie en matière de traitement et de formation. L'hôpital a ouvert une clinique à Damas et a lancé un processus pour recevoir les patients syriens à Adana. Il a également accueilli un groupe d'ophtalmologues syriens pour une formation en Turquie en octobre 2004¹⁷². L'Université de Damas et la Fondation d'Etudes stratégiques et sociales du Groupe Marmara ont collaboré pour organiser des réunions sur « l'avenir des relations Turquie-Syrie » du 19 au 24 février 2005. Les responsables de la Fondation du Groupe Marmara¹⁷³, du Groupe d'Amitié interparlementaire Turquie-Syrie, des députés de l'AKP, du CHP ont constitué la délégation turque lors de ces réunions. Ce type de collaboration permettait d'approfondir le rapprochement entre les deux pays au niveau des sociétés et des personnes.

¹⁷¹ *Milliyet*, 13 juillet 2004.

¹⁷² *Başbakanlık*, Anadolu'nun Sesi, Décembre 2004.

¹⁷³ La « Fondation du Groupe Marmara » est issue d'une institution stambouliote (proche de la Chambre de Commerce d'Istanbul) créée en 1985, transformée en fondation en 1995. Elle fut pionnière dans l'exaltation de l'Eurasie, le dialogue des civilisations et la réflexion sur la redéfinition de la vocation internationale de la Turquie. Voir : <http://buyukkulupdergisi.com/roportaj/sivil-toplumdan-daha-fazlasi%E2%80%A6marmara-grubu-vakfi/> (dernière consultation : 1^{er} octobre 2013).

L'intégration économique s'est approfondie avec les initiatives locales de coopération commerciale. En octobre 2004, une délégation de la Chambre de commerce de Gaziantep présidée par le gouverneur de Gaziantep Lütfullah Bilgin, s'est rendue en Syrie et au Liban dans le cadre d'une visite commerciale. L'objectif de la délégation reçue au niveau du Premier ministre syrien Mohammed Naji al-Otari était d'accroître le commerce avec la Syrie pour ensuite investir dans cette région représentant un potentiel commercial de l'ordre de 15 milliards de dollars. L'accord de libre-échange signé lors de la visite d'Erdoğan à Damas en décembre 2004 et entré en vigueur en janvier 2007 fut l'instrument principal de l'intégration économique entre les deux pays. Cet accord a aboli les interdictions imposées sur les exportations syriennes et a réduit les droits de douane de 50 %.

L'évolution du commerce entre la Turquie et la Syrie

Année	Volume du commerce (millions de dollars)
2000	729
2001	744
2002	773
2003	824
2004	752
2005	823
2006	795
2007	1.174
2008	1.751
2009	1.753
2010	2.511

Source : Tür, Özlem, « The Political Economy of the Turkish-Syrian Relations in 2000s », *Ortadoğu Analiz*, Juillet-août 2011, Vol. 3, No. 31-32, p. 35.

En 2007, le commerce turco-syrien, qui était en 2000 de l'ordre de 720 millions de dollars a atteint une valeur de 1,174 milliards de dollars. Cette croissance résulte en grande partie du volontarisme politique du gouvernement d'Erdoğan pour lequel l'intégration commerciale dans la région moyen-orientale constituait une priorité et dont les responsables ont affirmé à plusieurs reprises l'objectif d'atteindre 5 milliards de dollars de commerce avec la Syrie.

La perspective d'intégration socio-économique a porté également ses fruits sur la résolution du problème des eaux. Août 2004 a représenté un tournant dans l'histoire du conflit sur les eaux : le ministre turc des Travaux publics, Zeki Ergezen, s'est rendu en visite en Syrie pour discuter du projet de construction d'un barrage sur l'Oronte et des autoroutes entre les deux pays¹⁷⁴. Erdoğan a annoncé, lors de sa visite en décembre 2004, que la Syrie pourrait désormais tirer plus d'eau et a proposé un soutien technique en vue de cet objectif. Pour lutter contre la désertification, il a été convenu d'attribuer l'eau du Tigre à l'agriculture en Syrie et d'augmenter les quantités d'eau de l'Euphrate au-delà de l'accord conclu entre les deux pays en 1987 (qui prévoyait un débit d'eau de l'Euphrate de la Turquie vers la Syrie à hauteur de 500 m³/seconde). En fait, les accords de 1987 et 1993 sur l'Euphrate ont été revus. Ce compromis sur le partage des eaux témoigne d'un changement d'approche radical dans le conflit des eaux, de la perception d'une menace pour la souveraineté nationale à une nouvelle gestion intergouvernementale dans une logique de gagnant-gagnant¹⁷⁵.

6) Années 2008-2011 : vers une parfaite intégration économique

Les visites successives des hauts responsables turcs en Syrie ont permis d'étendre l'espace de coopération à l'ensemble des domaines économiques ainsi que d'obtenir une concordance de points de vue sur nombre de questions régionales et internationales.

L'année 2008 a commencé avec un événement de forte portée symbolique pour les relations turco-syriennes. En janvier, le Président de la République de Turquie, Abdullah Gül, a participé, sur invitation de Bachar al-Assad, à la cérémonie de l'ouverture des Festivités de « Damas, capitale de la culture arabe », au côté

de l'Emir du Qatar, de l'ex-président libanais Emile Lahhoud et du secrétaire général de la Ligue Arabe.

Lors de la visite en Turquie du vice-président du Conseil des ministres syrien pour les Affaires économiques, Abdallah al-Dardari en janvier 2008, cinq accords ont été signés englobant les domaines de la navigation, de l'énergie, du transport, des marchés financiers. Les deux parties se sont mises d'accord sur la construction d'un gazoduc partant d'Alep vers la Turquie qui acheminerait annuellement 1,5 milliards de mètres cubes de gaz naturel syrien. Elles sont convenues de créer une entreprise commune pour l'exploration et le développement des champs pétroliers en Syrie et la coopération dans l'importation et l'exportation des dérivés pétroliers. Damas et Ankara ont également signé un mémorandum pour la coopération entre la Chambre de navigation maritime syrienne et la Chambre maritime d'Istanbul, projet de coopération qui s'étend de la mer de Marmara à la Méditerranée en passant par les Balkans et la mer Egée. Un protocole de coopération dans le domaine de la navigation aérienne stipulant notamment l'augmentation des vols entre la Syrie et la Turquie de 12 à 24 vols hebdomadaires a été également signé. Un accord dans le domaine de l'électricité et un mémorandum entre les marchés financiers syriens et turcs ont été signés le lendemain de la visite de la délégation syrienne.

En 2008, la Turquie occupait le premier rang des pays étrangers au niveau du volume des projets d'investissement en Syrie¹⁷⁶. La croissance des investissements turcs en Syrie était forte surtout grâce à une loi mise en œuvre par le gouvernement d'Assad en 2007 sur les encouragements à l'investissement dans le pays. Cette loi a exonéré de tout impôt l'exportation de tous les biens en provenance de Syrie vers tous les pays arabes.

En 2008 toujours, la Syrie a aboli la taxe sur les importations et les frais d'entrée, ceux-ci se montaient à 250 dollars par camion et véhicule long en provenance de Turquie. Cette mesure a favorisé les investissements turcs surtout dans la reconstruction de gros ouvrages comme des logements, des autoroutes. L'espace économique syrien est ainsi devenu encore plus

¹⁷⁴ NTV, 24 août 2004.

¹⁷⁵ Kibaroglu, Aysegül, « Socioeconomic Development and Benefit Sharing in the Euphrates-Tigris River Basin », communication présentée à la Second Israeli-Palestinian International Conference, Ankara, Turkey, 10-14 Octobre 2004, disponible sur <http://www.ipcri.org/watconf/papers/aysegul.pdf>

¹⁷⁶ Sana, 8 janvier 2008.

attirant pour les investisseurs et les industriels turcs qui avaient pour ambition de conquérir le marché afro-eurasien. L'investissement turc le plus grand et durable, profitant de ces nouvelles dispositions, a été celui de la société Güriş qui a installé en 2011 une cimenterie à Rakka. Cette usine d'une valeur de 280 millions d'euros a été le plus grand investissement turc dans ce secteur au Moyen-Orient¹⁷⁷.

Néanmoins, la coopération économique turco-syrienne favorisait largement les entreprises turques et ce déséquilibre devenait visible : l'arrivée d'investisseurs turcs a provoqué la fermeture de nombreux commerces dans la région d'Alep¹⁷⁸. La rumeur locale courrait que les commerçants syriens perdaient leur travail à cause des hommes d'affaires turcs¹⁷⁹.

Les exportations turques vers la Syrie en 2011

Janvier	133 451
Février	127 198
Mars	157 144
Avril	113 469
Mai	155 317
Juin	137 876
Juillet	167 913
Août	162 693
Septembre	105 642
Octobre	207 850
Novembre	167 898
Décembre	208 153
Exportations totales vers la Syrie 2011	1 844 605

(en milliers de dollars) Source : Institut de Statistiques de Turquie

Le rapprochement turco-syrien a fortement été relayé par les médias. L'année 2008 a également été marquée par les vacances d'été du couple Assad à Bodrum en Turquie. Le choix de la Turquie comme destination était d'autant plus important qu'il s'agissait de leurs

premières vacances d'été. En Syrie où il n'est pas de tradition de prendre des vacances d'été, ce voyage a créé un effet de surprise. Le couple a été accueilli à son arrivée par le couple Erdoğan et leur fille Sümeyye. Les deux leaders ont donné une image forte d'amitié et de relations familiales illustrant le rapprochement politique des deux pays.

Les domaines de coopération se sont rapidement multipliés et les alliances se sont élargies. La collaboration dans le domaine de l'électricité a été entamée en 2008. La Turquie s'est engagée dans la construction des bases du projet de réseau de communication avec la Syrie, la Jordanie, l'Égypte et l'Irak, connu actuellement comme le projet de communication octogonale après la participation de la Libye, du Liban et de l'autorité palestinienne¹⁸⁰.

En 2009, les deux pays ont signé 50 nouveaux protocoles pour consolider la coopération dans les domaines de l'énergie et du transport. Le ministre turc en charge du commerce extérieur, Kürşat Tüzmen a organisé une visite avec 150 hommes d'affaires turcs à Damas, le 17 février 2009. La délégation représentait de nombreuses entreprises turques opérant dans les domaines des équipements industriels et de la construction, des pièces de rechange, des métaux, de l'électronique et autres. Pour le Président du Conseil syro-turc des hommes d'affaires, Bahaa al-Dine Hassan, cette visite allait de pair avec la construction d'un pont commercial entre la Syrie et la Turquie via une des villes syriennes proches de Gaziantep.

Les collectivités locales turques et syriennes ont aussi cherché à profiter du rapprochement entre les États. Dans un contexte où les opinions publiques étaient favorables à la coopération turco-syrienne, la Chambre de commerce et d'industrie de la province de Karaman (Turquie) s'est rendue à Alep (Syrie du nord) en janvier 2008. En avril 2009, une délégation d'hommes d'affaires de la Chambre de commerce et d'industrie de la ville d'Aksaray s'est réunie en Syrie avec leurs homologues de la Chambre de commerce de Damas dans l'objectif de développer les échanges commerciaux et les investissements mutuels. Les domaines de coopération privilégiés concernaient le matériel de construction, les équipements médicaux, la chimie, le verre et le textile.

¹⁷⁷ Tür, Özlem, « The Political Economy of the Turkish-Syrian Relations in 2000s », *Ortadoğu Analiz*, Juillet-août 2011, Vol. 3, No. 31-32, p. 38-39.

¹⁷⁸ *Ibid.*

¹⁷⁹ Chris Phillips, « Turkey: Syria's Best Friend », *The Guardian*, 1^{er} septembre 2009.

¹⁸⁰ *Sana*, 24 février 2008.

Les investissements turcs dans la ville de Sheikh Najjar à côté d'Alep, une des trois cités industrielles construites pour encourager les investissements, ont atteint 650 millions de dollars. Le développement du commerce profite plus à la Turquie, dont les exportations sont de meilleure qualité et plus compétitives. Ces investissements qui varient de l'exportation du matériel de construction à l'électroménager, se montent au total à 1,4 milliard de dollars en 2009 alors que les exportations syriennes, constituées majoritairement d'hydrocarbure, s'élevaient à 328 millions de dollars dans la même période¹⁸¹.

a) Tourisme et culture, nouveaux domaines d'investissement

Le secteur du tourisme a été défini comme un secteur d'investissement privilégié. Le ministre de la Culture et du tourisme turc, Ertuğrul Günay, a signé un accord de coopération en février 2009 avec son homologue syrien pour promouvoir le tourisme, encourager la coopération entre les tours opérateurs afin de mettre en place des séjours touristiques et accroître le nombre de vols entre les deux pays. L'accord a été signé lors du Salon international du tourisme dans la Méditerranée orientale qui a eu lieu à Istanbul avec la participation de 3000 sociétés venant de 55 pays arabes¹⁸².

La coopération culturelle s'est poursuivie par l'exportation des séries télévisées turques. La politique étrangère de la Turquie en tant qu'« État commerçant » a pris la forme d'un *soft power* dans l'espace Afrique-Eurasie. L'exportation des produits de culture populaire comme les séries télévisées promettait un marché lucratif et s'inscrivait donc dans la nouvelle diplomatie de « profondeur stratégique ». Le développement du secteur du cinéma et de la télévision en Turquie a donné la possibilité de réaliser des productions cinématographiques et surtout des productions télévisées d'une qualité supérieure à celle du reste de la région. Les séries télévisées qui traitent des thèmes historiques, des thèmes d'actualité politique concernant le Moyen-Orient dans une approche de culture orientale ont rencontré une grande

popularité au Moyen-Orient, au Maghreb, dans les pays turcophones et les Balkans. Ce type d'exportation a rapporté un revenu de 100 millions de dollars à la Turquie en 2012.

La Syrie est l'un des pays importateurs de séries télévisées turques. Les Syriens constituaient en 2012 5 % des téléspectateurs étrangers¹⁸³. Les biens de culture populaire se sont révélés d'importants outils de rapprochement sociopolitique. Ils constituent en outre un marché d'autant plus intéressant que les Conseils d'Affaires turco-syrien et syro-turc ont décidé en 2010 de signer un protocole pour faire des productions communes de séries télévisées et de cinéma. La politique turque de *soft power* – qui n'est pas pensée comme telle, unique et intégrée, par ses divers acteurs – semble avoir bien fonctionné : la popularité des séries turques en Syrie augmente l'intérêt pour la Turquie et la langue turque. À Kameshli, village syrien, 12 centres d'apprentissage du turc ont été ouverts. À l'Université d'Alep un département d'enseignement du turc a vu le jour à la rentrée 2011-2012. Les séries télévisées créent une volonté de découvrir, avec la langue turque, le pays : la Turquie a été la première destination des Syriens en 2009, 509 679 Syriens l'ont visitée. En 2010, 600 000 Syriens s'y sont rendus¹⁸⁴. La Turquie ouvre par ailleurs un stand dans les organisations culturelles comme des concerts, des expositions, des festivals de film à Damas. Elle a été l'invitée d'honneur au 18^{ème} Festival international de cinéma de Damas en 2010. Une semaine a été consacrée aux films turcs dans ce cadre.

La circulation des biens et des personnes entre les deux pays s'accroît en parallèle avec le développement du commerce et provoque la nécessité de développer le transport. Le train entre Mersin et Alep a fait son premier voyage, le 12 mars 2009, en l'honneur de l'intégration commerciale entre les deux pays. Cet axe de transport est destiné à contribuer à l'objectif d'accroître le commerce à 10 milliards de dollars. Parmi les mesures prises pour faciliter la circulation des personnes et des biens, un troisième poste frontière a été ouvert à Çobanbey avec un potentiel de flux d'un million de tonnes

¹⁸¹ Reuters, 6 juin 2010.

¹⁸² Sana, 15 février 2009.

¹⁸³ Sariyer News Times, 2012, disponible sur <http://sariyertimes.com/suriye-ve-iran-turk-dizilerini-internetten-izliyor>

¹⁸⁴ Nethaberci, 25 octobre 2010.

de biens et de 68 000 passagers en train. Ce poste devait accroître le volume du commerce turc vers le Moyen-Orient de 125 %¹⁸⁵. La modernisation des portes douanières est mise sur l'agenda 2010 afin de diminuer les temps d'attente et de mieux servir les exportateurs et les transporteurs¹⁸⁶. La coopération en matière de transport intègre également l'Irak et prévoit l'installation d'un système ferroviaire pour un train à grande vitesse qui réduira à une heure le temps de trajet entre Alep et Gaziantep.

b) L'effacement des frontières : vers un espace Şamgen ?

L'amélioration des circulations transfrontalières a commencé par l'organisation de visites réglementées et l'autorisation du passage des frontières sans visa lors des fêtes religieuses. La levée des visas entre la Turquie et la Syrie le 18 septembre 2009 et l'octroi aux citoyens turcs et syriens du droit de séjourner jusqu'à 90 jours dans une période de 180 jours après l'entrée dans le territoire. Le ministre des Affaires étrangères turc Ahmet Davutoğlu a interprété la levée des visas comme « l'abolition des frontières artificielles et la réunion des peuples du même bassin »¹⁸⁷. Ces propos manifestaient bien le changement de perspective des autorités turques vis-à-vis de la Syrie : la frontière qui a été pendant plus de 70 ans une source de conflit majeure est devenue une ligne de séparation superflue.

L'abolition des visas avec la Syrie marque le passage de l'approfondissement du commerce entre les deux pays vers l'intégration économique et sociale de la région. L'alliance des territoires turco-syrien a été conçue comme modèle d'intégration territoriale pour la région. En effet, l'abolition des visas avec la Jordanie (en décembre 2009) puis avec le Liban (janvier 2010) s'en est suivie, dans la perspective de créer une zone de circulation libre au Moyen-Orient¹⁸⁸. Pour Erdoğan, cette intégration marquait le début de la création de l'« Espace Şamgen », à l'instar de

*Schengen*¹⁸⁹. Le nombre de touristes syriens en Turquie a par la suite considérablement augmenté passant de 406 935 personnes en 2008 à 899 494 personnes en 2010 et 1,5 million de citoyens turcs se sont rendus en Syrie dans la même période¹⁹⁰.

c) Vers une stratégie sécuritaire régionale commune ?

Force est d'étudier cette coopération socio-commerciale en tant qu'élément d'un grand projet de politique de sécurité régionale. Le rapprochement entre les peuples, l'intégration économique entre les villes ont été valorisés comme des moyens d'assurer la paix. En 2007, les autorités turques et syriennes sont convenues de créer le Conseil supérieur de coopération stratégique afin de coordonner les mécanismes de prise de décision politique des deux pays. Cette initiative illustre la concordance des perceptions des opportunités et des menaces entre Ankara et Damas et représente une volonté d'alliance stratégique pour la région.

La collaboration sécuritaire a progressé en parallèle à l'intégration socio-économique. La Turquie et la Syrie ont organisé une opération d'essai d'échange des unités de frontière des deux pays entre les 27 et 29 avril 2009. Les États-Unis ont favorisé le rapprochement turco-syrien et étaient renseignés sur cette opération qui s'inscrivait dans la stratégie américaine d'éloigner Damas du camp russo-iranien en la rapprochant de la Turquie et en essayant de renégocier les relations avec Israël¹⁹¹. Ces opérations d'essai se sont par la suite régularisées avec pour objectif de « renforcer les liens d'amitié, de coopération et la confiance entre les deux pays et d'augmenter la capacité de collaboration »¹⁹². Mais cette collaboration militaire et surtout la possibilité que la Turquie partage avec la Syrie la technologie militaire qu'elle achète en Israël semait le doute chez les responsables israéliens.

¹⁸⁵ TCDD, Mars 2009, <http://www.tcdd.gov.tr/Yeni/userfiles/file/6yil60proje.pdf>, p 50.

¹⁸⁶ IHA, 26 Février 2011.

¹⁸⁷ Tür, Özlem, *op. cit.* p. 36.

¹⁸⁸ *Ibid.*

¹⁸⁹ *Sabah*, 17 septembre 2009. Şamgen est un mot composé : Şam qui signifie en turc Damas et *gen* en référence à l'espace Schengen dans l'UE.

¹⁹⁰ Tür, Özlem, *op. cit.*, p. 36.

¹⁹¹ *Oda TV*, 20 mai 2009.

¹⁹² *Genelkurmay Başkanlığı*, 26 avril 2010.

En 2010, les relations turco-syriennes sont devenues parfaitement pacifiques. Pour les autorités turques et syriennes, la signature d'accords de coopération, les visites réciproques de responsables de haut rang ainsi que les discussions régulières sur les questions régionales comme l'avenir de l'Irak ou le programme nucléaire de l'Iran, les relations libano-syriennes et le conflit israélo-palestinien, étaient désormais des activités diplomatiques courantes. La Turquie faisait désormais partie de toutes les réunions concernant la région, notamment les problèmes en rapport avec la Syrie, en tant qu'allié et intermédiaire.

d) Vers une intégration régionale

L'année 2010 a été l'année de l'élargissement de l'intégration turco-syrienne dans la région de la Méditerranée orientale. Douze ministres turcs et douze ministres syriens se sont réunis à Lattaquié en octobre 2010. Lors de cette visite, le ministre des Affaires étrangères turc, Ahmet Davutoğlu, a défini l'objectif de la Turquie comme étant la création d'une zone économique avec la Syrie, la Jordanie, l'Irak et le Liban sous le nom de « réunification de la Mésopotamie et du Levant »¹⁹³. Ce projet illustre le début de l'intégration des économies de la région et de la coopération en matière de culture et d'éducation.

La Syrie, comme la Turquie, envisageait d'élargir cette zone de coopération en renouant les liens avec la Russie. En 2010, Dimitri Medvedev a été le premier Chef d'État russe à se rendre en Syrie depuis cent ans. L'objet de cette visite au cours de laquelle il était accompagné de nombreux hommes d'affaires, a été de signer des accords de coopération économique et de progresser sur le projet syrien d'installer une base maritime multifonction près de Tartous en Syrie. Ce projet a eu les faveurs de la Russie car cette base lui permettrait de « descendre en Méditerranée ». La Syrie a été l'un des rares pays à avoir soutenu la Russie lors de la guerre en Géorgie en 2008. L'ouverture économique et politique de la Syrie sous le pouvoir de Bachar al-Assad en a fait un acteur important dans la région et un allié préférentiel pour la Russie qui souhaitait consolider sa place dans le Moyen-

Orient. Cette alliance a été renforcée avec la participation de la Turquie qui a accueilli par la suite Medvedev et Assad.

En 2011, la coopération turco-syrienne était même ambitieuse et les objectifs nombreux : des projets à réaliser jusqu'à fin 2011 concernaient la modernisation du poste frontière de Nusaybin-Kameshli, la création d'une banque commune entre la Syrie et la Turquie, la mise en place du train à grande vitesse entre Gaziantep et Alep, l'intégration des réseaux de gaz naturel des deux pays, l'octroi de crédits de l'Eximbank turque au gouvernement syrien et la construction du barrage de l'amitié sur l'Oronte¹⁹⁴. La coopération sur le partage des eaux se poursuivait également grâce à la visite du ministre syrien chargé de l'Irrigation à Ankara en août 2011.

Toutefois, ce calendrier ambitieux a été suspendu et la courbe de croissance du commerce turco-syrien a été interrompue par les soulèvements populaires qui ont commencé en Syrie le 15 mars 2011, trois mois après le début des mouvements révolutionnaires appelés « Printemps arabe ». Ceux-ci marquaient en effet le début d'une longue guerre civile qui couperait l'élan coopératif dans la région et qui ferait s'effondrer le volontarisme politique vers l'intégration régionale.

7) Aujourd'hui (fin 2012) : les révoltes populaires et le retour des temps de crise

Dès avril 2011, les révoltes populaires contre le gouvernement d'Assad ont fait l'ordre du jour des réunions du Conseil de la Sécurité Nationale (MGK) turc – institution à l'articulation entre gouvernement et forces de sécurité, qui définit la politique de sécurité et de défense du pays –, et ont été à l'origine de l'émergence des premières critiques des autorités politiques turques à l'adresse du pouvoir syrien. La Turquie a jugé insuffisantes les réformes engagées par le gouvernement d'Assad et lui a demandé de les poursuivre et surtout de mettre en place des élections démocratiques libres¹⁹⁵.

¹⁹³ *Hürriyet*, 4 octobre 2010.

¹⁹⁴ *Radikal*, 6 février 2011.

¹⁹⁵ *Milliyet*, 27 avril 2011.

La Turquie, après son hésitation à s'engager lors des conflits en Libye, s'est rapidement positionnée en faveur des forces d'opposition populaires syriennes. En août 2011, lorsque l'armée syrienne est intervenue violemment à Hama et Lattaquié, provoquant la mort de nombreux civils, Erdoğan a comparé les mesures violentes de l'administration syrienne contre les manifestations au massacre de Halabja provoqué par Saddam Hussein. Ces propos ont été très mal reçus en Syrie, et qualifiés d'ingérence dans les affaires intérieures du pays. Ahmet Davutoğlu a tenu une réunion de six heures avec Assad pour le prévenir de l'intention de la Turquie d'arrêter le dialogue si son régime continuait à utiliser des moyens violents à l'encontre des civils.

Contrairement à Ankara, l'UE a décidé de soumettre immédiatement Damas à des embargos et a suspendu le commerce des ressources précieuses comme l'or, le diamant et le pétrole. Toute coopération avec Assad, sa femme et 115 responsables syriens a été interdite, leur entrée dans les pays de l'UE a été proscrite et leurs propriétés dans ces pays ont été gelées¹⁹⁶. La suspension du commerce avec l'UE a porté un coup à l'économie de la Syrie qui dépend fortement de ses exportations en matière de ressources primaires vers l'UE.

a) La Turquie, l'allié des opposants syriens

Dans ce contexte international anti-Assad, prétendant au rôle du modèle de démocratie et de développement pour sa région, la Turquie s'est proposée comme le lieu de rassemblement de l'opposition syrienne. Elle a d'abord accueilli à Istanbul, en mars 2011, les figures de l'opposition syrienne, dont les responsables des Frères musulmans syriens. Cette réunion avait été organisée sous l'égide du MÜSİAD (Association des industriels et des hommes d'affaires indépendants) grâce au financement de l'homme d'affaires connu sous le nom de Gazi Mısırlı dont le nom véritable est Gazwan Masri. C'est l'un des responsables des Frères musulmans, d'origine syrienne et de nationalité turque, résidant en Turquie depuis 30 ans. Il est également le vice-président du MÜSİAD

chargé des relations extérieures et vice-président de l'International Business Forum, réunion biannuelle organisée par le MÜSİAD pour rassembler les hommes d'affaires et les hommes politiques des pays musulmans. C'est ainsi que la bourgeoisie islamique de Turquie, dont les intérêts économiques semblaient inspirer la diplomatie turque au Moyen-Orient, s'est d'emblée positionnée pour le changement de régime en Syrie, régime qui constituait désormais une menace pour le développement économique de la région.

Les réunions d'opposants syriens ont été par la suite tenues régulièrement à Istanbul. La Syrie a critiqué l'accueil par la Turquie des responsables des Frères Musulmans qui ont été engagés dans un conflit contre l'armée syrienne dans les années 1980 et qui ont « du sang sur les mains », selon l'ambassadeur syrien à Ankara, Nidal Kabalan¹⁹⁷. En effet, avec les groupes civils d'opposants, la Turquie a également accueilli les groupes rebelles armés syriens. En juillet 2011, un ancien colonel des forces aériennes, un militaire déserteur, Riyad El-As'ad est arrivé en Turquie et a fondé l'Armée syrienne libre¹⁹⁸ alors que les responsables turcs légitimaient leur accueil par des raisons humanitaires¹⁹⁹.

Le soutien de la Turquie au mouvement d'opposition syrienne a pris une dimension internationale avec « la conférence syrienne pour le changement » organisée en juin 2011 à Antalya avec plus de 400 intellectuels, hommes d'affaires, militants communistes, membres des Frères Musulmans, représentants de toutes les religions et jeunes opposants²⁰⁰. L'importance principale de cette conférence a donc été de

¹⁹⁷ *Hürriyet daily news*, 17 mai 2011.

¹⁹⁸ Ainsi, les responsables de l'Armée syrienne libre qui ont reconnu, dans un entretien donné au *New York Times*, avoir tué 9 militaires pro-Assad lors d'une attaque en Syrie, se trouvaient en Turquie. Ilgit, Aslı & Davis, Rochelle, « The Many Roles of Turkey in the Syrian Crisis », *Middle East Research and Information Project (MERIP)*, 28 janvier 2013.

¹⁹⁹ *Hürriyet*, 28 septembre 2011.

²⁰⁰ Ayhan, Veysel & Orhan, Oytun, « The Antalya Conference of the Syrian Opposition: Consequences, Outlook on the main Problems and Expectations from Turkey », *Ortadoğu Analiz*, juillet-août 2011, Vol. 3, No. 31-32, p. 9.

¹⁹⁶ Ataman, Muhittin, « Suriye'de iktidar mücadelesi : Baas rejimi, Toplumsal talepler ve Uluslararası Toplum », *SETA Rapor*, Nisan 2012, p. 22.

Encadré

L'engagement de la Turquie en Syrie devient-il confessionnel ?

Dans les milices armées de l'ASL, que la Turquie soutient surtout au niveau logistique, se trouvent des militants des groupes djihadistes venant du Caucase, d'Afghanistan, de Libye et d'Égypte¹. L'importance des djihadistes dans l'ASL inquiète les chiites du Liban et d'Irak sur la possibilité future d'une attaque généralisée. L'engagement des acteurs de la région en fonction de leur confession donne un caractère confessionnel au conflit. Dans ce contexte, la question de la confessionnalisation des rapports du gouvernement pro-islamiste de l'AKP et des alévis de Turquie apparaît justifiée.

L'accueil des Frères Musulmans syriens par la Turquie a été interprété comme la confessionnalisation des relations turco-syriennes ; l'AKP a été soupçonné de désormais définir sa politique étrangère sur des critères confessionnels² et d'entrer dans une alliance sunnite avec les Frères contre Assad, un alaouite, en faveur de la création d'un pouvoir sunnite en Syrie.

Les relations entre l'AKP et les Frères musulmans étant anciennes, ce rapprochement s'explique, dans un premier temps, plus par des raisons politiques et pragmatiques que confessionnelles : Ankara ne pouvait plus se permettre de soutenir le régime d'Assad internationalement discrédité par une répression violente et a toujours soutenu tous les composantes du Conseil National Syrien³. La critique syrienne d'Erdoğan a commencé dans la perspective des élections législatives qui ont eu lieu le 12 juin 2011. Sa victoire aux élections, qu'il a interprété comme quasi-absolue, lui a permis de hausser

le ton de son discours anti-Assad. En retour, la Syrie a également durci le ton en déclarant à la télévision publique syrienne que les armes des Frères musulmans provenaient de Turquie.

L'hypothèse selon laquelle le Premier ministre turc suivrait une politique étrangère en faveur de la consolidation des acteurs sunnites dans la région n'est pas sans fondement, étant donné l'accent progressivement mis sur l'Islam sunnite et ses références comme Sultan Fatih le Conquérant et Sultan Yavuz Selim⁴ pour glorifier l'histoire de l'Empire ottoman.

Après qu'un avion de chasse turc a été abattu au-dessus de la Méditerranée le 22 juin 2012, les relations d'Ankara avec le pouvoir syrien ont été irréversiblement altérées. Erdoğan, par la suite, a déclaré avoir donné l'ordre de couper toute communication officielle avec le régime d'Assad qui « tue les musulmans dans la rue ». Après cette rupture, le soutien progressif d'Ankara apporté aux groupes armés sunnites fut dès lors décrit par les intellectuels arabes libéraux, par les classes moyennes sunnites social-démocrates et libérales des pays de la région comme une alliance avec les djihadistes. Cet adossement militaire détériore considérablement la diplomatie de *soft power* de la Turquie et nuit fortement au soutien populaire qu'elle en tirait dans les sociétés moyen-orientales.

La question de confessionnalisation de la tension entre la Turquie et la Syrie se pose aussi à l'égard des Alévis de Turquie soupçonnés d'avoir de la sympathie pour les alaouites syriens et le régime d'Assad.

¹ T24, 8 octobre 2012.

² Balci, Bayram, « Le facteur religieux dans la politique syrienne de Recep Tayyip Erdoğan depuis le soulèvement populaire contre le régime de Bachar al-Assad », *CERI*, juillet 2012, 5 p. URL : http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr.ceri/files/art_bb_0.pdf

³ *Ibid.*, p. 5.

⁴ Le 29 mai 2013, Erdoğan a déclaré vouloir nommer le troisième pont sur le Bosphore à Istanbul « Sultan Yavuz Selim », connu dans l'histoire pour avoir massacré des alévis au 16^{ème} siècle.

Cette question peut sembler encore plus pertinente au niveau régional en raison de l'alliance irano-syrienne et surtout depuis que le Hezbollah s'est ouvertement engagé dans la guerre aux côtés du régime d'Assad.

La communauté alévie de Turquie et la communauté alaouite de Syrie, appelée aussi Nusayris, constituent approximativement – on ne dispose d'aucun chiffre sérieusement établi – 20 % et 10 % des populations respectives. Le fait que ces deux communautés soient de confession chiite et partagent le culte d'Ali peut laisser croire à leur proximité⁵ sociale et politique. La majorité des Alévis de Turquie sont turcs et kurdes et ne sont pas arabophones. Bien que la présence d'une communauté de Nusayris arabophone vivant dans le Hatay ait influencé les revendications syriennes sur cette province, les relations entre eux sont peu nombreuses en raison de longues décennies d'assimilationisme turc⁶.

La discrimination sous le pouvoir sunnite pendant l'Empire ottoman et les a priori qui

dominaient, les présentant comme hétérodoxes les ont rendus méfiants vis-à-vis du pouvoir religieux. Ils soutiennent donc des régimes séculiers qui limitent l'emprise sunnite sur l'organisation sociale⁷. Pourtant les deux communautés divergent sur de nombreux points comme des différences de symboles et de pratiques : les Nusayris n'ont pas la pratique de cérémonie de *djem* (*cem*) chère aux Alévis de Turquie, les personnages du culte comme Hadji Bektach ou Abdal Mousa vénéralisés par ces derniers n'occupent pas de place dans la tradition des Nusayris. Ces derniers pratiquent le ramadan et célèbrent le Aïd-al-Fitr⁸ et l'achoura⁹ comme les chiites.

Depuis le début du soulèvement, les Alévis ne se sont pas montrés solidaires avec le régime d'Assad. Leur critique vis-à-vis de l'engagement d'Erdoğan auprès des militants sunnites s'explique plus par leur attachement partisan au Parti Républicain du Peuple, parti d'opposition principal, que par leur affinité confessionnelle.

⁵ Balci, Bayram, 2012, p. 2.

⁶ *Ibid.*, p. 3

⁷ *Ibid.*, p. 3.

⁸ La fête musulmane qui marque la fin du mois de Ramadan.

⁹ La commémoration de l'assassinat de l'Imam Hussein.

rassembler une forte opposition syrienne. Seuls les partis kurdes n'y ont pas eu de représentation officielle, les quelque 70 militants kurdes présents ont affirmé ne participer qu'à titre individuel. Les leaders du mouvement kurde national de la Syrie qui fédère les douze partis kurdes ont justifié leur absence par leur volonté de boycotter la politique kurde de la Turquie²⁰¹.

Cette réunion était différente des deux événements précédemment organisés à Istanbul car elle a été coordonnée par l'Organisation Nationale des Droits de l'Homme basée en Égypte, avec l'approbation du gouvernement

AKP. À côté des figures de l'opposition syrienne, comme Abdul Razak Eid – président de la « Déclaration de Damas »²⁰² – et Mamoun Homsî – ancien député syrien –, étaient présents des activistes kurdes, Sadiq Jala Azm – intellectuel syrien –, Shakir Rezvan Ziyade – Président du Centre syrien pour les études politiques et stratégiques – et les représentants des Frères Musulmans. La participation de membres du MÜSİAD, d'organisations de jeunesse opposantes de Jordanie, d'Égypte et des pays de Golfe et d'activistes civils indépendants, comme l'avocat Yasser Tabbara, président du Conseil Syro-Américain fondé en 2005²⁰³, a incarné la dimension internationale de la

²⁰¹ Balci, Bayram, « Le facteur religieux dans la politique syrienne de Recep Tayyip Erdoğan depuis le soulèvement populaire contre le régime de Bachar al-Assad », *CERI*, juillet 2012, p. 10.

²⁰² Engagement de rester uni pris par différentes figures de l'opposition syrienne en octobre 2005.

²⁰³ *Ibid.*, p. 10.

conférence et donc apporté une légitimité plus forte aux prétentions des opposants. Ammar Qurabi, Président de l'Organisation Nationale des Droits de l'Homme a d'ailleurs défini l'objectif de la réunion comme étant d'institutionnaliser le mouvement en un conseil d'opposition. Ce rassemblement avait aussi pour but de préparer une nouvelle Constitution qui accorderait l'égalité en droit à tous les citoyens syriens, et de mettre en place des élections démocratiques pour une gouvernance pluraliste²⁰⁴. Un comité de 31 personnes a été constitué lors de la Conférence afin de coordonner le mouvement d'opposition et d'assurer les liens avec le soutien des pays étrangers. Ce comité représentatif de la société syrienne a été constitué de quatre Frères Musulmans, quatre libéraux, quatre chefs de tribus arabes, quatre représentants du Groupe de la « Déclaration de Damas », trois représentants d'organisations de jeunes, quatre représentants des groupes féministes et quatre membres indépendants²⁰⁵. Il a réclamé la démission d'Assad. Ces opposants qui approuvaient tout engagement non militaire de la part des pays occidentaux, se sont montrés méfiants vis-à-vis de l'Iran qu'ils jugeaient comme « le principal responsable du chaos au Moyen-Orient »²⁰⁶.

L'opposition syrienne a ensuite organisé, avec une forte participation, la « Conférence de libération nationale » à Istanbul le 15 juillet 2011. Lors de ce rassemblement, elle a décidé d'entamer la désobéissance civile contre le Chef d'État syrien²⁰⁷. Force est de constater que ces militants, surtout ceux proches des Frères et des tribus sunnites, optaient pour le modèle turc tel qu'il est représenté par l'AKP, c'est-à-dire une démocratie électorale avec un gouvernement affirmant ses sensibilités islamiques. Cette tendance ne se manifeste pourtant pas chez les militants kurdes et libéraux. Alors qu'Erdoğan est apprécié par les opposants syriens, Assad a déclaré, dans un reportage donné au quotidien *Cumhuriyet* le 3 juillet 2012, que c'était Erdoğan qui avait changé et non pas lui-même, qu'il avait ainsi

détérioré toutes ses relations avec l'Iran, l'Irak, le Liban et la Jordanie et qu'il avait perdu toute sa crédibilité dans le Moyen-Orient. La tension turco-syrienne s'est ainsi transformée en une confrontation pour le rapprochement avec les pays voisins de la Syrie. La position de ces pays n'était effectivement pas claire.

Les pays arabes n'ont pas été indifférents à la guerre en Syrie et ont à plusieurs reprises dénoncé cette dernière via la Ligue Arabe. En octobre 2011, la Ligue a menacé la Syrie de suspendre son affiliation si elle continuait à utiliser les moyens violents contre le peuple, à ne pas libérer les quelques 70 000 prisonniers politiques et ne pas reconnaître les demandes justifiées du peuple. Cette décision a été prise par 18 voix, alors que le Yémen et le Liban ont voté contre et que l'Irak s'est abstenu²⁰⁸. Face au refus d'Assad de donner suite à ces demandes, la Ligue a décidé d'imposer des sanctions politiques et économiques et de rencontrer les groupes d'opposants. Ces restrictions ont été finalement appliquées, après une période d'hésitation de la part de la Ligue, le 27 octobre 2011 : les responsables syriens ont été interdits de circuler dans les pays arabes, les biens syriens et les opérations internationales de la banque centrale syrienne ont été gelés, le commerce a été suspendu.

En septembre 2011, la Turquie avait commencé à couper le dialogue avec le régime syrien et avait imposé un embargo à ses frontières syriennes. En novembre, elle a annoncé qu'elle ne reconnaissait que le Conseil national syrien (CNS) comme représentant officiel de l'opposition syrienne. Le même mois, le CNS et l'ASL ont rejoint la nouvelle structure d'opposition, la Coalition nationale syrienne basée au Caire. La Turquie, avec la France et les États du Golfe, a immédiatement reconnu cette coalition, puis les États-Unis ont suivi. La Coalition a rassemblé plus de 550 commandants rebelles à Antalya en décembre 2011 afin de former le Conseil Militaire Suprême attaché à la coalition. C'est ainsi que la Turquie a joué un rôle actif dans la formation des structures de l'opposition syrienne civile et armée rompant définitivement les liens d'alliance et d'amitié avec Assad et sa famille.

²⁰⁴ *Hürriyet*, 26 mai 2011.

²⁰⁵ Ayhan, Veysel & Orhan, Oytun, *op. cit.*, p. 12.

²⁰⁶ *Ibid.*, p. 14.

²⁰⁷ *Milliyet*, 16 juillet 2011.

²⁰⁸ Ataman, Muhittin, *op. cit.*, p. 35-36.

b) La guerre et ses dommages collatéraux

Suite aux soulèvements, la politique d'ouverture économique et politique de la Syrie a été inversée. En septembre 2011, le régime d'Assad a arrêté l'importation des biens soumis à plus de 5 % de taxe douanière. Cette décision concernait les importations de toute origine, à l'exception des produits pharmaceutiques et d'un certain nombre de machines. Toutefois, ce sont les exportations turques qui ont été le plus sérieusement frappées : cela signifiait pour la Turquie une baisse des exportations de l'ordre de 1,125 milliard de dollars. Dans la mesure où le commerce avec la Syrie concernait de nombreux secteurs, cette décision a eu un impact sur de nombreux acteurs économiques et été perçue par les exportateurs turcs comme une sanction politique en lien avec la position critique du gouvernement turc vis-à-vis du régime d'al-Assad.

Les usines turques en Syrie ont été obligées d'arrêter leurs activités, les investissements ont été suspendus et les entrepreneurs turcs ont dû quitter la Syrie pour des raisons de sécurité. Le tourisme entre les deux pays a également été suspendu. Le rapprochement politique turco-syrien étant arrivé à un fort niveau d'intégration socio-économique, cette crise a donc coûté des millions d'euros aux entreprises turques. La Syrie a unilatéralement suspendu l'accord de libre-échange en décembre 2011, la Turquie a fermé ses frontières en juillet 2012²⁰⁹ et le commerce a fortement baissé.

En contrepartie, la Turquie est devenue le refuge des hommes d'affaires syriens. Depuis le 15 mars 2011, 300 usines ont été fermées. Gazi Mısırlı a affirmé que, au début du soulèvement, plus de 30 000 commerçants et dirigeants d'entreprises syriens se sont rendus en Turquie pour investir dans divers secteurs. Il souligne une forte participation de leur part au Salon international de la MÜSİAD qui a conduit à des partenariats avec des investisseurs turcs dans les secteurs du textile et du bâtiment. Les hommes d'affaires syriens transfèrent leur capital vers la Turquie : selon les données d'octobre 2012, les dépôts dans les banques du Hatay avaient cru de 34 % depuis le début de l'année 2011²¹⁰.

²⁰⁹ Kirişci, Kemal, *op. cit.*, p. 6.

²¹⁰ *Milliyet*, 17 octobre 2012.

La crise syrienne menace fortement l'intégration économique de la région, notamment la création d'une zone de libre-échange avec la Jordanie, le Liban et l'Égypte. Ce projet était particulièrement important pour les pays arabes d'autant plus que le Moyen-Orient est l'une des régions où le commerce régional reste embryonnaire. Suite à la fermeture de la porte syrienne qui ouvrait sur le Moyen-Orient, Ankara a dû chercher des routes de transport alternatives pour continuer les exportations vers les pays du Moyen-Orient et du Golfe. La voie maritime via l'Égypte est apparue la meilleure option²¹¹.

c) Le retour de l'option d'intervention militaire

Le positionnement de la Turquie en faveur des opposants syriens a radicalement renversé l'alliance avec le régime d'Assad. En octobre 2011, la représentation diplomatique turque en Syrie a été la cible d'attaques. En décembre 2011, la Turquie a rappelé son attaché au commerce en Syrie, tandis que cette dernière a rappelé son Consul général de Gaziantep. Des missions diplomatiques d'autres pays comme la France, l'Arabie Saoudite, le Qatar ont également été attaquées. Ces attaques ont mis en cause le régime d'Assad auprès de tous les dirigeants de la région. Les sanctions de la Ligue Arabe ont conforté la Turquie dans sa pression diplomatique anti-Assad, car au début des soulèvements elle refusait toute intervention militaire et appuyait sa stratégie par une politique de pression diplomatique et économique de la part des pays occidentaux et arabes.

Le refus turc de l'intervention militaire en Syrie a été reconsidéré lorsque l'armée syrienne a abattu un avion turc le 22 juillet 2012. Deux pilotes ont perdu la vie. Assad a expliqué cet incident comme erreur de la part de la Syrie, mais aussi de la part de la Turquie. Pour lui et les responsables militaires syriens, l'avion a été abattu dans les eaux syriennes à un kilomètre de la terre alors qu'il avait emprunté le corridor aérien souvent utilisé par les avions israéliens. Les radars syriens n'auraient pas été en mesure de positionner l'avion qui volait à une altitude trop basse et les pilotes turcs n'auraient pas informé la tour de contrôle syrienne. Cet

²¹¹ *Hürriyet*, 17 décembre 2011.

événement qui a été considéré comme une provocation par les responsables turcs a replacé les relations sur un paradigme sécuritaire.

Au fur et à mesure que le conflit armé s'est intensifié entre le régime syrien et les opposants, le nombre de missiles syriens atteignant le territoire turc s'est accru. Du 3 octobre 2012 au 12 novembre 2012, dix missiles ou obus anti-aériens ont violé la frontière. La Turquie a riposté à certaines de ces intrusions qui ont causé des morts et des blessés. Le 3 octobre 2012, un obus tiré de Syrie a touché le village d'Akçakale à Şanlıurfa, tuant cinq personnes et en blessant neuf. La Syrie a de nouveau déclaré que cet événement était une erreur et a appelé la Turquie à consolider la sécurité des frontières pour ne pas laisser le champ libre aux opposants armés. Le jour même, la Turquie a appelé l'OTAN à se réunir selon l'article 4 du traité. L'OTAN a condamné cette opération comme « une violation du droit international et une violation de la paix et de la sécurité internationale » et a demandé l'arrêt immédiat des opérations à la frontière turque²¹². La ministre des Affaires étrangères américaine Hillary Clinton a affirmé son soutien à la Turquie auprès de l'OTAN et de l'ONU. Parmi les nations arabes, l'Égypte a critiqué le régime d'Assad et a apporté son soutien à la réaction de la Turquie. Le lendemain de cet événement, l'Assemblée Nationale a voté une motion²¹³ permettant aux forces armées turques d'envoyer en mission des soldats à l'étranger en rapport avec le conflit en Syrie. La motion a été adoptée par 320 voix – ceux de l'AKP et du Parti du Mouvement Nationaliste – et 129 voix contre – ceux du CHP et du BDP qui ont rejeté ce qu'ils ont qualifié de « motion de guerre ».

²¹² NTVMSNBC, 3 octobre 2012.

²¹³ La motion signée par le Premier ministre Erdoğan : « Dans le cadre de l'opération militaire menée par les forces armées de la République Arabe de Syrie, des attaques ont été observées en direction du territoire de notre pays à partir du 20 septembre... Ces activités ont continué malgré nos avertissements diplomatiques... Dans ce cadre, j'autorise, selon l'article 92 de la Constitution, le déploiement et le positionnement préventif, pour une durée d'un an, des Forces Armées Turques à l'étranger, en restant dans les limites, la portée, la quantité et la durée appréciées par le gouvernement ».

Toutefois, cette motion n'a pas donné lieu depuis sa mise en vigueur à une attaque armée de la part de la Turquie, alors que la guerre continue à déborder sur le sol turc. Le 11 mai 2013 deux véhicules chargés d'explosifs ont explosé à Reyhanlı causant plus de 50 morts et une centaine de blessés. Le gouvernement a présenté cet incident comme une provocation du régime d'Assad et a interdit sa couverture médiatique. Cet événement a été interprété par les partis et les groupes d'opposition comme la conséquence de l'intervention du gouvernement de l'AKP dans la guerre en Syrie et de son accueil des militants de l'ASL. L'incident n'est, à ce jour, pas clarifié.

Les confrontations près de la frontière interviennent ainsi dans la vie quotidienne des résidents des villes frontalières. En l'absence d'intervention militaire de la part d'Ankara, la motion est plus une menace qu'une politique d'intervention armée de la part de la Turquie contre le régime d'Assad. L'option militaire aurait de graves conséquences étant donné l'accord entre la Syrie et l'Iran en matière de défense, comme l'a clairement rappelé le ministre de la Défense iranien, Ahmad Wahidi²¹⁴. La stratégie de menace armée était l'outil principal de la diplomatie syrienne de la Turquie dans les années 1990. Cette motion constitue ainsi, après dix ans d'apaisement et de rapprochement, un retour à la période conflictuelle d'avant 2000.

d) L'action humanitaire : entre volontarisme politique et nécessité humanitaire

Alors que les relations diplomatiques turco-syriennes s'épuisent dans un conflit politique virulent, la Turquie s'engage tous les jours plus profondément dans la guerre syrienne au niveau humanitaire. En septembre 2011, suite aux tensions internes en Syrie, 7 villages composés de tentes ont été installés dans le Hatay pour accueillir plus de 7 000 réfugiés syriens avec des services d'hébergement, d'alimentation, d'enseignement, de soins et de sécurité²¹⁵. Dans les premiers six mois, l'installation des réfugiés syriens n'était pas définitive. Ils se

²¹⁴ NTVMSNBC, 22 août 2012.

²¹⁵ *Rapport de l'aide au développement de Turquie*, Présidence de l'Agence Turque pour la Coopération et la Coordination (TİKA), 2011, p. 99.

réfugiaient en Turquie lorsque leurs villages étaient attaqués et y retournaient lorsque le danger était passé. Le flux massif et définitif de réfugiés s'est généralisé à partir de l'été 2012 et des milliers de Syriens arrivent tous les jours. À partir de fin 2011, la Syrie est ainsi devenue le second pays bénéficiaire de l'aide turque au développement en raison de la croissance du nombre de réfugiés syriens²¹⁶. Avec l'arrivée de 12 000 réfugiés venant de Syrie, cette somme s'est élevée à 213,55 millions de dollars²¹⁷.

Selon les chiffres de l'Agence des Nations-Unies pour les réfugiés (UNHCR) datés de 2013, la Turquie accueille à présent 586 000 réfugiés syriens²¹⁸ répartis dans 13 camps. Ces camps qui ont été mis en place selon la Convention de Genève accueillent non seulement les réfugiés fuyant la violence du régime mais aussi les membres de l'Armée Syrienne Libre²¹⁹. Cet accueil correspond à une prise de position nette de la part du gouvernement turc contre le régime d'Assad. Ces soldats ont été reçus par le ministre turc des Affaires étrangères et ont accueilli Erdoğan dans leur camp protégé par des soldats turcs. Leur commandant Riad Assad est escorté par un soldat turc lors de ses déplacements. L'accueil de ces opposants témoigne particulièrement du soutien officiel de la Turquie au mouvement d'opposition armée en Syrie.

L'accueil des réfugiés syriens procède d'une combinaison du volontarisme politique du gouvernement AKP en matière d'aide au développement des populations de son bassin d'influence et de l'obligation d'agir à la demande des personnes fuyant la violence à sa frontière. Le pays n'ayant pas d'expérience préalable d'accueil intensif de demandeurs d'asile – le cas des Kurdes irakiens du début des années 1990 était en cela différent –, la législation turque n'offrait pas de cadre adapté. Le volontarisme politique et humanitaire du gouvernement a rencontré donc une lacune au niveau des lois et a provoqué un processus législatif. Afin de faciliter la démarche d'accueil, le ministère des Affaires intérieures a acté, en novembre

2012, une loi qui donne aux personnes munies d'un passeport syrien le droit de rester un an en Turquie. La politique d'accueil des réfugiés syriens a nécessité un nouveau cadre législatif : en avril 2013, une nouvelle loi sur les étrangers et la protection internationale a été adoptée. Cette loi a été bien appréciée par l'UNHCR en tant qu'elle incorpore des éléments fondamentaux de la législation internationale sur l'aide humanitaire et sur les droits de l'homme et qu'elle prévoit la création, sous l'égide du ministère de l'Intérieur, d'une institution spécialisée pour gérer les questions de protection internationale²²⁰.

Le débordement de la guerre vers le territoire turc provoque un malaise dans la population locale. C'est d'abord une réaction de plus en plus forte à l'égard du régime en Syrie. Ce sont ensuite les réfugiés syriens qui sont les premiers à être touchés par ce malaise car ils sont considérés comme la cause de l'instabilité politique et économique dans les villes turques frontalières. Les réfugiés et les véhicules avec des plaques d'immatriculation syrienne sont régulièrement attaqués. La population locale exprime sa méfiance vis-à-vis des « réfugiés qui ressemblent à des islamistes avec leur longue barbe et qui se déplacent librement en dehors des camps, reçoivent gratuitement un traitement médical dans des hôpitaux et trouvent même du travail provisoire dans les boutiques et dans les champs de manière à faire de 'l'argent illicite' »²²¹. En mai 2013 la police turque a déjoué une tentative d'attentat contre des réfugiés syriens par des personnes supposées appartenir à un groupuscule clandestin d'extrême-gauche turc lié aux services de renseignement du régime du président syrien Bachar al-Assad²²². Les groupes islamistes armés comme le Front Al-Nosra rattaché à Al-Qaïda ou les rebelles syriens armés qui parviennent à se réfugier en Turquie ou encore le PKK qui se réactive profitant du chaos en Syrie sont suspectés de conduire des opérations comme l'attaque à Reyhanlı. Les responsables

²¹⁶ *Ibid.*, p. 84.

²¹⁷ *Ibid.*, p. 58.

²¹⁸ UNHCR, disponible sur <http://www.unhcr.fr/pages/4aa621d7cf.html>

²¹⁹ *Reuters*, 11 juin 2012.

²²⁰ UNHCR, *Points de presse*, 12 avril 2013, disponible sur <http://www.unhcr.fr/51682083c.html>

²²¹ Iğit, Aslı & Davis, Rochelle, « The Many Roles of Turkey in the Syrian Crisis », *Middle East Research and Information Project (MERIP)*, 28 janvier 2013.

²²² *AFP*, 22 mai 2013.

locaux des partis d'opposition ont commencé à relayer cette méfiance grandissante ainsi que les rumeurs selon lesquelles les réfugiés dans les camps ne seraient pas que des Syriens innocents, mais aussi des rebelles armés et des espions étrangers. Le gouvernement réfute ces critiques sans pourtant les éclaircir.

e) Le chaos en Syrie : le champ fertile pour l'activisme du PKK ?

En février 2011, le PKK a mis fin à son cessez-le-feu et les affrontements entre les forces armées turques et les militants du PKK ont repris. Si la reprise des opérations du PKK a été souvent interprétée en lien avec la guerre en Syrie, celui-ci a justifié la reprise des opérations par l'échec de l'ouverture démocratique initiée par le gouvernement AKP en 2009 : « la durée de 6 mois de cessez-le-feu accordée en vue de parvenir à une solution démocratique est arrivée à sa fin »²²³.

Le projet de l'AKP, « l'ouverture démocratique » ou « l'ouverture kurde », qui consistait à reconsidérer le problème kurde par une nouvelle approche consensuelle²²⁴ a été annoncé par Beşir Atalay, ministre d'État, le 1^{er} juillet 2009 sous le nom de « la Solution du problème kurde : vers le modèle de Turquie ». L'AKP étant un parti politique de masse abritant diverses fractions socio-politiques, la reconquête du vote kurde – que l'islam politique attirait davantage dans les années 1980-1990 – est d'une grande importance pour le maintien au pouvoir, surtout après la perte des votes dans les provinces au sud-est de la Turquie au bénéfice du Parti de la Société Démocratique (DTP) lors des élections municipales de mars 2009. Cet objectif électoral et la volonté d'être le « Parti de toute la Turquie » ont conduit l'AKP à aborder la question avec une approche autre que l'approche traditionnelle sécuritaire.

Des mesures favorisant des négociations ont été prises. Or, l'interpellation de nombreux maires et députés du DTP, de journalistes et d'étudiants dans le cadre de l'offensive

policière et juridique contre l'« Union des Communautés du Kurdistan », connue sous le nom KCK à partir d'avril 2009, a compromis les efforts d'ouverture démocratique et a remis en question la confiance vis-à-vis des intentions du gouvernement.

Les activités du PKK se sont intensifiées en 2011 et 2012, ce qui peut s'expliquer en lien avec le soulèvement populaire en Syrie. Dans ses documents stratégiques publiés en juin 2011, le PKK soulignait les bénéfices qu'il pouvait tirer de la guerre en Syrie²²⁵. Les Kurdes syriens n'ont pas rejoint les opposants au début du soulèvement en mars 2011. Saleh Moslim, chef de la principale formation kurde syrienne le l'Union démocratique du Kurdistan (PYD) a évité toute confrontation avec le régime d'Assad. Le PYD a rejoint la Coordination nationale pour le changement démocratique, une coalition d'opposants enclins à un compromis, donc acceptables par le régime à Damas²²⁶. À partir de juillet 2012, l'armée syrienne s'est retirée de la majorité des territoires habités par les Kurdes pour concentrer ses troupes à Homs et à Alep²²⁷. Le PYD contrôle plusieurs localités (comme Kameshli) en arrière de la frontière turco-syrienne à l'est et ses milices en assurent la sécurité. La récompense d'Assad pour cette loyauté a été de promettre de délivrer des papiers d'identité aux Kurdes syriens, ce qui a été une forte contribution au projet du PYD. Ce dernier cherche désormais à développer sa domination au nord de la Syrie, de manière à ouvrir des écoles kurdes avec enseignement en langue kurde, à établir l'usage du drapeau et de l'hymne national kurdes²²⁸.

La libération du contrôle d'Assad des zones au nord de la Syrie habitées par des Kurdes a donné une forte marge de manœuvre au PKK dans la région. La création d'une sorte d'autonomie par le PYD, applaudie comme « le printemps kurde » par Barham Salih, ancien Premier ministre du Gouvernement régional du Kurdistan (irakien), est interprétée par les observateurs comme la création d'un embryon d'« État-PKK »²²⁹. Le PYD, le frère syrien du

²²³ *Oda Tv*, 28 février 2011.

²²⁴ Ceceli Köse, Sezen, « Müzakereci Demokrasi Kuramı ve Toplumsal ve Politik Dönüşümün İmkanları : Kürt Açılımı Üzerine Bir İnceleme », *Spectrum : Journal of Global Studies*, 2013, Special issue, p. 101.

²²⁵ *Taraf*, 25 juillet 2012.

²²⁶ *Le Monde*, 26 septembre 2012.

²²⁷ *Le Figaro*, 20 mai 2013.

²²⁸ *Le Figaro*, 8 novembre 2011.

²²⁹ *Taraf*, 28 juillet 2012.

PKK s'oppose foncièrement à Ankara à cause de sa politique kurde. Suite à sa prise du pouvoir au nord de la Syrie, les fanions kurdes, les emblèmes du PKK ont remplacé les drapeaux syriens à Ayn al-Arab, ville frontalière de la province d'Alep en Syrie²³⁰. Cette zone serait, selon Murat Karayılan, président du Conseil exécutif du KCK, comme le nord de l'Irak, une région autonome kurde²³¹. Pour s'opposer à ce développement, la Turquie demande la création d'une zone tampon entre Hassaké et Kameshli dans l'objectif de couper les moyens de communication des activistes kurdes et de surveiller le développement de l'organisation politique et armée des Kurdes²³². L'avenir de l'activisme kurde sera aussi bien en rapport avec la gestion de la question par le gouvernement turc qui oscille entre la politique sécuritaire et l'approche politique qu'avec l'évolution des alliances kurdes en Syrie et en Irak.

CONCLUSION

Les relations entre la Turquie et la Syrie, marquées pendant un demi-siècle par un état de crise continue, ont connu une phase d'harmonie en matière de politique sécuritaire et de coopération économique entre 2000 et 2011. Les visas ont été abolis entre les deux pays et le volume du commerce qui était de 729 millions de dollars en 2000 a atteint 1 844 millions de dollars 2001 fin 2011. La coopération s'est développée entre les États, les économies et les sociétés civiles. Cette coopération bilatérale se projetait vers une intégration régionale plus importante.

L'analyse de cette transition ne peut certainement pas être réduite à la politique soi-disant néo-ottomane du gouvernement de l'AKP souvent qualifié d'islamiste modéré. Celui-ci a bien développé une nouvelle politique d'activisme en direction de l'espace Afrique-Eurasie en mobilisant les références culturelles et une

symbolique islamique. Cet activisme consistait à réinvestir des populations et des États qui se sentaient économiquement marginalisés et politiquement infériorisés, surtout depuis le 11 septembre. Toutefois, le changement d'attitude d'Ankara à l'égard de son voisinage avait débuté bien avant l'arrivée de l'AKP au pouvoir. L'arrestation d'Abdullah Öcalan et la candidature officielle de la Turquie à l'UE ont apaisé les inquiétudes sécuritaires et identitaires. Ces développements ont également entraîné un changement de perspective dans la conduite de la politique étrangère : d'une logique sécuritaire vers une logique plus *soft power*, promouvant la Turquie comme modèle de démocratie et de développement économique pour sa région. Cette politique d'ouverture vers les pays moyen-orientaux a également suivi les intérêts de la bourgeoisie turque. Les grands conglomerats stambouliotes, partisans de l'occidentalisation, comme les PME anatoliennes plus conservatrices, ont trouvé un marché intéressant en Syrie comme dans les pays afro-eurasiens. Les touristes turcs, longtemps préférentiellement orientés vers l'Europe, ont découvert pour la première fois la mosquée des Omeyyades de Damas...

C'est dans ce contexte qu'Ankara et Damas ont entrepris une politique d'ouverture réciproque. La politique d'ouverture internationale de Bachar el-Assad arrivé au pouvoir en 2000, correspondait parfaitement aux nouvelles ambitions de la Turquie. La visite du Président turc Ahmet Necdet Sezer en Syrie en 2000 symbolise le début de cette nouvelle période de rapprochement et de coopération. Pourtant, Sezer manifeste pendant tout son mandat sa fidélité aux principes et orientations kémalistes. À la même époque, le Premier ministre turc, Bülent Ecevit, connu pour son alignement sur le courant social-démocrate et kémaliste, avait condamné Israël pour son opération de Jénine²³³ en la qualifiant de génocidaire. La volonté de rapprochement avec les pays arabes du Moyen-Orient ayant commencé avec le début du nouveau siècle, le gouvernement de l'AKP n'a fait que poursuivre ce mouvement.

Le printemps des relations turco-syriennes n'a toutefois duré que onze ans, interrompu

²³⁰ *Les Echos*, 27 juillet 2012.

²³¹ Hasan Cemal, *T24*, 28 mai 2013.

²³² Depuis le printemps 2013, les affrontements entre les milices d'Al-Nosra, les combattants d'Al-Qaïda en Irak et en Syrie et ceux du PYD rendent la situation encore plus confuse, sans compter l'existence de formations kurdes ne se reconnaissant pas dans le PYD.

²³³ Le déploiement de l'armée israélienne dans les territoires palestiniens autonomes de la Cisjordanie en avril 2002 ayant causé entre 400 et 500 morts.

par les soulèvements populaires dans les pays arabes. Ankara qui a adopté une attitude hésitante pendant les mouvements de révolte en Tunisie et en Libye, s'est précipitée pour agir dans le cas syrien en se positionnant d'emblée aux côtés des opposants et en réclamant le départ d'Assad. Le soulèvement en Syrie devenant une guerre civile et confessionnelle, s'agissait-il d'un mauvais calcul de la part de la Turquie et d'une mauvaise évaluation du pouvoir central syrien ? Face à la persistance de ce dernier, Ankara hausse de plus en plus le ton, déploie des ressources humaines et politiques et soutient l'Armée syrienne libre. N'ayant désormais plus la possibilité de reculer vers une position plus modérée, sinon neutre, vis-à-vis du régime d'Assad, Erdoğan et son équipe misent tout sur le changement du régime en Syrie. La tonalité confessionnelle du discours critique et la politique du soutien aux militants sunnites et djihadistes suscitent des interrogations sur les intentions du gouvernement de l'AKP. Alors que le raisonnement réaliste et pragmatique de la diplomatie turque est évident, la question demeure pour l'instant difficile à résoudre. De même qu'il est également difficile de prévoir combien de temps durera la guerre actuelle et comment elle prendra fin.

En cas d'une victoire du régime d'Assad malgré toute l'activité internationale, les relations bilatérales turco-syriennes auront du mal à se redresser. Même si Damas décide de reprendre sa politique révisionniste, le régime aura beaucoup moins de capacité que dans les années 1990 à imposer ses revendications à Ankara d'autant plus qu'il paraît peu vraisemblable que la capitale syrienne reprenne le contrôle total du pays.

La chute éventuelle du pouvoir central en Syrie permet cependant d'envisager divers scénarios. Les anciens sujets d'affrontement entre Damas et Ankara perdront de leur ampleur dans la mesure où le gouvernement de l'AKP a entamé un processus de négociation avec le PKK et que les rapports de force entre Damas et les Kurdes syriens ont évolué vers un clientélisme : les seconds ne rejoignent pas les militants d'opposition et Damas leur octroie une certaine autonomie dans les provinces du nord du pays. L'avenir de la question prendra forme dans un contexte élargi en rapport avec les relations entre le Gouvernement autonome de Kurdistan et Bagdad. Deuxième source de

conflit, la zone du Hatay perdra définitivement sa symbolique d'être « la terre de la patrie » surtout après la perte du pouvoir de la communauté alaouite dans le pays. Enfin, le conflit sur le partage des eaux peut revenir à l'agenda lorsque l'Irak et la Syrie retrouveront la stabilité. Le droit international n'apparaissant pas en mesure de résoudre le problème, les rapports de force entre la Turquie, la Syrie et l'Irak décideront de l'avenir des fleuves. La configuration actuelle (juin 2013) favorise la Turquie, mais est susceptible d'être modifiée, en parallèle au développement des régions kurdes de ses deux voisins sud.

POST-SCRIPTUM (fin octobre 2013)

(Carte 3)

La guerre civile en Syrie n'est pas terminée et Bachar Al-Assad n'a pas été déchu. Au contraire, les observateurs du Printemps arabe ont compris que le scénario de la chute des dictateurs par les soulèvements populaires en Tunisie, en Egypte, en Algérie ne se reproduira pas en Syrie : le soulèvement s'est transformé en guerre civile avec le Président qui est devenu un dictateur sans pitié, déterminé à garder le pouvoir absolu à tout prix. La guerre qui a fait 110 000 morts depuis mars 2011 a trouvé son apogée avec l'attaque à l'arme chimique, le 21 août 2013, sur de nombreux quartiers dans l'est de Damas tenus par des rebelles et qui a coûté plus de 1000 vies en une journée. La « ligne rouge » du Président Obama a ainsi été franchie. Tandis que les forces armées de Bachar Al-Assad et les forces de l'opposition s'accusaient mutuellement, ce massacre a mobilisé les puissances internationales pour déclencher un processus de consultation internationale à l'ONU.

Alors que les gouvernements américain et français privilégiaient l'option militaire pour mettre fin à cette guerre, tout en restant néanmoins hésitants, le Parlement britannique a refusé toute intervention armée militaire²³⁴.

²³⁴ Parmi 100 000 combattants, 10 000 sont identifiés par IHS Jane's, une société de conseil en défense, comme jihadistes ayant des liens forts avec al-Quaïda, 30 000-35 000 sont définis comme des islamistes ayant des ambitions uniquement en Syrie, et 30 000 rebelles appartiennent à des

La Chine et la Russie maintenant toujours au Conseil de Sécurité leur blocage à toute intervention en Syrie, l'absence de détermination des grandes puissances provenait de l'absence de consensus sur la finalité d'une opération éventuelle : la chute du régime d'Al-Assad était-elle souhaitable lorsque l'on savait que les forces islamistes et jihadistes étaient fort nombreuses parmi les rebelles²³⁵ ? Cette question n'a pas trouvé réponse, le rapport de l'ONU a confirmé le recours au gaz sarin sans pourtant désigner les responsables de l'attaque chimique, car le mandat des enquêteurs ne le prévoyait pas, l'ONU a-t-elle justifié. Vladimir Poutine, le Président russe, a alors avancé une proposition alternative : le démantèlement de l'arsenal chimique syrien. L'accord russo-américain, signé à Genève le 14 septembre 2013, exige que la Syrie rende ses armes chimiques avant la fin du premier semestre 2014. Le régime syrien a accepté de se conformer au « projet russe » et, voulant en donner la preuve, a signé la Convention de 1993 interdisant les armes chimiques.

La question syrienne devrait réunir, et non pas éloigner l'un de l'autre, la Turquie et l'Europe²³⁶. Le lendemain de l'attaque sur la Gouta, la zone attaquée à l'arme chimique, bien avant la remise du rapport de l'ONU, la Turquie, en la personne du Président de la République et au niveau du gouvernement de R.T. Erdoğan, a réclamé une intervention militaire de la part des Etats-Unis. Cependant, privilégiant la solution politique, les pays européens, à l'exception de la France, n'envisageaient la solution militaire que sous condition de la confirmation de la responsabilité du gouvernement syrien dans l'attaque chimique et que dans le cadre d'une résolution du Conseil de Sécurité²³⁷. L'accord russo-américain a donc été bien reçu par tous les membres du Conseil de Sécurité, les pays européens et même par l'Iran,

groupes islamiques divers ; cf. *The Telegraph*, 15 septembre 2013. Le fait que plus que la moitié des rebelles appartient à des réseaux islamistes et islamiques est un élément de forte inquiétude pour la gouvernance de la Syrie d'après-Assad.

²³⁵ *L'express*, 16 juin 2013.

²³⁶ Tocci, Nathalie, *Turkey, Europe and the Syrian Crisis: What went wrong ?*, Global Turkey in Europe, September 2013.

²³⁷ *Ibid.*

dont le nouveau Président Hassan Rohani ambitionne d'incarner un nouveau départ dans les relations avec les Etats-Unis. Or, la Turquie était sceptique sur la viabilité de cet accord. N'ayant pas été ratifié sous forme de résolution, l'accord ne prévoyait aucune sanction en cas de non-application et donc ne satisfaisait pas la Turquie qui demandait le départ définitif d'Al-Assad. Même après l'accord russo-américain, Ankara insistait sur l'option militaire. Pour le Président Abdullah Gül une politique de non-intervention risquait de favoriser le développement des groupes islamistes radicaux et leur transformation par la suite en terroristes²³⁸.

Or, malgré la conviction de la nécessité d'une intervention directe dans le but de renverser le régime d'Al-Assad, Ankara se retenait de s'y engager. Ainsi, dit le chroniqueur Kadri Gürsel, le gouvernement de R.T. Erdoğan « justifiait vis-à-vis de ses partisans le refus d'Ankara de s'impliquer concrètement dans les frappes visant à sanctionner Damas pour l'usage des armes chimiques. S'il le faisait, il deviendrait un objectif légitime pour des représailles syriennes, au risque d'une escalade incontrôlée qui impliquerait l'OTAN en tant que telle, puisque la Turquie est le pilier du flanc sud-est de l'Alliance. Or, ni les Etats-Unis ni la France, les deux seuls pays engagés, n'ont besoin de la Turquie, pas même pour un soutien logistique, seule la base américaine et de l'OTAN d'Incirlik pourrait par exemple accueillir en cas d'urgence des avions en difficulté »²³⁹.

Maintenant donc son offre de soutien en cas d'action militaire, la Turquie a assisté, en parallèle, les opposants syriens. En septembre, l'opposition syrienne, réunie à Istanbul, a désigné un islamiste modéré, Ahmad Toameh, pour remplacer Ghassan Hitto démissionné²⁴⁰ comme Premier ministre intérimaire, à la tête d'un gouvernement chargé d'administrer les territoires syriens sous contrôle des rebelles.

Toutefois, les manifestations qui ont commencé à Taksim comme une démonstration

²³⁸ *The Washington Post (USA)*, 24 septembre 2013, p. 17

²³⁹ « La Turquie adopte des positions sectaires », *Libération*, 6 septembre 2013, p. 4

²⁴⁰ *L'express*, 14 septembre 2013.

environnementale contre la démolition du Parc Gezi dans le cadre du projet de réaménagement urbain de la Municipalité d'Istanbul ont mis en évidence l'autoritarisme policier du gouvernement vis-à-vis des demandes démocratiques. L'engagement du gouvernement de l'AKP auprès de l'opposition syrienne et son volontarisme militaire ont été également critiqués lors de ce mouvement, surtout en raison de l'assistance supposée de ces rebelles aux forces de l'ordre turque. L'incapacité du gouvernement à gérer cette opposition populaire et démocratique par une politique pacifique a fortement fragilisé l'AKP et surtout l'image de R.T. Erdoğan dans les médias étrangers. On a dès lors parlé de la fin du mythe du modèle turc pour la région.

Déstabilisé dans son pays, le Premier ministre turc a alors cherché une présence dans la politique internationale. Le renversement du gouvernement des Frères Musulmans en Égypte en juillet a offert l'opportunité de s'imposer de nouveau dans la politique régionale. La posture clairement pro-Frères Musulmans et la demande inconditionnelle du départ de Bachar Al-Assad du pouvoir représentaient donc les éléments d'une politique étrangère forte qui, présentées comme faisant partie d'un discours de démocratisation de la région, pourraient effectivement rendre à R.T. Erdoğan sa position d'homme d'État fort dans la politique domestique.

Toutefois, la position sectaire pro-Frères, pro-sunnite du gouvernement de l'AKP en Égypte coïncidait avec son soutien actif aux combattants sunnites dans la guerre syrienne qui se convertissait progressivement en une guerre interconfessionnelle entre sunnites et alaouites et présentait une politique étrangère de plus en plus marquée par des affinités sunnites. La nature interconfessionnelle de la guerre syrienne et le sunnisme affirmé dans les politiques domestiques et étrangères de l'AKP a ainsi renforcé le malaise ressenti par la communauté alévie de Turquie. A dès lors émergé une conscience identitaire collective entre les alévis de Turquie et les alaouites de Syrie, grâce à de nouveaux réseaux de solidarité.

Alors que le flux des réfugiés syriens continue, les réfugiés syriens alaouites ne trouvent pas la même sécurité que les réfugiés sunnites dans les camps administrés par l'État, par peur d'être agressés par l'Armée libre syrienne, et se

déplacent dans d'autres régions de Turquie²⁴¹. Le centre culturel et religieux alévi Pir Sultan Abdal de Gazi, un quartier d'Istanbul habité par de nombreux alévis, a décidé de donner refuge à ces alaouites syriens qui réussissent à venir jusqu'à Istanbul mais qui s'y trouvent sans toit, sans argent. Cette solidarité trouve son expression dans la position officielle de la « Fondation Alévie » (*Cem Vakfi*), dont le Président, Doğan Bermek, a affirmé la « communauté naturelle » des alévis syriens avec ceux de Turquie, ainsi qu'avec tous les alévis de la région²⁴².

La consolidation des identités confessionnelles au-delà des frontières ramène le Hatay dans l'agenda politique, non plus comme une source de litige territorial entre la Turquie et la Syrie, mais comme le champ de bataille potentiel d'un conflit interconfessionnel. Lors des manifestations qui ont eu lieu dans le Hatay pour soutenir le mouvement de Gezi depuis le mois de juillet, deux jeunes ont trouvé la mort en raison de la violence policière. Ils étaient alévis, écrivirent alors les journaux d'opposition, comme les cinq autres jeunes décédés dès le début des événements du Parc Gezi²⁴³. Depuis, les familles et les habitants du quartier d'Armutlu, où vivaient ces jeunes, organisent des manifestations pour revendiquer des éclaircissements sur leur décès. Les manifestants dénoncent les forces de l'ordre qui interviennent en scandant le *Tekbir*²⁴⁴ et qui provoquent incessamment les jeunes²⁴⁵.

Le décès tragique de ces jeunes a fait resurgir le malaise des alévis du Hatay depuis la réforme des municipalités introduite en décembre 2012. Cette réforme, qui a modifié les limites des municipalités métropolitaines et des municipalités d'arrondissements, a eu pour effet de rattacher les villages et les districts habités majoritairement par les alévis à un district nouvellement créé, Defne. Le changement des limites a créé un sentiment d'isolement des alévis de la localité, affirme

²⁴¹ Cockburn, Patrick, *The Independent*, 7 octobre 2013.

²⁴² *Ibid.*

²⁴³ *Cumhuriyet*, 10 septembre 2013.

²⁴⁴ « Allah akbar » qui signifie en arabe « Dieu est le plus grand ».

²⁴⁵ *Radikal*, 20 juillet 2013.

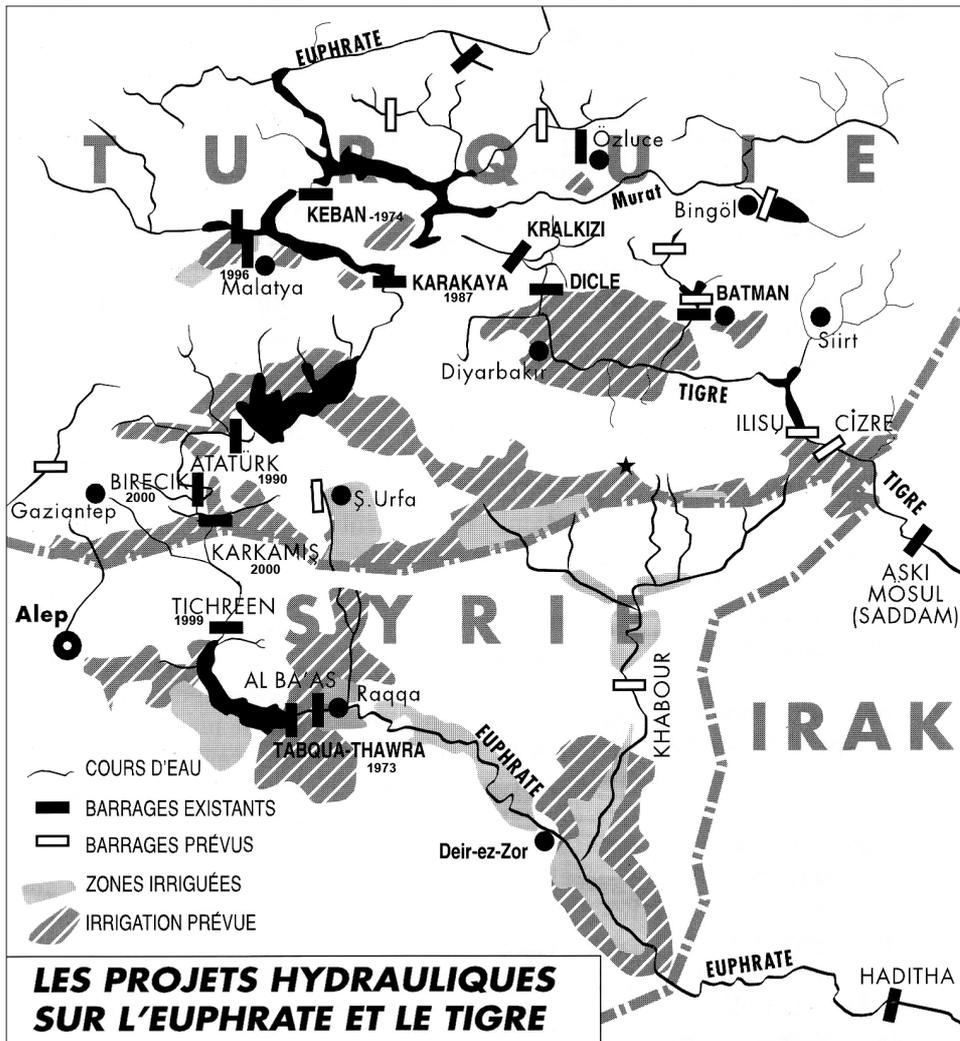
Mahir Mansuroğlu, dirigeant des « Foyers du Peuple » (Halkevleri) dans la ville de Hatay. Les notables de la ville refusent la théorie d'une confrontation alévi-sunnite et précisent que la cible de la colère des alévis ce ne sont pas les sunnites, mais le gouvernement de l'AKP dont les pratiques et les discours sont jugés, par le Président de la Fondation de Culture et de Solidarité Ehl-i Beyt, Ali Yeral, porteurs

d'une hostilité contre cette confession en lien avec le conflit en Syrie²⁴⁶. Le rapprochement entre les alévis de Turquie et les alaouites de Syrie consolide une conscience confessionnelle commune, au-delà des frontières. Cela entraîne ainsi une polarisation des identités ethno-religieuses dans la société turque et leur transformation croissante en enjeux politiques dans le pays et géopolitiques dans la région.

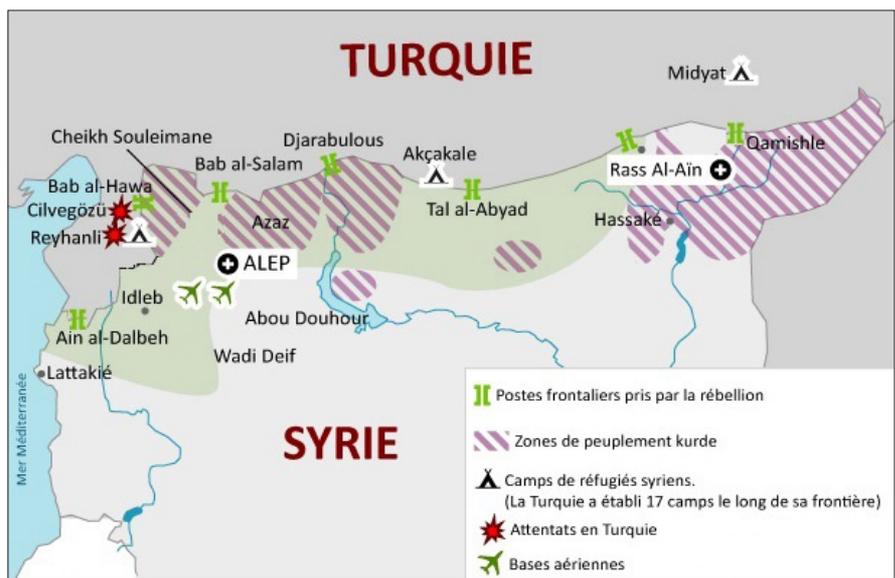
²⁴⁶ *Ibid.*



Carte 1 : La frontière turco-syrienne (Revue Atlas, 1/2 250 000).



Carte 2 : Les principaux barrages sur l'Euphrate (Maury, R. G., « Turquie : puissance de l'eau, puissance de feu », *Limes* No 1, Hiver 1999/2000, Paris, Golias, p. 33-39).



Carte 3 : Frontières et affrontements (Source : France 24, 16 mai 2013).

Bibliographie

- Alantar, Ö. Zeynep, « Türk Dış Politikasında Milletler Cemiyeti Dönemi », dans Sönmezoğlu (Faruk) (éd.), *Türk Dış Politikası Analizi*, İstanbul, Der Yay., 1994.
- Al-Daqûqi, Ibrahim, « Palestine & Zionism in the Turkish mass media », *The Third Arab-Turkish Relations Conference (abstracts of papers)*, Yarmouk University, 25-28 avril 1985, cité dans Duclos, Louis-Jean, « Arabes et Turquie : le cas Jordanien », *CEMOTI*, 1991, No. 11, p. 119-139.
- Aktar, Ayhan & Özel, Soli, « Turkish Attitudes vis-à-vis the Zionist Project », *CEMOTI*, No. 28, 1999, p. 129-147.
- Armaoğlu, Fahir, *Filistin Meselesi ve Arap-İsrail Savaşları 1948-1988*, Ankara, İş Bankası Kültür Yay., 1990, p. 208, cité dans Yılmaz, Türel, *Türkiye'nin Ortadoğu'daki Sınır Komşuları ile İlişkileri 1970-1997*, Thèse soutenue à l'Université de Gazi, Ankara, 1997.
- Aras, Bülent & Karakaya Polat, Rabia, « From Conflict to Cooperation: Desecuritization of Turkey's Relations with Syria and Iran », *Security Dialogue*, 2008, Vol. 39, p. 495-515.
- Ataman, Muhittin, « Suriye'de iktidar mücadelesi: Baas rejimi, Toplumsal talepler ve Uluslararası Toplum », *SETA Rapor*, Nisan 2012, disponible sur http://file.setav.org/Files/Pdf/20121126132435_seta-suriye_de_iktidar_mucadelesi.pdf
- Ataöv, Türkaya, « The Palestine Question and Turkey », *AÜSBF Dergisi*, 1979, Vol. 34, No. 1, p. 15-31.
- Ayhan, Veysel & Orhan, Oytun, « The Antalya Conference of the Syrian Opposition: Consequences, Outlook on the main problems and Expectations from Turkey », *Ortadoğu Analiz*, Juillet-Août 2011, Vol. 3, No. 31-32, p. 8-16.
- Aykan, Mahmut Bali, « The Palestinian Question in Turkish Foreign Policy from the 1950s to the 1990s », *International Journal of Middle East Studies*, Février 1993, Vol. 25, No. 1, p. 91-110.
- Bağcı, Hüseyin, « Demokrat parti'nin Ortadoğu politikası » dans Sönmezoğlu, Faruk (éd.), *Türk Dış Politikasının Analizi*, İstanbul, Der yay, 2004
- Bağış, Ali İhsan, « Water in the Region: Potential and Prospects - An Overview », dans Bağış, Ali İhsan (éd.), *Water as an element of cooperation and development in the Middle-East*, Ankara, Hacettepe University & Friedrich-Naumann Foundation in Turkey, 1994, p. 15-27.
- Balci, Bayram, « Le facteur religieux dans la politique syrienne de Recep Tayyip Erdoğan depuis le soulèvement populaire contre le régime de Bachar al-Assad », *CERI*, juillet 2012.
- Barbir, Karl, « Arap dünyasında Osmanlı mirası », dans Brown, Carl (éd.), *İmparatorluk Mirası*, İstanbul, İletişim, 2000.
- Bas, Arda, « 1957 Crisis in Syria and Turkey », *History Studies*, 2012, Vol. 4, No 1, p. 89-109.
- Beaumont, Peter, « Transboundary Water Disputes in the Middle-East », *Internationale Conference on Transboundary Waters in the Middle-East: Prospects for Regional Cooperation*, Bilkent University, septembre 1991.
- Benli Altunışık, Meliha, « Soğuk savaş sonrası dönemde Türkiye - İsrail ilişkileri », dans Benli Altunışık, Meliha (éd.), *Türkiye ve Ortadoğu, Tarih, Kimlik, Güvenlik*, İstanbul, Boyut Kitapları, 1999.
- Benli Altunışık, Meliha & Tür, Özlem, « From distant neighbors to partners? Changing Syrian-Turkish relations », *Security Dialogue*, 2006, Vol 37, p. 229-248.
- Beyaz Kitap - Les Réalités de la Turquie et le Terrorisme*, préparé par un conseil interministériel sur l'ordre du Premier ministre, Ankara, Ajans-Türk Matbaacılık Sanayii, 1973.
- Bourgey, André « Le barrage de Tabqa et l'aménagement du bassin de l'Euphrate en Syrie », *Revue de géographie de Lyon*, 1974, Vol. 49, No. 4, p. 343-354.
- Bozarslan, Hamit, « Quelques remarques sur l'évolution du problème kurde entre les deux guerres », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1994, No. 25, p. 3-8.
- Bozarslan, Hamit, *Question kurde*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, p. 86-87, 309.
- Bölükbaşı, Süha, « Behind the Turkish-Israeli Alliance : A Turkish View », *Journal of Palestine Studies*, Automne 1999, Vol. 29, No. 1, p. 21-35.
- Bruinessen, Martin van, « Öcalan capturé : et après ? Une question kurde plus épineuse que jamais », *Critique Internationale*, Été 1999, No. 4, p. 39-47.
- Bulut, Mehmet Telli, *Soğuk savaş sonrası dönemde Türkiye-Suriye ilişkileri ve su sorunu*, mémoire de master soutenu à l'Institut des sciences sociales de l'Université de Balıkesir, 2008.
- Caffisch, Lucius, « La convention du 21 mai 1997 sur l'utilisation des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation », *Annuaire français de droit international*, 1997, Vol. 43, p. 751-798.

- Calogeropoulos-Stratis, Spyros, « Le problème de Chypre », *Politique étrangère*, 1966, No. 4, p. 344-361.
- Castleberry, H. Paul, « The Arabs' View of Postwar American Foreign Policy », *The Western Political Quarterly*, Mars 1959, Vol. 12, No. 1, Part 1, p. 9-36.
- Ceceli Köse, Sezen, « Müzakereci Demokrasi Kuramı ve Toplumsal ve Politik Dönüşümün İmkanları: Kürt Açılımı Üzerine Bir İnceleme », *Spectrum: Journal of Global Studies*, 2013, Special issue, p. 89-115.
- Central Bank of the Republic of Turkey Statistics, disponible sur <http://evds.tcmb.gov.tr/yeni/cbt-uk.html>
- Charles, Olivier, « Coming from the cold », *EuroMoney*, London, nd., No. 378.
- Chesnot, Christian, *La Bataille de l'eau au Proche-Orient*, Paris, Harmattan, 1993.
- Committee on foreign relations, United States Senate, *A select chronology and background documents relating to the Middle East*, U.S. Government printing office (Second revised edition), Washington, 1975.
- Copeaux, Étienne, *Une vision turque du monde à travers les cartes de 1931 à nos jours*, Paris, CNRS Éditions, 2000, p. 131.
- Copeaux, Étienne, « L'image des arabes et de l'Islam dans les manuels d'histoire turcs depuis 1931 », *CEMOTI*, 1991, No. 12, p. 195-213.
- Davutoğlu, Ahmet, *Stratejik Derinlik*, Istanbul, Küre Yay., 2001.
- Dikerdem, Mahmut, *Ortadoğu'da Devrim Yılları*, Istanbul, Cem Yay., 1990.
- Efraim, Inbar, *Türk - İsrail Stratejik Ortaklığı*, Ankara, Avrasya Stratejik Araştırmalar Merkezi, 2001.
- Feroz, Ahmad, *Modern Türkiye'nin Oluşumu (The Making of Modern Turkey)*, Routledge) Istanbul, Kaynak yay., 2002.
- Fernau, Friedrich-Wilhelm, « Constantes de la politique extérieure turque », *Politique étrangère*, 1968, No. 2-3, p. 181-187.
- Gönlübol, Mehmet & Ülman, Halûk, « Blokların kuruluşu ve Türkiye », dans (éd.) Gönlübol, Mehmet, *Olaylarla Türk Dış Politikası*, Ankara, Alkım Yayınları, 1989.
- Gresh, Alain & Vidal, Dominique, *Les 100 portes du Proche-Orient*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 1996.
- Gürün, Kâmuran, *Dış İlişkiler ve Türk Politikası*, Ankara, Ankara Üniv. S.B.F. Yay., 1983.
- Jewad, Kaïs, *Du califat aux coups d'État - Les cinq coups d'État militaires au sein de l'Empire ottoman de 1908 à 1913*, Paris, Alhabeta, 1995, p. 219-222.
- Hale, William, « Turkey and the Middle East in the "New Era" », *Insight Turkey*, 2009, Vol.11, No. 3, p. 143-159.
- Ilgıt, Ashl & Davis, Rochelle, « The Many Roles of Turkey in the Syrian Crisis », *Middle East Research and Information Project (MERIP)*, 28 janvier 2013.
- Invest in Med, *La Carte des investissements en Méditerranée*, Etude n°7, Octobre 2009, disponible sur www.invest-in-med.eu
- Kassianides, Yoann, *La politique étrangère américaine à Chypre (1960-67)*, Paris, Harmattan, 2005.
- Kemp, Geoffrey, « Strategy and Arms Levels, 1945-1967 », *Proceedings of the Academy of Political Science*, Vol. 29, No. 3, Soviet-American Rivalry in the Middle East, Mars 1969, p. 21-36.
- Khadduri, Majid, « The Alexandretta Dispute », *The American Journal of International Law*, July 1945, Vol. 3, p. 406-425.
- Kibaroglu, Aysegül, « Socioeconomic Development and Benefit Sharing in the Euphrates-Tigris River Basin », communication présentée à la Second Israeli-Palestinian International Conference, Ankara, Turkey, 10-14 Octobre 2004, disponible sur <http://www.ipcri.org/watconf/papers/aysegul.pdf>
- Kirişçi, Kemal, « The EU, Turkey, and the Arab Spring: Challenges and Opportunities for Regional Integration », *Global Turkey in Europe*, Working Paper 01, nd.
- Kirk, George, *Contemporary Arab Politics - A Concise History*, N.Y., Frederick A. Praeger, 1961.
- Kocaoğlu, Mehmet & Anderson, Philip, « 'Summer Madness': The Crisis in Syria, August-October 1957 », *British Journal of Middle Eastern Studies*, 1995, Vol. 22, No. 1/2, p. 21-42.
- Kocaoğlu, Mehmet, *Ortadoğu - Parçalanmak istenen topraklar ve istismar edilen insanlar*, Ankara, Genelkurmay Yayınevi, 1995.
- Kuniholm, Bruce R., « Turkey and the West Since World War II », dans Mastiny, Vojtech & Nation, Craig (éds.), *Turkey Between East and West*, Colorado, Westview Press, 1996, p. 45-70.
- Kut, Şule « Filistin Sorunu ve Türkiye », dans Ulman, Haluk (éd.), *Ortadoğu Sorunları ve Türkiye*, Istanbul, Türkiye Sosyal Ekonomik Araştırmalar Vakfı, 1991.
- Kutlay, Mustafa, « Economy as the 'Practical Hand' of 'New Turkish Foreign Policy': a Political Economy Explanation », *Insight Turkey*, 2011, Vo. 13, No. 1, p. 67-88.
- Lowe, Robert, « The Syrian Kurds: A People Discovered », *Chatham House Briefing Paper*, Middle East Program, Janvier 2006.
- Mango, Andrew, « Turkey in the Middle East », *Journal of Contemporary History*, Juillet 1968, Vol. 3, No. 3, p. 225-236.
- Maden, Tuğba Evrim, « Transboundary Waters in Turkish Foreign Policy: Syrian Case », *Journal of Eurasian Strategic Application and Research Center*, 2012, No. 1.1, p. 89-98.

- Mardin, Şerif, *Bediüzzaman Said Nursi Olayı, Modern Türkiye'de din ve toplumsal değişim*, İstanbul, İletişim, 1992.
- Muslih, Muhammad, « Syria and Turkey », dans Barkey, Henri J. (éd.), *Reluctant Neighbor*, Washington D.C., United States Institute of Peace Press, 2005.
- Le Gac, Daniel, *La Syrie du Général Assad*, Paris, Editions Complexe, 1991.
- Ochsenwald, William, « Modern Ortadoğu'da İslâm ve Osmanlı Mirası », dans Brown, Carl (éd.), *İmparatorluk Mirası*, İstanbul, İletişim, 2000.
- Olson, Robert, « The Kurdish Question and Geopolitic and Geostrategic Changes in the Middle East After the Gulf War », *Journal of South Asian and Middle Eastern Studies*, Summer 1994, Vol. 17, No. 4, p. 49-67.
- Orhan, Oytun, « Kuruyunca Sula, Uzeyinca Buda: Suriye'nin Kuzey Irak ve Kürt Politikası », *Stratejik Analiz Dergisi*, 2007, No 86.
- Orhan, Oytun, « Cumhurbaşkanı Abdullah Gül'ün Şam ziyareti ışığında Türkiye-Suriye ilişkileri », *Ortadoğu Analiz*, Juin 2009, Vol. 1, No. 6.
- Öniş, Ziya, « Beyond the 2001 Financial Crisis: The Political Economy of The New Phase of Neo-liberal Restructuring in Turkey », *Review of International Political Economy*, 2006, Vol. 16, No. 3, p. 409-432.
- Öztürk, Kazım, *Cumhurbaşkanlarının Türkiye Büyük Millet Meclisini Açış Nutukları*, İstanbul, Ak Yay., 1969, cité dans, Pehlivan, Yavuz, *Arap - İsrail Savaşlarının Türk Kamuoyuna Yansımaları 1948-1967*, Thèse d'Histoire soutenue à l'Université 9 septembre d'Izmir, 2006.
- Paine, Chris, « The political economy of arms transfers to the Middle east », *MERIP Reports*, Août 1974, No. 30, p. 3-26.
- Parlar Dal, Emel, « Entre précaution et ambition : Le « néo-ottomanisme » de la nouvelle politique extérieure de l'AKP en question », dans, Kaya, Uğur (dir.), *Dynamiques contemporaines en Turquie - Ruptures, Continuités*, *Eurorient* hors série, Paris, l'Harmattan, 2010, p. 35-60.
- Pérouse, Jean-François, « Les Kurdes de Syrie et d'Irak : dénégaration, déplacements et éclatement », *Espace, populations, sociétés*, 1997, Vol.1, Les populations du monde arabe - People of the Arab Middle East, p. 73-84.
- Pérouse, Jean-François, « La Turquie : une construction territoriale récente », *Mappemonde*, 2008, No. 90, disponible sur <http://mappemonde.mgm.fr/num18/index.html>
- Peretz, Don, « Nonalignment in the Arab World », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, November 1965, Vol. 362, Nonalignment in Foreign Affairs, p. 36-43.
- Picard, Elisabeth, « Fin de Partis en Syrie », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, 1996, Vol. 81, No. 81-82, p. 207-229.
- Ramazani, R. K., « Soviet Military Assistance to the Uncommitted Countries », *Midwest Journal of Political Science*, November 1959, Vol. 3, No. 4, p. 356-373.
- Rapport de l'aide au développement de Turquie*, Présidence de l'Agence Turquie pour la Coopération et la Coordination (TİKA), 2011.
- Renda, K. Kaan, « Turkey's Neighbourhood Policy: an Emerging Complex Interdependence », *Insight Turkey*, 2011, Vol.13, No. 1, p. 89-108.
- Richard, Yilmaz, « Le sandjak d'Alexandrette, baromètre des relations entre la Turquie et la Syrie », *Outre-Terre*, 2006, Vol. 1, No. 14, p. 109-116.
- Sadak, Necmettin, « Turkey Faces the Soviets », *Foreign Affairs*, Avril 1949, Vol. 27, No. 3, p. 449-461.
- Sander, Oral, *Türk - Amerikan İlişkileri 1947-1964*, Ankara, Ankara Üniv. S.B.F. Yay., 1979.
- Sander, Oral, *Türkiye'nin Dış Politikası*, Ankara, İmge, 1998.
- Sevük, İsmail Habib, *Atatürk İçin*, Cumhuriyet Matbaası, 1939.
- Sofuoğlu, Adnan, « Belgeler Işığında Bağımsız Hatay Devleti'nin Kuruluşu ve Türkiye », *Atatürk Araştırma Merkezi Dergisi*, Juillet 2005, Vol. 21, No. 62, p. 426-452.
- Soulas, Jean, « L'essor économique de la Turquie contemporaine », *Annales de géographie*, Année 1939, Vol. 48, No. 274, p. 405-412.
- Suriye-Türkiye İlişkileri*, İHH İnsani Yardım Vakfı, disponible sur <http://suriye.ihh.org.tr/turkiye/turkiye.html>
- Tauber, Eliezer, « Syrian and Iraqi Nationalist Attitudes to the Kemalist and Bolshevik Movements », *Middle Eastern Studies*, Octobre 1994, Vol. 30, No. 4, p. 896-915.
- Tavlas, Nezih, « Türk - İsrail Güvenlik ve İstihbarat ilişkileri », *Avrasya Dosyası*, 1999, Vol. 5, No. 1, p. 5-32.
- Troudi, Mohamed, « La Turquie et les printemps arabes », *Politique actualité*, nd. Disponible sur www.politique-actu.com/dossier/turquie-printemps-arabes-mohamed-trou-di/280792/
- Tsur, Jacob, « Les fondements de la politique étrangère d'Israël », *Politique étrangère*, 1957, No. 1, p. 27-38.
- Tür, Özlem, « The Political Economy of the Turkish-Syrian Relations in 2000s », *Ortadoğu Analiz*, Juillet-août 2011, Vol. 3, No. 31-32, p. 33 - 39.
- Uslu, Nasuh, *Türk - Amerikan İlişkileri*, Ankara, Yüzyıl, 2000.
- Vaner, Semih, « Turquie : la démocratie ou la mort », *Politique étrangère*, 1998, No. 4, p. 763-778.

- Watenpaugh, Keith D., « 'Creating Phantoms': Zaki al-Arsuzi, the Alexandretta Crisis, and the Formation of Modern Arab Nationalism in Syria », *International Journal of Middle East Studies*, Août 1996, Vol. 28, No. 3, p. 363-389
- Wolf, Aaron T., « Conflict and cooperation along international waterways », Presented at the ADC New Millennium Meeting on International Water Management in the 21st Century, Valencia, 18-20 December, 1997.
- Yavuz, Hakan, « Türk-Arap İlişkileri ve Filistin Sorunu (1947-1994) », dans Sönmezoglu, Faruk (dir.), *Türk Dış Politikası Analizi*, İstanbul, Der yayınları, 1994.
- Yerasimos, Stéfane, « Le sandjak d'Alexandrette : formation et intégration d'un territoire », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, 1988, No. 48-49, p. 198-212.
- Yerasimos, Stefanos, *Milliyetler ve Sınırlar*, İstanbul, İletişim, 1999.
- Zurcher, Eric, *Turkey: A Modern History*, London, I.B. Tauris & Co., 1993.

Liste des abréviations

AKP	Parti de la Justice et du Développement (Turquie)	MHP	Parti d'Action Nationaliste (Turquie)
ANAP	Parti de la Mère Patrie (Turquie)	MÜSİAD	Association des industriels et des hommes d'affaires indépendants (Turquie)
ASALA	Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie (Turquie)	OCI	Organisation de la conférence islamique
ASL	Armée syrienne libre (Syrie)	OLP	Organisation de libération de la Palestine
BDP	Parti pour la Paix et la Démocratie (Turquie)	ONU	Organisation des Nations Unies
BM	Banque Mondiale	OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique du nord
CHP	Parti Républicain du Peuple (Turquie)	PME	Petite et moyenne entreprise
CNS	Conseil national syrien (Conseil représentant l'opposition à Bachar al-Assad)	PKK	Parti des travailleurs du Kurdistan (de Turquie)
CSN	Conseil de sécurité nationale (de Turquie)	PYD	Union démocratique du Kurdistan (en Syrie)
DEİK	Conseil des relations économiques étrangères (de Turquie)	RAU	République Arabe Unie
DEV-SOL	Organisation turque de gauche révolutionnaire (1978-1994)	Sana	Syrian Arab News Agency.
DSP	Parti Démocrate de Gauche (Turquie)	SIA	Agence nationale d'investissement (Syrie)
DTP	Parti de la Société Démocratique (Turquie)	TİKA	Agence Turque pour la Coopération et la Coordination
GAP	Projet de l'Anatolie du Sud-est (en Turquie)	TOBB	Union des Chambres et des Bourses de Turquie
KCK	Union des Communautés du Kurdistan (en Turquie)	UNHCR	Agence des Nations Unies pour les réfugiés
KKTC	République Turque du Chypre du Nord	URSS	Union des républiques socialistes soviétiques

